

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

**Les premières relations
entre les Français
et les Princes indigènes dans l'Inde
au XVII^e siècle (1666-1706)**

Thèse pour le Doctorat de l'Université de Paris

PRÉSENTÉE PAR

Adrian DUARTE

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1932

Thèse Paris

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

**Les premières relations
entre les Français
et les Princes indigènes dans l'Inde
au XVII^e siècle (1666-1706)**

Thèse pour le Doctorat de l'Université de Paris

PRÉSENTÉE PAR

Adrian DUARTE

•••

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1932

*26564

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



PLAN

INTRODUCTION. — L'Inde au xvii^e siècle.

CHAPITRE I. — Les Français s'installent aux Indes. Recherche de simples comptoirs par une politique de conciliation et de fermeté 1666-1672.

CHAPITRE II. — Recherche de postes fortifiés, par une politique de force et d'armements, 1672-1674.

CHAPITRE III. — Recherche de postes territoriaux par une politique d'entente, d'intervention, et de services rendus, conçue par Baron, 1675-1677.

CHAPITRE IV. — De la politique d'intervention et de services rendus, conçue par Baron, à la politique de patience et de ménagements, mise en œuvre par Martin, 1677-1685.

CHAPITRE V. — Maintien et extension des comptoirs par la politique de prudence et de patience mise en œuvre par Martin, 1686-1698.

CHAPITRE VI. — Suite de la politique martinienne, 1698-1706.

CONCLUSION.

NOTE

sur la transcription des noms hindous

Quand nous sommes en présence de noms d'Empereurs, de rois, de généraux et de rajahs nous avons adopté l'ortographe qui se trouve habituellement dans les manuels anglais d'histoire cela étant plus familier que l'orthographe française eg.

Akbar et non pas Ackber.

Shah Jahan et non pas Schah Djehan.

Aurangzeb et non pas Orangzéb.

Shivaji et non pas Sivagy.

Zulfikar Khan et non pas Jaloufar Khan.

Shere Khan et non pas Circam.

Quand nous sommes en présence de noms de royaumes, de provinces, de fleuves, de villes, nous avons également adopté la forme d'ortographe la plus répandue dans les manuels de géographie et sur les cartes anglaises eg.

le Deccan et non pas le Decan.

le Carnatic et non pas le Carnate.

Mysore et non pas Maïssur.

Madura et non pas Maduré.

Lahore et non pas Laör.

Bijapur et non pas Viziapour.

Nous avons fait exception pour certains noms passés dans l'usage en France eg. Golconde, et, dans les citations, nous avons respecté l'orthographe adoptée par l'auteur.

AVANT-PROPOS

J'eus, pour la première fois, l'idée d'écrire ce travail dans l'atmosphère d'un autre âge qui enveloppe Pondichéry, et dont je subis l'influence lorsque je la visitai en 1928. Pondichéry, ainsi que le savent ceux qui la connaissent bien, est une ville qui force aux associations historiques. Tout en elle ramène à un passé : les noms surannés de ses rues, la mousse couvrant les murs de son fort, ses jardins, ses monuments et jusqu'à cette statue de Dupleix dont le bronze fixe sans fin la mer immense.

Ce fut dans ces étranges silences de midi, au rythme de la mer, que je lus pour la première fois l'histoire de Malleson sur les Français dans l'Inde.

Dans cette histoire, un épisode particulier fut, pour moi, une révélation et un aiguillon. C'était le récit des relations de Benoît Dumas et du chef maharatte Ragoji Bhonsla et spécialement le message dans lequel le gouverneur français refuse de livrer la famille et les trésors de Chunda Sahib confiés à sa garde à Pondichéry. « Vous m'avez écrit, dit le message, de livrer à vos cavaliers cette dame, son fils et les richesses qu'elle a apportées ici. Vous qui êtes noble, généreux, plein de bravoure, que penseriez-vous de moi si j'étais capable d'une pareille bassesse ? La femme de Chunda Sahib est, dans Pondichéry, sous la protection du Roi de la France, mon maître, et tous les Français qui sont dans l'Inde mourraient plutôt que de vous la livrer. Vous me menacez, en finissant, que si je ne cède pas à vos demandes, vous amènerez vous-même vos armées ici. Je me prépare de toutes mes forces à vous bien recevoir, à bien mériter votre estime en vous montrant que j'ai l'honneur de commander

présent travail. C'est une étude des circonstances, des hommes et de la politique. C'est encore une étude des relations qui sont en même temps cause et effet dans l'évolution de la politique. J'ai puisé fort peu à l'histoire de la Compagnie royale française dans ses récits, et seulement lorsqu'ils roulaient sur la politique de ses agents. Par contre, j'ai cherché à mettre en lumière l'arrière-plan historique et politique, j'ai essayé d'analyser les caractères et les mobiles auxquels obéissaient les principaux personnages. Par-dessus tout j'ai insisté sur les épisodes des relations des Français et de nos princes. Aussi imparfait que soit le travail, j'espère qu'il expliquera dans une petite mesure cette tradition de relations cordiales avec notre pays que Dumas et Duplex ne fondèrent pas au XVIII^e siècle, mais qu'ils tenaient de leurs devanciers du XVII^e siècle, comme un précieux héritage.

Bien que je sente toute l'insuffisance de remerciements, je voudrais exprimer ma reconnaissance à mes professeurs et à mes amis sans lesquels ce travail n'aurait jamais été écrit. Toute ma gratitude, en particulier, à M. Sylvain Lévi pour son amitié constante, ses encouragements bienveillants, et son obligeance ; à M. Alfred Martineau qui mit à ma disposition le principal document pour la composition de ce travail, c'est-à-dire les Mémoires de François Martin, et qui fut si généreusement prodigue de son temps et de ses conseils ; à M. Roussier, Conservateur des Archives Coloniales pour sa courtoise assistance ; enfin à M. Henri Hauser pour ses très précieuses suggestions, la sympathie et la bonté paternelle qu'il a bien voulu me témoigner.

A. D.

**Les premières relations
entre les Français et les Princes indigènes
dans l'Inde au XVII^e siècle (1666-1706)**

INTRODUCTION

L'Inde au XVII^e siècle

L'Inde, lorsque les Français y arrivèrent en 1666, était politiquement divisée en trois parties : l'Hindoustan, le Deccan, et le Carnatic, comprenant quatre grands Etats et un certain nombre de petites principautés.

L'empire mongol était de beaucoup le plus grand de ces Etats. Il comprenait toute la moitié nord du continent et se trouvait borné au nord par la chaîne de l'Himalaya et au sud par les montagnes de Vindhya. Cet empire fondé par Bâbar, un descendant du tartare mongol Tamerlan, avait été agrandi et consolidé par son illustre successeur Akbar, le plus sage et le plus grand des souverains mongols. Shah Jahan avait avancé les limites au delà des monts de Vindhya et annexé le Deccan subah au préjudice des Etats pathans d'Ahmednagar et Berar. La conquête des Etats restants du Deccan, Bijapur et Golconde, fut interrompue par les guerres de succession qui eurent lieu entre les fils de Shah Jahan et qui finalement aboutirent à l'accession d'Aurangzeb au trône impérial en 1658. Quoique l'attention immédiate d'Aurangzeb fût tournée vers la consolidation de son empire au nord, la soumission des Etats restants du Deccan demeura toujours l'objet de ses préoccupations. Il mit enfin son projet à exécution en 1686.

Au sud de l'empire mongol se trouvaient les deux grands royaumes pathans de Bijapur et de Golconde qui partageaient

entre eux le Deccan et faisaient une large encoche dans le Carnatic. Ils s'étendaient au nord jusqu'aux environs d'une ligne arbitraire tracée de Bassein sur la côte ouest jusqu'à Chicacole sur la côte est. Au sud la pointe de l'encoche se terminait à Porto-Novo. Une ligne tracée le long du Puniar pour aboutir à la côte ouest formait la limite de ces Etats



au sud. La frontière entre ces deux Etats suivait, à peu près, une ligne qui prenait naissance à Porto-Novo, passait par Arcat, Raichur, Mulkair et se terminait à Bidar. Les Etats de Bijapur et de Golconde étaient très étendus et très riches (1) Mais toute la renommée et le faste extérieur de leurs capitales cachaient un réel déclin politique. Gouvernés par des monarques faibles, ils étaient menacés, au nord, par le Mongol

1. Thévenot, *Voyages. Des Révolutions du Decan*, p. 266-308.

et déchirés à l'intérieur par une noblesse turbulente et factieuse.

Comme une conséquence de cette insubordination l'Etat maharatte de Shivaji, rebelle à l'autorité du gouvernement de Bijapur, s'était constitué sur la côte Concan. Ce prince indocile et pillard, à l'abri dans les forteresses montagneuses du Concan, était devenu célèbre au ^{xvii}^e siècle, en défiant les tentatives de Bijapur et du Mongol pour le soumettre. Il avait solidement établi son empire sur le flanc ouest de l'Etat de Bijapur, l'isolant ainsi complètement de la mer. L'Etat maharatte de Shivaji, unifié par un sentiment national et religieux, ainsi que par une puissante armée, était une force vive dans le Deccan, à cette époque (1).

Au sud des sources du Tungabadra et du Puniar se trouvaient les divers Etats indous du Carnatic — presque tous survivants du vieil empire indou de Vijayanagar — détruit par les Pathans en 1565. Les plus importants étaient les Etats de Mysore : Madura, Travancore et Maravas (2). Si l'on en excepte les Etats malabares de Cochin, Canara, Calicut sur la côte ouest, qui, par l'isolement de leur situation ne participaient pas à l'ensemble de la politique Carnate, ces Etats étaient en continuelle effervescence et se trouvaient toujours vainqueurs ou victimes dans les luttes continuelles qu'ils soutenaient les uns contre les autres.

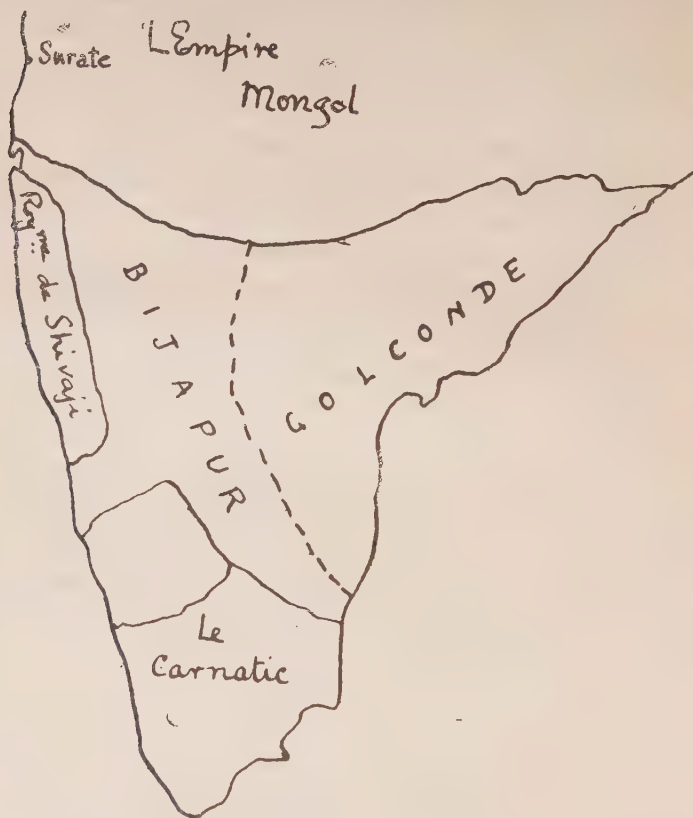
* * *

Les pouvoirs européens ayant des intérêts aux Indes à cette époque étaient les Portugais, les Hollandais, les Anglais et les Français. Au ^{xvii}^e siècle, les Hollandais étaient certainement les plus puissants et les plus riches. Ayant ruiné les Portugais au siècle précédent et les ayant confinés dans leurs

1. Surendranath Sen, *Siva Chhatrapati*, Calcutta University, 1920
Rawlinson, *Shivaji the Mahratta*. Clarendon Press, 1915.

2. Wilkes. *Sketches of South India* ; Sewell R., *A Sketch of the Dynasties of South India*.

trois postes de Goa, Damaun et Diu, les Hollandais avaient bâti leur richesse sur les ruines des biens portugais. Leur quartier général était l'Insulinde où ils possédaient Java, Macasar et Célèbes. Ils avaient encore acquis de nombreux postes sur la côte indoue. Ils étaient bien ancrés à Ceylan,



à Colombo. Négombo et à la pointe de Galle. Sur la côte ouest, ils avaient établi leurs factoreries à Surat, Calicut et Cochin. Sur la côte est ils s'étaient installés à Négapatam, et avaient d'importantes factoreries à Sadrasapatam, Paliacat, Masulipatam, et au Bengale.

Pour faire échec au monopole commercial des Hollandais, les Anglais étaient venus aux Indes en 1600, et rapidement

avaient créé des factoreries à Surat, sur la côte ouest, à Madras, Masulipatam et Ougli sur la côte est. Ils possédaient encore sur la côte ouest l'île de Bombay en toute propriété.

* * *

Les Français furent les derniers à entrer dans le champ de l'activité commerciale. Pour permettre à la France d'importer directement tous les produits de l'Inde qu'elle avait jusqu'alors été obligée d'acheter aux Hollandais, pour stimuler en même temps l'accroissement de la marine marchande, Colbert créa, en 1664, la Compagnie des Indes Orientales. Les deux premières années de sa création, la Compagnie tenta de coloniser l'île de Madagascar. Mais en 1666 elle renonça à ce projet et ouvrit la voie aux relations commerciales avec le continent indou en établissant des factoreries sur le golfe persique et dans les principaux ports de la côte indoue. Une ambassade comprenant Bebbber, Mariage, Delalain et La Boullaye le Gouz fut envoyée par terre au Shah de Perse pour négocier avec lui les conditions des permis de commerce nécessaires aux transactions. L'ambassade devait ensuite s'assurer un firman de commerce auprès du Mongol. A ce moment François Caron, un Hollandais qui avait acquis une grande réputation à cause de ses entreprises en Orient, fut envoyé de France, avec des bateaux, pour rejoindre à Surat les ambassadeurs et organiser les affaires de la Compagnie des Indes sur de solides fondements.

Ce sont les relations établies par les agents de la Compagnie royale française dans leurs contacts commerciaux avec notre pays durant les quarante années suivantes (1666-1706) qui feront l'objet de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

Les Français s'installent aux Indes. Recherche de simples comptoirs par une politique de conciliation et de fermeté (1666-1672)

I. — DESCRIPTION DE SURAT. — LES FRANÇAIS S'ASSURENT AUPRÈS DU MONGOL D'UN « FIRMAN ».

Les Français prirent contact avec l'Inde des affaires à Surat, qui était alors le grand centre commercial du continent hindou. Les écrivains français du ^{xvii}^e siècle, nous ont laissé, de Surat, des descriptions nombreuses qui nous permettent d'imaginer la ville telle que la virent leurs compatriotes qui firent du commerce avec notre pays.

Un voyageur européen, venant à Surat par mer, jetait l'ancre dans le bassin de Sualy, port de la ville. Il remontait ensuite le Tapti en bateau pendant trois lieues et atteignait enfin Surat. Un fort en ruines, dominait, sur la rive sud, l'embouchure du fleuve ; lorsque le voyageur continuait à remonter le cours de la rivière, les murs de la ville s'offraient bientôt à sa vue. A peine avait-il atteint le Chabandar ou jetée, que les douaniers mongols le soumettaient, lui et ses bagages, à une visite rigoureuse, après quoi, seulement, il lui était permis d'entrer dans la cité. Il est peu probable que notre voyageur aurait été grandement impressionné par les ouvrages donnant à la ville force et sécurité. Surat, en 1666,

venait d'être entouré de murs et son fort était très imparfaitement construit. Il n'aurait pas davantage été impressionné par la beauté et la régularité des édifices ou la propreté des rues. Surat était peuplé, en grande partie, de mahométans et de banias, et, tandis que les premiers, avec un sens plus grand du confort, habitaient des maisons de noble apparence, à toits plats et terrasses, les derniers, préférant l'économie au confort, vivaient pour la plupart dans des masures, à raison de trois ou quatre familles par pièce, avec des vaches, des chèvres et des veaux pour compagnons. Les rues étaient poussiéreuses en été, boueuses et émaillées de flaques d'eau pendant les pluies. Surat n'avait vraiment rien de spécial à offrir à la curiosité du visiteur. En sortant par la porte nord de la ville, on arrivait au « Smashan » ou cimetière, puis à quelques pagodes devant lesquelles des fakirs nus accomplissaient leurs pénitences, ensuite à un grand étang auquel on accédait par de larges marches de pierre. Plus loin se trouvaient les jardins de la reine et des grottes souterraines.

Si notre voyageur avait aimé se réjouir au contact du bourdonnement et de l'activité humaine, alors il aurait trouvé à Surat de quoi satisfaire son goût. Des hommes, appartenant à tous les pays, parcouraient ses rues, et leurs costumes variés faisaient une orgie de couleurs dans le soleil hindou. Il s'écoulait un courant ininterrompu de véhicules, de bêtes de sommes, de chameaux, de chariots, de palanquins, de voitures, le tout, ainsi que le dit Martin, concourant à donner à la ville un aspect de grandeur et de prospérité difficile à trouver ailleurs.

Et cela n'était pas étonnant. Surat au XVIII^e siècle était le grand entrepôt de l'empire mongol. Ses boutiques étaient remplies de marchandises venant du monde entier et le commerce de Surat s'étendait jusqu'aux plus lointaines rives asiatiques. Ses bateaux conduisaient le poivre, l'indigo, le coton, le salpêtre, jusqu'à Bassora et Bagdad sur le golfe Persique, jusqu'à Moka et Djeddah sur la mer Rouge, et reve-

naient alourdis d'une riche cargaison d'or et de sequins persans.

Elle entretenait un commerce florissant avec les ports de la côte de Malabar. Ses bateaux allaient au Bengale et plus à l'est vers le détroit de la Sonde, vers la Chine, vers le Japon, et rentraient avec de la soie, des épices, de l'or. Avec ce commerce mondial, ses marchands s'enrichissaient. L'argent était abondant, et nulle part ailleurs, un crédit n'était obtenu si facilement (1).

Surat avait deux gouverneurs, un pour la cité un pour le fort, un Divan, un Vacanueis, un Cotwal et plusieurs fonctionnaires dont nous parlerons plus tard. Le gouverneur de la cité était nommé par le Mongol et, ainsi que le soulignent les chroniqueurs français du temps, il envoyait à l'empereur mongol, en témoignage de loyauté, trois salaams, lorsqu'il prenait possession de sa charge. Le gouverneur était certainement un personnage important dans la ville. Il allait, en grand apparat, rendre la justice, escorté de trois cents hommes, trois éléphants richement caparaçonnés, quarante cavaliers, vingt-quatre drapeaux, précédé de trompettes et de timbales résonnant comme le tonnerre, suivi de nombreux cazis ou interprètes de la loi.

La justice, sans doute, n'était pas très bien rendue, mais les sanctions étaient sévères et salutaires. Un faux-monnayeur, par exemple, était promené par toute la ville, attaché sur un âne, visage tourné vers la queue de l'animal, et lapidé. A la tête de la police, se trouvait le Cotwal, sorte de gouverneur exerçant ses fonctions la nuit. Le Cotwal était chargé, avec l'aide de deux cents hommes, d'assainir les rues de la ville et les maisons de prostitution, de découvrir les incendies, de s'emparer des cambrioleurs. La nuit durant, on entendait ses tambours, ses trompettes, ses hommes criant et s'interpellant, parcourir en tous sens les rues de la cité (2).

Ce fut dans cette ville qu'arrivèrent les délégués français

1. Gauthier Schouten, p. 397 ; Dr Fryer, *Travels* ; Martin, *Mémoires*. A.C. C² 65 f. 49-56.

2. Dr Fryer, *Travels* ; Thévenot, *Voyages*, p. 51. A.C. C² 65, f. 230-233.

La Boullaye le Gouz et Bebbber, avec le projet d'obtenir de l'empereur Aurangzeb un permis de commerce, préparant ainsi les voies à la création de factoreries françaises sur les côtes hindoues. Les délégués français reçurent, à Surat, un chaleureux accueil. Le gouverneur, informé de leur venue, leur envoya à Sualy, pour remonter le fleuve, deux bateaux, l'un pour y prendre passage, l'autre pour y transporter leurs bagages. Au Chabander, les douaniers, avec une courtoisie qui ne leur était pas habituelle, refusèrent, par ordre du gouverneur, de les fouiller, eux et leurs colis. Sir George Oxenden, directeur de la factorerie anglaise, leur envoya sa voiture et bientôt La Boullaye eut la bonne fortune de rencontrer un vieux Persan de ses amis, le marchand Coja Minas, avec lequel il s'était lié d'amitié, lors de ses voyages à Constantinople. En somme, tout semblait favoriser la mission des deux envoyés français. La seule ombre à ce tableau était la sournoise hostilité des Hollandais qui ne se souciaient pas de voir des Français à Surat, ni même dans une autre partie de l'Inde. La Boullaye avait été obligé de démentir les injurieux récits, représentant des Français comme des pirates qui ne s'aventureraient jamais à mettre pied aux Indes (1).

Le lendemain, La Boullaye et Bebbber rendirent visite au gouverneur. La Boullaye eut la satisfaction de pouvoir étaler, devant lui, sa connaissance du persan, connaissance dont le gentilhomme angevin était si fier, que, dans sa lettre à Colbert, après sa massive signature en français, il écrivait son nom en caractères persans. Le gouverneur leur fut très bienveillant, il promit d'écrire à ses amis pour favoriser leur mission près d'Aurangzeb, en un mot, fit tout ce qui était en son pouvoir pour aider les envoyés français. Quelque temps après, La Boullaye et Bebbber étaient à Agra.

De leur mission à la cour impériale, nous avons deux versions contradictoires. Castonnet des Fosses, dans une brève notice écrite sur la place occupée par La Boullaye au milieu

1. A. C. C² 62, f. 4.

des colonisateurs, déclare que les deux envoyés firent triste figure à la cour impériale. Ils voyagèrent avec une piètre suite, insistèrent pour remettre les lettres de Colbert à l'Empereur en personne, ne se firent pas précéder de présents, contrairement à l'usage, et vantèrent la beauté des bateaux envoyés aux Indes par Louis XIV. L'Empereur, qui apparemment n'aimait pas qu'on parlât des autres monarques en son auguste présence, coupa court aux fanfaronnades angevines en disant qu'il attendrait la venue des grands navires avant de donner aux délégués le droit de commerce qu'ils sollicitaient. Castonnet des Fosses montre, en résumé, que la mission des deux Français à la cour impériale aboutit, non seulement à un échec, mais encore que La Boullaye, par son extraordinaire penchant pour le vin de France, et Bebber, par son habitude de vivre largement aux dépens des autres, sapèrent la réputation des Français aux Indes (1).

Le récit de Castonnet est confirmé, deux ans plus tard, par une lettre de Bernier à Colbert (2), où Bernier avise Colbert que, dans la nouvelle ambassade à envoyer au Mongol, il ne serait point fait mention du voyage de La Boullaye. Aux questions posées à ce sujet, il faudrait répondre que La Boullaye et Bebber étaient des hommes ne connaissant pas leur affaire, et qu'ils avaient outrepassé leurs instructions.

En face du récit de Castonnet des Fosses, nous avons celui du médecin italien Manucci, dans lequel il dit (3) que les envoyés reçurent d'Aurangzeb un accueil très flatteur, et que celui-ci leur donna bien volontiers le droit de commerce convoité. La traduction de l'autorisation impériale, contenue dans les archives coloniales (4), et portant la date significative du 26 Jafar ou 4 septembre 1666, montre bien que le récit de Manucci est exact.

1. H. Castonnet des Fosses. François Bernier, Documents inédits sur son séjour dans l'Inde, *Mém. Soc. Ang.*, 1885.

2. A. C. C² 62, f. 14-24.

3. Nicolas Manucci, *Storia do Mogor*, vol. II, p. 150-152.

4. A. C. C² 2^e série.

Si nous nous plaçons à un autre point de vue, quel motif aurait pu pousser Aurangzeb à refuser aux envoyés français, la permission qu'ils désiraient, de faire du commerce aux Indes ? Ils ne venaient pas à lui en égaux, mais en respectueux solliciteurs. Ils ne demandaient pas de territoires, mais seulement un droit de commerce qui contribuerait à augmenter les revenus douaniers du trésor impérial. A ce moment, les faits qui discréditèrent les Européens aux yeux des Mongols n'étaient pas encore survenus, et pour Aurangzeb, tous les blancs étaient les mêmes, qu'ils fussent français, anglais ou hollandais. Il apparaît donc que la logique et l'Histoire concourent à souligner cette conclusion qu'Aurangzeb donna effectivement aux envoyés français la permission qu'ils désiraient.

Il est intéressant d'examiner le droit donné par Aurangzeb aux Français, non seulement pour étudier les bases sur lesquelles reposaient les contrats de commerce conclus entre les marchands français et le souverain mongol, mais encore pour comprendre les conflits qui suivirent, plus tard, entre les Européens et le Mongol, les premiers prenant surtout les armes, parce qu'ils eurent l'impression que l'accord original, survenu entre eux et le monarque, avait été violé par lui ou ses gouverneurs.

La licence donnée par Aurangzeb aux commerçants français à Surat leur garantissait : l'entière liberté de parcourir la ville, l'achat ou la vente de leurs marchandises sans conditions ou empêchements, l'emploi des intermédiaires et du personnel nécessaire à leurs transactions, et une autorisation spéciale d'importer le cuivre et de le vendre à Surat en payant les droits de douane habituels. Les conditions attachées à ces privilèges comportaient, du côté français, l'engagement de payer les droits de douane perçus au port et de ne pas être armés dans la ville. La licence enjoignait au gouverneur de Surat et à ses officiers, de veiller à ce que ces droits et privilèges fussent respectés, les droits de douane régulièrement

perçus, et qu'en particulier, les débiteurs de la Compagnie ne fussent pas indûment favorisés.

L'autorisation ayant été ainsi négociée, Bebbber retourna à Surat attendre l'arrivée des navires conduits par Caron, tandis que l'intéressante figure de La Boullaye le Gouz quittait le théâtre de l'Inde, dans des circonstances plutôt tragiques. Ayant décidé d'aller en Chine en traversant le Thibet, il se prépara au voyage et se munit d'une douzaine de bouteilles contenant un vin de France vénérable, soutirées à Tavernier récemment arrivé à Surat. Il atteignit Patna et prit la route de Dacca en compagnie de soldats persans. Deux caisses qu'il transportait excitèrent la cupidité de ses compagnons de route, qui, pour le voler, attendirent une occasion, et tuèrent le noble angevin pendant son sommeil pour découvrir que les caisses contenaient seulement des livres (1).

II. — FRANÇOIS CARON

ET LES PREMIERS ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS.

François Caron, à qui était dévolue la tâche de créer les premiers établissements français sur la côte hindoue, avait eu une étonnante carrière, lorsqu'il prit la direction de la factorerie française à Surat en 1668. Français d'origine, quoique né en Hollande, Caron avait pris passage, en qualité de cuisinier, sur un bâtiment de guerre hollandais cinglant vers les Indes. Il occupait à l'étude de l'arithmétique les loisirs laissés par sa profession, et, en arrivant au Japon, il s'appliqua à en étudier la langue, avec la secrète ambition de pouvoir, un jour, servir d'intermédiaire aux agents hollandais dans cette région. Ses aptitudes indiscutables le servirent rapidement et il fut nommé directeur de la factorerie hollandaise au Japon. Mais Caron voulait devenir directeur général de la plus importante factorerie hollandaise, celle de Bantam, et ne pouvant réaliser ses ambitieux projets, il offrit, en re-

1. Castonnet des Fosses. *Mém. Cit.*

présailles, ses services à Colbert qui l'accueillit et le nomma directeur-général de la Compagnie qui venait d'être organisée (1).

Si les événements s'étaient déroulés selon ses vœux, Caron aurait fait sans nul doute, un excellent directeur-général. Ses lettres à Colbert, montrent qu'il avait certainement des idées très exactes quant à la façon dont le commerce français devait être organisé, et sur quelles bases économiques efficaces il devait reposer. Caron fut l'un des premiers à comprendre que la Compagnie française ne pouvait se livrer à aucun véritable commerce, encore qu'elle possédât des territoires lui permettant, heureusement, de se libérer de la dépendance des princes indigènes. Quand nous passons en revue toutes les brimades que la Compagnie supporta, plus tard, de la part des princes indigènes, sur les Etats desquels se trouvaient les factoreries, nous ne pouvons nous empêcher de partager les idées de Caron. Il désirait, en effet, libérer la Compagnie, alors à ses débuts, de l'esprit versatile qui animait les pouvoirs indigènes. Caron méditait encore d'établir sur des bases vraiment économiques, l'activité commerciale de la Compagnie, en voulant, autant que possible, la dispenser d'exporter aux Indes l'argent européen. Selon lui, le seul moyen de faire aux Indes un commerce qui fût réellement rémunérateur, était d'acheter du coton, de l'indigo, du salpêtre, du fil à Surat, d'échanger tout cela contre du poivre à Malabar, de conduire le poivre aux îles de la Sonde, ou en Chine, et là, de l'échanger contre des épices précieuses ou des soies, après quoi il suffirait de rassembler les cargaisons obtenues par ce système de troc et de les envoyer en France. Cependant, en dépit de ces excellents principes de transaction, pendant les quatre années de son séjour aux Indes, Caron réalisa peu de profits pour la Compagnie et lui fit même, à la fin, un tort considérable. Il ne se plia jamais qu'à contre-cœur au devoir de créer aux Indes des comptoirs commer-

1. Malleson, *Histoire des Français dans l'Inde*, p. 12.

ciaux. La factorerie de Masulipatam fut établie malgré lui, et Caron, après sa création, lui donna toujours de très mauvaise grâce, les fonds nécessaires à un commerce actif. Sur la côte de Malabar, et sans que Caron les crût nécessaires, les factoreries furent organisées à regret, simplement pour obéir aux ordres positifs des directeurs. Après avoir tourmenté Colbert pour qu'il envoie des bateaux afin de créer des postes fortifiés à Ceylan, il fut la première et principale cause de l'échec subi par De la Haye et son escadre. Par là son influence fut néfaste aux établissements français de l'île. Quant à sa gestion commerciale, de la factorerie de Surat, pendant deux ans, de 1668 à 1670, nous avons le jugement écrit de Baron : « Une confusion assez grande dans les affaires, point « d'argent, guère de crédit, toute l'autorité entre les mains « du courtier Sanson, et, ce qui m'affligea le plus, un esprit de « division que j'aperçus parmi les Français qui servaient la « Compagnie. » (1).

Quel était donc le secret de cette différence entre ce que Caron pouvait indubitablement faire et ce qu'il faisait effectivement ? Avec l'entière confiance de Colbert derrière lui, muni de pouvoirs absolument dictatoriaux, pourquoi n'était-il que le mauvais intendant de la Compagnie dans ses transactions aux Indes ? Nous trouvons réponse à ces questions en examinant le caractère de Caron. Comme tous les hommes qui se sont faits eux-mêmes et qui se croient arrivés au faite, Caron avait un sens exagéré de son importance. Après avoir rendu de signalés services à la Compagnie hollandaise, il la quitta pour servir la Compagnie française ; non qu'il la préférât, mais parce que le fait d'être au service de Colbert lui offrait la séduisante perspective d'exercer les pouvoirs absolus depuis si longtemps désirés et toujours déniés par ses anciens maîtres. Un tel homme pouvait accomplir n'importe quelle vilenie pour satisfaire l'ambition et la vanité qui étaient les deux passions dominantes de sa vie. Ayant trahi les Hol-

1. A. G. C² 62, f. 79.

landais parce qu'ils ne lui donnaient pas ce qu'il voulait, il était également capable de trahir les Français lorsqu'ils ne serviraient plus ses desseins. Il était aussi capable de sacrifier à ses propres sentiments les intérêts les plus importants de la Compagnie française et c'est ce qu'il fit. Il trouva subitement que Macara — un Arménien que Colbert avait associé au directeur — ne se pliait pas assez à ses désirs. Il le fit partir, et lorsque de Faye ramena Macara de Madagascar, il refusa de collaborer avec lui et constamment ensuite, machina des traquenards pour le faire tomber. Il ne reculait devant rien pour garder son ascendant sur ses collègues. Quand cela servait ses projets, il se plaignait à Colbert de la conduite de ses ennemis en termes enfantins destinés à l'émouvoir (1). A d'autres moments, il se débarrassait des membres du Conseil, qui contrecarraient ses faits et gestes, en les envoyant prendre la direction de factoreries éloignées, donnant pour cause à ce déplacement l'intérêt de la Compagnie, alors que sa pensée secrète était de les écarter de son chemin. A certains moments, il élevait au poste de marchand quelque subordonné sans mérites, comme Mariage, pour faire de lui son servile instrument et s'assurer son vote au Conseil (2). Colbert garda longtemps sa confiance à Caron, persuadé peut-être, qu'en dépit de ses fautes, personne ne convenait mieux que lui pour donner à la Compagnie une forte impulsion commerciale. Mais, quand enfin Colbert même, commençant à le tenir en suspicion, envoya Baron, puis plus tard, Blot et Gueston comme directeurs adjoints, Caron trouvant que les événements ne tournaient pas selon ses désirs, retourna à sa vieille allégeance, et par haine, trahit les Français au profit des Hollandais, comme il avait précédemment trahi les Hollandais au profit des Français. Tel était l'homme qui tenait entre ses mains les destinées de la Compagnie à son tout premier contact avec l'Inde.

1. A. C. C² 62, f. 37-38.

2. Martin, *Mémoires*, p. 248, vol. I.

Peu de temps après son arrivée à Surat, Caron plaça une confiance illimitée en Sanson, intermédiaire hindou (1). Tout le commerce de la Compagnie à Surat passait par Sanson. Cet homme, avec l'habileté caractéristique de sa race, comprit rapidement que si les Français établissaient leurs factoreries sur les côtes hindoues, s'ils acquéraient l'expérience des affaires et une solide connaissance des prix, le volume des affaires traitées à Surat diminuerait, causant ainsi le plus grand préjudice à sa propre activité. Aussi, il employa son ascendant sur l'esprit de Caron à lui démontrer l'inutilité de créer de nouvelles factoreries aux Indes, puisque Surat était le plus riche des centres et le plus propice aux transactions de la Compagnie. Il fit aussi ressortir l'argument suivant : dans n'importe quelle nouvelle factorerie, les prix seraient certainement plus bas qu'à Surat, mais les dépenses faites pour maintenir en activité ces factoreries, surtout avec le train de vie dispendieux auquel sont habitués les Européens, mangeraient les bénéfices réalisés sur ces prix, même dérisoires. Caron se rendit promptement aux raisons de l'intermédiaire. Quoique ses instructions fussent de créer toutes les factoreries en son pouvoir, sur les points les plus intéressants de la côte, Caron réduisit ces instructions à néant. Son opposition, d'ailleurs, n'était pas active, mais il faisait tout ce qui dépendait de lui pour décourager leur création. Quand, enfin, des collaborateurs de valeur, comme Boureau, Flacourt et Martin, avaient réussi à les mettre sur pieds, Caron, à dessein, ne leur envoyait pas les subsides convenus, aussi le déficit que ces factoreries accusaient étayait encore, aux yeux des directeurs, l'argument de leur inutilité (2).

Ceci est la véritable raison pour laquelle la Compagnie française créa comparativement peu de postes aux Indes de 1668 à 1672 pendant les quatre années du règne de Caron. Ce travail se confinant en grande partie à l'étude de la côte

1. Martin, *Mémoires*, p. 224-226, vol. I.

2. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 295.

hindoue qui nous occupera principalement, voici quelle était, en 1670, la liste des factoreries françaises sur les côtes hindoues : Surat et des loges à Rajpur et Mirza sur la côte concan, Tellichery sur la côte de Malabar, Masulipatam sur la côte de Coromandel, cette dernière factorerie fondée par Macara lorsqu'il y avait été envoyé en 1670.



III. — PREMIÈRES RELATIONS ENTRE LES FRANÇAIS ET LES PRINCES INDIGÈNES.

A. Surat et les factoreries qui en dépendaient.

Avec ou sans l'aide de Caron, des factoreries avaient donc été établies sur les côtes de l'Inde. Par leur création, les commerçants français étaient définitivement entrés en rela-

tions politiques et diplomatiques avec notre pays. Une factorerie, au ^{xvii}e siècle, n'était pas et ne pouvait pas être, de par la nature même des choses, exclusivement un centre de transactions. La politique et les affaires, qui de tout temps ont toujours été étroitement liées, le sont encore bien plus lorsque le commerce est entre les mains de marchands n'appartenant pas au pays dans lequel ils travaillent, comme c'était le cas, au ^{xvii}e siècle, pour la masse des commerçants européens aux Indes. Tolérés par les pouvoirs indigènes, ils avaient constamment à se concilier leur bienveillance. Ils avaient à esquiver, de la part des gouverneurs ou des princes sur les Etats desquels se trouvaient leurs comptoirs, tout empiètement sur leurs droits, encore que se bornant à un strict usage des pouvoirs et privilèges à eux concédés par le firman. Ils devaient jalousement veiller sur la situation politique, la guerre pouvant amener un ralentissement ou un complet arrêt des affaires. Ils avaient encore, en déployant infiniment de tact et de patience, à rester en bons termes avec les anciens maîtres, et, quand les bouleversements politiques du pays leur en donnaient de nouveaux, à se concilier leur bienveillance par une prompte soumission, une profession de loyalisme et des présents. Martin avait certainement raison lorsqu'il déclarait que pour réussir aux Indes « il fallait savoir un peu de tout » et Bernier lui-même admettait que « la plus grande difficulté du négoce de l'Inde n'est pas dans la vente ni dans l'achat des marchandises ».

Caron, qui était un directeur commercial très médiocre, fut, et cela est le plus étrange, un représentant politique de son pays, heureux dans toutes ses relations avec les pouvoirs indigènes. Cette apparente contradiction, une fois expliquée, sert simplement à montrer comment une qualité qui devient un vice lorsqu'elle est employée à servir ses propres intérêts, peut devenir une vertu lorsqu'elle est utilisée au mieux de la prospérité de son propre pays. Tout au long de sa carrière

agitée, Caron n'avait rien désiré si âprement que de se sentir « quelqu'un » et d'être traité comme tel par les autres, c'est-à-dire comme une « puissance ». Il quitta les Hollandais pour les Français parce qu'il ne pouvait satisfaire son envie de distinction et de suprématie, ce qui, selon un auteur anglais, est la première marque d'une âme vile (1). Maintenant qu'il était enfin Directeur Général du commerce français aux Indes, avec toutes les ressources financières de la Compagnie à sa disposition, Caron s'abandonna au désir effréné de se sentir un grand homme. Il brigua l'amitié des ministres et des dignitaires de la cour impériale. Il reçut d'eux des présents et leur en fit de dispendieux. Il guetta enfin toutes les occasions de déployer son importance et sa grandeur.

Martin nous a donné dans ses mémoires de nombreux exemples de ce qu'il appelait l'amour insensé du directeur pour la pompe et l'ostentation. Quand, en 1669, Caron fut convié par le gouverneur de Surat à recevoir les présents que lui adressait Bahadur Khan, premier ministre d'Aurangzeb, il se rendit, avec le plus d'éclat possible, à l'endroit indiqué. Il prit avec lui tous les commis et les marchands de la factorie, et comme leur nombre ne paraissait pas suffisant à ses intentions de cérémonial, il réquisitionna tous les marins français des navires de la Compagnie ancrés à Suvaly. Le tout formait un spectacle rare et Martin nous dit que l'attrait d'une aussi impressionnante procession, attira dans les rues, la foule des grands jours. Les présents de Bahadur Khan à Caron consistaient en : « une veste en brocard d'or, une sous-veste, une ceinture, une toque et un manteau ou châle, en usage dans le pays » (2). Quand, à la fin de la même année, alerté par la nouvelle que Shivaji voulait mettre la ville à sac, Bahadur Khan vint en personne à Surat, précédé d'une importante armée, Caron vint naturellement le voir, ainsi d'ailleurs que le voulait l'usage. Martin raconte qu'il offrit au

1. John Ruskin, *Sesame and Lilies*.

2. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 246.

ministre mongol des cadeaux évalués à 25.000 roupies environ. Rien d'étonnant à ce qu'une telle extravagance scandalisât notre économe Martin. Lorsque Caron vint à Bantam, en 1670, pour négocier un firman, avec le roi, il ordonna que les bateaux de la Compagnie, pourtant bien utiles ailleurs, l'accompagnassent dans cette mission. Martin, de Masulipatam, eut à envoyer un navire pour ajouter encore à l'impressionnant déploiement (1). Caron voulait sans aucun doute montrer à ses anciens maîtres, combien il était considéré par les Français. Il fit tout cela pour satisfaire sa vanité enfantine, inattentif à l'étendue des conséquences que pourrait avoir son amour de l'ostentation. Mais heureusement ce que fit Caron eut un effet puissant, non seulement en rehaussant l'éclat de sa propre réputation, mais encore celui de la nation qu'il représentait. L'esprit hindou est très sensible à la pompe extérieure et au faste. Le caractère hindou révère instinctivement le soleil levant. « Savoir se garantir des avanies des gouverneurs et de leurs fourbes, flegmatiques et affamés officiers », voilà en quoi résidait pour Bernier, la plus grande difficulté du rôle de chef de factorerie (2). Cette règle de conduite n'avait que faire dans le cas de Caron directeur de factorerie, car les autorités de Surat étaient intimidées et tenues en échec, par la conscience très nette que Caron était sans aucun doute « dans les papiers » des pouvoirs supérieurs.

En fait Caron devint une célébrité locale dont l'amitié était recherchée et dont l'avis était sollicité dans les moments critiques. En 1669, le gouverneur de Surat eut un différend avec les Portugais de Diu. Certains bateaux, appartenant aux marchands de Surat, et se rendant à Moka avaient été saisis par ces derniers. Le gouverneur ne sachant que faire, en face de cet événement, envoya chercher Caron. Martin qui était présent à l'entretien, ainsi que les marchands Gou-

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 297.

2. A. C. C² 62, f. 14-24.

Jon et Mariage, nous a laissé, fort opportunément, un récit de ce qui arriva. Le gouverneur après avoir longuement discoursu sur la puissance et la force du Mongol son maître, exposa à Caron ce que les Portugais venaient de faire, et dit qu'il comptait bien sur l'aide des vaisseaux français pour venger cette offense. Caron, très justement, répondit que les Français étaient commerçants, qualité qui les empêchait de jamais prendre parti dans les discussions qui pourraient surgir entre le gouverneur et les Portugais, et qu'ils s'enfermeraient d'autant plus dans une stricte neutralité que les Portugais étaient en paix avec la France. Le gouverneur de Surat, hors de lui, menaça d'écrire à l'Empereur et de chasser les Français de Surat. Caron répondit avec sang-froid, qu'il était prêt à obéir aux ordres de l'Empereur lorsqu'ils arriveraient, mais que si le gouverneur préférât agir de son propre chef, avant l'arrivée des instructions impériales, il n'avait qu'un mot à dire et que les Français quitteraient la place. Cette ferme réponse déconcerta le gouverneur qui adopta des manières plus conciliantes. L'entretien se poursuivit sur un ton plus amical.

On sut bientôt que les Portugais avaient saisi les navires, pour insister, par ce fait, sur la nécessité de réparer le préjudice que leur avait causé les sujets mongols. Un marchand mahométan avait emprunté une grosse somme à Diu, puis avait fui ses créanciers à Cambay. D'autre part, quelques marchands de Surat avaient vendu armes et munitions aux Arabes de la côte Ormuze, qui guerroyaient contre les Portugais. Probablement pour prévenir cette contrebande, qui se trouvait embarrassante pour eux, les Portugais revendiquaient que, se conformant aux anciens usages, tous les bateaux, venant de Surat, se munissent d'un passeport délivré par les autorités portugaises à Diu. Caron demanda naturellement au gouverneur, ce qu'il avait à répondre à toutes ces doléances. Le gouverneur lui répondit que les deux premières plaintes étaient fondées et qu'il était prêt à faire

amende honorable. Pression avait été faite sur le marchand mahométan pour qu'il remboursât cette dette, et le gouverneur avait édicté un règlement défendant le transport de munitions, de Surat à la côte arabe. Quant au troisième point, le gouverneur déclara que c'était une tyrannique remise en vigueur d'anciens usages périmés, et qu'il n'y céderait point. Ceci était matière à discussion et Caron offrit sa médiation, afin d'assurer une solution amicale au conflit. Il fut décidé que Caron et le « président » britannique de Surat écriraient aux Portugais et rapidement la discussion fut réglée à la satisfaction des deux parties (1).

Vers la même époque, 1670, Surat fut gravement troublé par la nouvelle que la guerre avait éclaté entre l'empereur mongol et Shivaji. La rumeur publique disait même que le capitaine maharatte arrivait du nord, à la tête d'une nombreuse armée, pour piller la ville de Surat. Ceci causa la plus violente alarme, car Surat était imparfaitement fortifié. Devant cette difficulté, le gouverneur, une fois de plus, devait avoir recours à Caron. Il l'invita à inspecter les parties les plus exposées des murs de la ville et à lui dire comment elles devraient être modifiées pour supporter victorieusement une attaque. Accompagné de quelques marchands, Caron se rendit à cheval, le lendemain, sous les murs et donna son opinion sur ce qui devait être fait (2). Il n'apparaît d'ailleurs pas que le gouverneur tint compte de ses avis, puisque Surat fut pillé cette année-là avec une perfection inégalable (3). Une garnison importante, commandée par Bahadur Khan, qui précédemment avait été envoyée dans la ville, par suite des bruits qui couraient sur l'arrivée de Shivaji, avait été retirée au dernier moment. Aussi lorsque Shivaji arriva, la cité sans défense était ouverte aux Maharattes qui, pendant trois jours, la pillèrent à loisir, quartier

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 237-239.

2. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 246-247.

3. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 293-294.

par quartier, et emportèrent un butin évalué à plusieurs milliers de roupies. En ce qui concerne les factoreries européennes, nous possédons des récits contradictoires de ce qui arriva. L'historien anglais Grant Duff affirme que pendant que les Anglais se défendaient victorieusement sous la direction de M. Streingham Masters, les Français gardaient une ignominieuse neutralité (1). D'un autre côté, l'abbé Carré (2), — tout en donnant à son récit des exploits de Shivaji, cette haute couleur romantique qui enveloppe communément la vie pittoresque des bandits, — affirme que ce même Shivaji, ayant envoyé un de ses officiers avertir les chefs européens d'arborer leurs drapeaux le jour de l'assaut, pour être préservés de l'attaque maharatte, Caron amena l'ambassadeur à la factorerie française. Lui montrant une importante quantité d'artillerie, il lui dit simplement que le quartier des Français se croyait à couvert par d'autres moyens que par la bonté de Shivaji. Ces deux versions, si matériellement différentes, et si visiblement inspirées par un préjugé patriotique, sont cependant d'accord sur un point : la factorerie française de Surat ne fut pas attaquée. Il paraît vraisemblable que Caron s'était précédemment concilié Shivaji, par des présents, en vue de l'attaque. La bienveillance de Shivaji était d'autant plus facile à obtenir que — règle générale — le chef maharatte épargnait les établissements européens des pays qu'il ravageait, dans la mesure où il avait une raison de croire que les Européens ne se rangeraient pas, le cas échéant, aux côtés de ses ennemis.

Surat avait trois succursales : Rajpur et Mirza sur la côte concan, Baliepatam sur la côte de Malabar. En 1670, celle-ci fut abandonnée en faveur de Tellichery. Ces postes de moindre importance, eurent après leur création, peu de relations diplomatiques avec les gouverneurs des États dont ils dé-

1. Grant Duff, *History of the Maharattas*, vol. I, p. 209.

2. Abbé Carré, *Voyages*.

pendaient. Cependant, la factorerie de Tellichery nécessite une brève notice historique.

Tellichery était un poste que les Français créèrent en 1670, par faveur spéciale d'un prince hindou, probablement de Canara Sud, que le Dr Dellon appelle Onitri et qu'il décrit comme le prince le plus puissant de la côte de Malabar, plus important même que le Zamorin de Calicut, quoique ce dernier royaume fût plus vaste. Le poste de Baliepatam ayant paru insuffisant aux Français, ceux-ci obtinrent de s'installer à Tellichery près de Mahé, en échange de présents. Le Dr Dellon dit qu'à Tellichery, les Français menaient une existence précaire, assaillis du côté de la mer par les pirates, et sur terre par les indigènes de Malabar. Il fallait donc entretenir un établissement de 150 naïrs, ce qui, selon la coutume de Malabar, était la meilleure garantie de sauvegarde pour les étrangers qui résidaient sur la côte ou voyageaient à l'intérieur (1).

En 1670, la guerre éclata entre les Hollandais et le Zamorin de Calicut. Les Hollandais qui croyaient à l'efficacité de porter la terreur au cœur de leurs ennemis, détruisirent les villes, pillèrent les temples et finalement assiégèrent la grosse forteresse de Baticota. Le Zamorin implora l'aide des Portugais, puis celle des Français. Flacour, chef de Tellichery, reçut de Caron l'ordre de négocier une alliance avec le Zamorin qui, pour récompenser les Français de leur aide, leur céda en toute souveraineté le village de Allicot. Les Hollandais, cependant, poussaient vigoureusement les opérations, et, en dépit de la défense de Flacour, Baticota fut prise et démolie. Le Zamorin, voyant que l'aide qu'il escomptait des Français de Surat ne venait pas, fut forcé de faire la paix avec ses ennemis et Flacour revint à Tellichery « sans avoir pu servir un prince plein de bonne volonté pour la nation française » (2).

1. Pyrard de Laval, *Extrait de la Relation du Voyage d'Oduardo Barbosa, Recueil de Voyages*, p. 302-306 ; Lettres édifiantes. Lettre de P. Bourchet.

2. Dr Dellon, *Journal du voyage des Grandes Indes*, vol. I, p. 257-264 ; vol. II, p. 25.

IV. — PREMIÈRES RELATIONS ENTRE LES FRANÇAIS
ET LES POUVOIRS INDIGÈNES.

B. *Masulipatam.*

Masulipatam, situé au-dessus du delta de la Krishna, maintenant de médiocre importance, était au xvii^e siècle, un port florissant et prospère. Il était le centre d'un vaste commerce d'exportation, rayonnant dans toutes les directions. C'est dans ce port du royaume de Golconde que les Français en 1670, créèrent leur factorerie et commencèrent à faire du commerce. Malheureusement pour eux leur vie à Masulipatam commença sous une mauvaise étoile. Macara qui avait négocié le firman (1) et organisé la factorerie, était aussi exclusif dans sa conduite et aussi peu prodigue de sa confiance envers ses collègues que Caron l'avait été à Surat. Des conflits surgirent rapidement entre les Français de la factorerie. Des rumeurs disant que Macara, non seulement était autoritaire et peu communicatif, mais encore malhonnête et qu'il dilapidait l'argent de la Compagnie, arrivèrent bientôt jusqu'à Surat. Caron, qui avait toujours eu une « dent » contre l'Arménien, fut plutôt heureux d'entendre ces bruits qui coïncidaient si étroitement avec sa propre opinion de Macara. Il envoya les marchands Roussel et Dandron à Masulipatam, avec l'ordre de renvoyer Macara à Surat pour y rendre des comptes. Macara n'eut pas plutôt entendu parler de leur venue, qu'il quitta Masulipatam pour Golconde, sous prétexte que certaines marchandises, achetées pour la Compagnie, n'avaient pas été livrées par les officiers golcondes, et que, dans ces circonstances, un nouveau firman était nécessaire.

Voilà où en étaient les choses lorsque Goujon et Martin furent envoyés de Surat, en 1670, avec l'ordre de faire une

1. *Macara à Colbert.* A. C. C² 62, f. 67. Copie du « firman », A. C. C² 63, f. 59.

enquête sur les agissements de l'Arménien, et si cela devenait nécessaire, de l'arrêter et de le conduire à Surat, mort ou vif. Martin et Goujon quittèrent Surat en mars 1670 et arrivèrent à Golconde en juillet. Martin nous a laissé un minutieux récit de son voyage à travers le Deccan. Ce récit jette une lumière intéressante sur les conditions matérielles et politiques du Deccan dans la seconde moitié du xvii^e siècle. Leur voyage se déroula selon l'itinéraire présumé des voyageurs allant de Surat à Hydérabad à cette époque, c'est-à-dire par Naderban, Sondikhéra, Jaferabad, Patri, Indure, Sitanugger et Indelibay pour arriver à Golconde. Le fait d'avoir une escorte de 200 soldats et 40 péons montre déjà que le pays était peu sûr, mais le fait qu'ils voyagèrent en groupe compact, surtout la nuit, en délaissant le plus souvent la grande route pour des chemins moins fréquentés, confirme encore notre impression là-dessus. Peu de temps après avoir quitté Surat, on les informa que des bandes maharattes pillaient la région et l'expédition eut constamment à se tenir sur ses gardes.

Martin, dans son récit, s'étend souvent sur la fertilité, la culture, et le peuplement du pays qu'ils traversaient. C'est avec un sentiment voisin de la consternation que Martin voit, dans le village de Randera « sortir du hameau de 15 ou 20 cases où nous passions proche, 50 à 60 enfants et des autres lieux plus considérable à proportion ». Evidemment alors, comme maintenant, les Hindous étaient très prolifiques. Le fait que les grandes villes étaient fortifiées, montre l'insécurité générale de la campagne.

Comme ils se dirigeaient vers la frontière golconde, les ravages des bandes maharattes devinrent douloureusement visibles. Sondikhéra était en ruines, Patri, bourg étendu, était « encore tout fumant et tout en désordre du passage d'un camp volant du Raja Shivajy qui avait pillé et brûlé le bourg ». A Sitanugger, toutes les pagodes étaient détruites, pas d'ailleurs par les Maharattes, mais par le fanatisme des Mongols.

A Indelibay, les voyageurs passèrent la frontière golconde. Presque immédiatement, ils furent rencontrés et assaillis par les bandes armées des Omrahs golcondes. Chacun d'eux était roi dans son petit Etat et le montraient prélevant un droit de péage sur tous les voyageurs qui passaient. Martin apprenait trop tard que la possession d'un firman octroyé par le roi de Golconde, ne garantissait pas contre les exactions sans fin des grands seigneurs, qui, d'ailleurs, étaient légitimes et ne servaient qu'à montrer en quelle anarchie féodale se trouvaient ces Etats. Lorsqu'ils le pouvaient, les voyageurs se frayaient un chemin, mais la plupart du temps ils payaient. Le 14 juin, tard dans la soirée, comme les voyageurs étaient campés à Quertabad, ils entendirent des sons de fifres, de timbales et de trompettes, c'était Macara venu de Golconde pour les recevoir (1).

Il apparut vite à Martin et Goujon que la besogne pour laquelle ils étaient venus à Golconde, ne serait pas si facile à accomplir, qu'ils l'avaient pensé. Les instructions de Caron étaient : de demander une audience au roi, de visiter les ministres, et de faire rendre compte à Macara des effets qu'il avait touchés. Leurs moyens limités, encore réduits par les impôts qu'ils avaient eu à payer, les empêchèrent de mettre à exécution les deux premiers points du programme. Quant au troisième, quoique la malhonnêteté de Macara fut plus ou moins claire, il était hors de question qu'on pût l'arrêter à Golconde où il s'était fait des amis influents qui seraient certainement intervenus en sa faveur, tandis que Martin et Goujon étaient inconnus et sans secours. Cependant Goujon persuada adroitement l'Arménien de les accompagner à Masulipatam, où ils se proposaient de tenter l'action nécessaire avec une meilleure chance de succès. Macara apparemment évanta le danger, car, quoique consentant à retourner à Ma-

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 252-262 ; Thévenot, *Voyages*.
« Dans l'espace de 23 lieues de Calvar à Bajnagar il y a 16 péages. Ce sont les brahmanes qui en sont les receveurs. »

sulipatam, il prit la précaution de toujours dormir la nuit sous la protection de soldats rajputs qui lui faisaient de solides gardes du corps. Pendant ce temps, Martin avait beaucoup de temps pour observer autour de lui et décrire Hyderabad et Golconde. En dépit de la faiblesse politique de l'Etat de Golconde, Hyderabad était peut-être la plus belle capitale hindoue à cette époque et la cour de Golconde certainement la plus imposante. Martin décrit Hyderabad comme « une ville fort grande, belle et autant peuplée qu'il y en ait dans les Indes... On y trouve les marchandises et les curiosités de l'une et l'autre Inde, de la Perse et de l'Europe » et « cette diversité des nations... cette confusion des diverses sortes de voitures, des éléphants, des chameaux, des chevaux, des palanquins » qu'on voyait à Hyderabad donnait « une idée de grandeur qu'on ne trouverait peut-être pas dans les villes les plus régulièrement bâties. » Il décrit les jardins intérieurs des reines au palais royal d'Hyderabad, comme rivalisant en beauté avec les jardins suspendus de Sémiramis.

Arrivant à Golconde, il décrit en ces termes l'impressionnant spectacle donné par les Omrahs « avec les éléphants armés qui tiennent la tête, les chameaux garnis chacun de leur fauconneau et dressés à cela, les chevaux hanarchés suivant la qualité de leur maître, de harnais d'or ou d'argent » (1). Il nous a laissé, des jardins illuminés de Golconde, une peinture inoubliable. « Nous vîmes, dit-il, un bassin dans le jardin de la forteresse qui a quelque chose d'assez particulier. Il y a une espèce de pavillon au milieu où l'on arrive par un pont de bois où le roi allait se divertir assez souvent avec les dames de son sérail ; ce bassin a, dans son enceinte cent ou

1. Thévenot, *Voyages*. « Tous les Omrahs font bon train, marchant dans la ville précédés de 2 ou 3 éléphants, bannières, chevaux de perse, etc. L'Omrah vient après eux à cheval, entouré de 30 ou 40 valets à pied, dont les uns font faire place, les autres portent les lances, et les autres chassent les mouches. Il y en a un qui tient un parasol sur la tête du maître, un autre porte la pipe à tabac ; Le palanquin porté par 4 hommes est après, et lorsqu'il plaît à l'omrah il se met dans son palanquin. »

cent-vingts tuyaux de cuivre qui s'élèvent au-dessus de l'eau et de cinq ou dix pouces de diamètre au-dessus d'une espèce de bassin de cuivre et plusieurs petits tuyaux au milieu pour y mettre des lumignons et le tour du bassin rempli de plusieurs autres petits tuyaux qui répondent aux gros tuyaux dont le jet penche un peu au dehors. Lorsque le roi vient s'y divertir l'on met de l'huile dans le fond du bassin, on allume les lumignons, les jets d'eau jouent ensuite, et si bien disposés pourtant qu'ils ne jettent point les uns sur les autres, ni il n'en tombe pas une goutte où sont les lumières. On choisit apparemment la nuit et un temps calme pour en avoir le plaisir. Il n'est pas difficile de s'imaginer l'effet que fait cette chute de jets d'eau mêlés parmi toutes ces lumières » (1).

Les voyageurs atteignirent Masulipatam en août. Goujon sentant qu'il était temps de demander des comptes à l'Arménien, invita Macara à expliquer l'emploi des sommes qui lui avaient été avancées. Macara tergiversa, attermoya et sûr de l'amitié du gouverneur et des officiers de Masulipatam, tout uniment, refusa. Goujon et Martin se trouvèrent devant un cruel dilemme. Arrêter Macara, c'était encourir l'hostilité certaine du gouverneur et des autorités. Ne pas l'arrêter c'était rendre périlleuse la situation de Goujon vis-à-dis de Caron puisqu'il répondait de Macara. Après beaucoup d'hésitations, Goujon se décida à se conformer en tout cas, aux ordres reçus et à arrêter Macara, quitte à faire face ensuite aux conséquences. La nouvelle de cette arrestation se répandit dans la ville comme une trainée de poudre. Chacun, du plus grand au plus petit, voulut savoir pourquoi Macara avait été arrêté. Pour ménager sa sécurité, Goujon décida d'informer Mahmoudbeg, le gouverneur, que Macara avait été arrêté pour malversations au préjudice de la Compagnie et sur l'ordre de Caron Directeur Général. Mahmoudbeg, par la personne qui lui avait porté le message de Goujon, lui ren-

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 262-269 ; Thévenot, *Voyages : Le Royaume de Golconde*.

voya un mot disant qu'il désirait le voir le lendemain, ainsi que Macara, car il pensait pouvoir régler à l'amiable leur différend. Goujon sentit, sans aucun doute, qu'il n'y avait aucun conflit personnel entre lui et l'Arménien, mais une simple question d'obéissance à des ordres positifs reçus de Caron, de sorte qu'il ne tint aucun compte de ce message. Mahmoud-beg, alors, envoya un officier supérieur pour s'enquérir des circonstances et des causes exactes de l'arrestation de Macara. Il nota tout ce que Goujon lui dit et s'en fut. Le gouverneur envoya ensuite son « Sersamet » officier correspondant à l'alcara du gouvernement mongol. Celui-ci était porteur d'une lettre adressée à Goujon par le gouverneur qui demandait à le voir. Mais Goujon, tombé malade dans l'intervalle, répondit qu'il ne pouvait venir. Le Sersamet revint une seconde fois, disant que si Goujon ne venait pas de bon gré, on l'obligerait bien à venir par force. Le jour même le Cotwal, fort de 150 soldats armés de mousquets, d'arcs et de flèches, établissait ses quartiers devant la factorerie française. Rien ne bougea jusqu'au moment où l'homme chargé de ravitailler en eau la Compagnie apparut poussant son taureau, pour quérir de l'eau à la fontaine voisine. Les soldats du Cotwal saisirent l'animal et maltraitèrent l'homme sous les yeux des Français. Là dessus, Martin s'élança au dehors suivi de quelques domestiques de la Compagnie, demandant au Cotwal, ce que signifiait cet outrage. La seule réponse du Cotwal fut d'ordonner à ses hommes d'ouvrir le feu sur les Français qui battirent en retraite sous une averse de balles et de flèches, laissant le corps d'un des leurs, Fromentin, sur le terrain, devant la loge. Les portes furent rapidement fermées et la factorerie mise en état de défense. Après avoir fait une tentative vaine pour pénétrer dans la pièce où Macara était prisonnier, attaque que les Français repoussèrent vigoureusement, les soldats du Cotwal se replièrent à l'abri en continuant à tirer constamment sur les Français qui répondirent aussi vivement. Une sortie fut ensuite tentée pour

reprendre le cadavre de Fromentin, où Martin reçut « un coup de flèche à la clavicule droite ». De son côté le Cotwal eut 18 ou 20 tués. Sur ces entrefaites, les marchands de Masulipatam, ces habituels pacificateurs golcondes, intervinrent dans la querelle, en partie sur les instances de Macara lui-même, qui commençait à avoir des doutes sur sa capacité à se tirer d'embarras. Sur leurs instances, un commis français fut envoyé à Mahmoudbeg, pour négocier, si possible, un accord, mais celui-ci insistant pour avoir Macara, et déclarant sa détermination de l'avoir de gré ou de force, le commis revint à la factorerie après lui avoir fait une énergique réponse. Une députation de marchands vint, avec le même résultat, supplier le gouverneur de laisser en paix les Français. Mahmoudbeg tempêta, délira, et déclara qu'il aurait son homme, dut-il lui en coûter une armée. Les choses étaient en cet état lorsque Goujon mourut d'une fièvre provoquée par le surmenage et l'énervement. Martin, sur qui tombaient maintenant les charges de « chef », fit connaître ce changement au gouverneur qui lui exprima sa sympathie et lui envoya une serviette pleine de betel en signe de réconciliation. Il semblait donc que le conflit tournait vers une issue satisfaisante. Mais, dans l'intervalle, le roi de Golconde eut vent de l'incident et excité par les amis de Macara était sur le point d'ordonner que les Français fussent réduits par force à se soumettre, lorsqu'un Persan Said Ali Basafi présenta une supplique, revendiquant la restitution par Macara de 1.000 pagodes, 100 seulement ayant été récupérées. Les marchands intervenant aussi comme pacificateurs, Kutoub Shah, finalement donna l'ordre à Mahmoudbeg de recouvrer les 900 pagodes dues à Said Ali, et d'autre part de laisser les Français tranquilles. Mahmoudbeg cependant, avait à cœur de délivrer Macara. Son zèle à prendre fait et cause pour l'Arménien était dû, non seulement à une blessure d'amour-propre, mais encore aux insinuations de Martin déclarant que Macara avait promis de devenir mahométan, s'il

était relâché. Mahmoudbeg envoya donc un mot à Martin, lui disant qu'il avait à payer le reliquat de 900 pagodes ou à libérer Macara. Martin, fermement résolu à ne pas relâcher celui-ci, pensa fort intelligemment à disjoindre les deux points du litige en plaçant Mahmoudbeg en face du fait accompli. Il ordonna au capitaine de la frégate Couronne de faire route vers Masulipatam, entreprise menée à bien par le capitaine, malgré les embûches rencontrées sur son chemin. Le 15 octobre, dans la nuit, Macara, pieds et poings liés, fut amené sous forte escorte, à bord du bateau. Le 20, Martin envoya un mot au gouverneur lui disant que Macara était hors d'atteinte et qu'il n'y avait plus rien à faire qu'à s'entendre à propos des 900 pagodes. Mahmoudbeg pouvait bien tempêter et se mettre en colère, il était réduit à l'impuissance et il fut finalement entendu, à une réunion des principaux officiers dans la loge française, que les Français feraient appel contre la décision qui avait été prise de les rendre responsables de la dette de Macara, et que si la cour n'entendait pas cette revendication, les Français payeraient la somme en quatre mois (1).

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 272-287.

CHAPITRE II

Recherche de postes fortifiés par une politique de force et d'armements (1672-1674)

I. — POLITIQUE DE LA FORCE ET DES ARMES.

Pendant que les chefs français de Surat, Masulipatam et Malabar faisaient leurs premiers pas dans l'art de rester bien avec les princes hindous, par un judicieux mélange de fermeté et de conciliation, il s'opérait un changement graduel dans le caractère de la politique commerciale française. Ce fut un changement qui, non seulement modifia profondément la nature de cette politique, pendant les deux années suivantes, en apportant avec elle de nouveaux objectifs et des méthodes nouvelles, mais encore fit entrer les relations avec les princes indigènes, dans une nouvelle phase de développement.

Ce changement était dû aux idées inculquées dans l'esprit de Colbert, par deux hommes, La Boullaye le Gouz et François Caron. Ces idées d'ailleurs doivent être brièvement exposées. La Boullaye fut le tout premier Français à comprendre que si le commerce national voulait sérieusement prospérer aux Indes, il devait reposer sur de solides fondements territoriaux. Cette conception, on le verra, reconnaissait la différence fondamentale qui existait entre une factorerie placée sur un terrain étranger et un établissement de commerce

créé sur un terrain qui lui appartenait en propre ; entre un poste comme Surat situé en territoire mongol et par suite entravé par les restrictions du souverain et un centre comme Goa, que les Portugais possédaient en toute propriété. Le commerce dans la colonie portugaise était non seulement à l'abri des mécomptes de l'occupation sous un maître étranger, mais encore déchargé du paiement des taxes et droits et par là bien plus rémunérateur. Mais comment de tels territoires pouvaient-ils être obtenus ? Les Portugais et les Hollandais avaient été les pionniers du commerce européen aux Indes. Ils avaient su profiter des dissentiments politiques qui partageaient le pays pour obtenir ce qu'ils voulaient. Comment les Français s'assureraient-ils des avantages similaires dans des circonstances politiques tout à fait différentes. La réponse de La Boullaye était franchement impérialiste. Il désirait que les Français fomentent des dissentiments, recherchent les occasions de conflit, conduisent les Hollandais et les moins puissants des pouvoirs indigènes, par l'oreille, se rangent aux côtés des plus faibles, et ainsi, prennent un point d'appui dans le pays, après quoi tout dépendrait d'eux. « La Compagnie étant établie une fois », dit La Boullaye, « il ne tiendra qu'au Roi d'être le maître des Indes, tous ces monarques n'ayant aucune force maritime. » Naturellement, une politique aussi machiavélique demandait des armes et La Boullaye n'en fait pas mystère. « Que les plus grands vaisseaux du Roi », dit-il, « se fassent voir sur toutes les côtes et n'épargnent ni poudre ni boulets. »

Possessions gardées en toute propriété, acquises par force, telle était, en résumé, la substance du credo impérialiste de La Boullaye. Ces principes cardinaux sont entremêlés dans la lettre de La Boullaye à Colbert de nombreuses maximes commerciales dont quelques-unes sont définitivement cruelles, d'autres amusantes, d'autres enfin infiniment subtiles. En voici quelques-unes : « Ne permettre aucun commerce aux vaisseaux mahométans, arméniens banians ou autres, sans

la permission de la Compagnie, et comme ces vaisseaux sont commandés pour la plupart par des Européens, employer et attirer ces hommes, afin que les ayant ôtés de leur service, ces vaisseaux demeurent inutiles. » « Défendre la trop grande dépense aux facteurs... Et surtout ne leur permettre point d'amener leurs femmes dans les bureaux ou comptoirs, ni de s'y marier, ni établir, après même leur temps fait parce qu'ils enseigneraient aux naturels nos arts principaux. » « Ne mettre jamais deux chefs de comptoirs d'une même ville ensemble, de crainte des cabales les uns contre les autres. » (1).

Les avis de Caron à Colbert, qui avaient beaucoup de points communs avec ceux de La Boullaye, étaient cependant destinés à avoir un effet plus pratique sur l'esprit du ministre français et lui fournirent matière à un complet programme d'exécution. Comme La Boullaye, Caron était imbu de la nécessité d'acquérir en toute propriété des territoires, et comme lui, les méthodes de force et d'armes avaient sa préférence. Mais, au contraire de La Boullaye, Caron n'avait pas d'ambitions de conquête. Il voulait seulement, par une politique forte et clairvoyante, évincer le commerce hollandais de la côte de Malabar, de Ceylan, des îles de la Sonde. Il visait à mettre l'emprise sur le riche commerce des épices, en employant un moyen infaillible qui consistait à exploiter l'inimitié des princes indigènes dans ces Etats contre les Hollandais. Lorsque La Boullaye demandait à Colbert de prendre pied aux Indes, avec l'arrière-pensée de conquérir tout le reste, pour Louis XIV, Caron, lui, demandait seulement à Colbert, de s'assurer des points d'appui à Malabar, à Ceylan, aux îles de la Sonde, avec le projet de s'appropriier le commerce des épices dans ces pays. Où La Boullaye préconise le libre usage de la force, et de la diplomatie, Caron, bien qu'influencé par la force des armes, n'est pas hostile à l'emploi d'autres méthodes comme l'achat, par exemple (2).

1. A. C. C² 62, f. 1-4.

2. A. C. C² 62, f. 27.

C'est sous l'influence des ces idées, d'ailleurs, que Colbert prit la résolution de frapper un grand coup pour étayer les affaires de la Compagnie aux Indes sur de solides fondements. Il conduisit le jeu d'autant mieux, qu'il cadrerait avec ses propres vues et les projets de guerre de Louis XIV contre la Hollande. Déjà, en 1670, nous trouvons Colbert écrivant au Secrétaire de la Marine, pour faire les préparatifs nécessaires à l'équipement pour l'envoi aux Indes, d'une importante escadre composée des meilleurs et des plus fins vaisseaux du Roi. Ce fut la fameuse escadre commandée par Blanquet Jacob de la Haye. Avec l'arrivée aux Indes de ces navires, c'était une nouvelle phase de l'évolution des relations entre les Français et les pouvoirs indigènes qui commençait.

II. — L'ESCADRE DE DE LA HAYE.

LA POLITIQUE DE FORCE MISE EN ACTION SUR LA COTE DE MALABAR ET A CEYLAN.

L'escadre de Perse, ainsi qu'était officiellement nommée la flotte sous les ordres de De la Haye, était la plus formidable qui eût jamais paru dans les eaux hindoues au temps de la Compagnie royale française. Elle comprenait 5 gros vaisseaux, armés en tout de 198 canons, une frégate de 40 canons et 3 flutes de 40 canons chacune. A cette flotte, la Compagnie avait ajouté, pour sa part, 3 bateaux : « Le Dauphin couronné », « Le Phénix » et « Le Vautour ». L'escadre totalisait 2.400 hommes dont 600 soldats et 31 officiers. Les instructions du commandant étaient les suivantes : quitter Rochefort avec la plus grande célérité, faire une courte escale à l'île du Dauphin, puis faire voile directement sur Surat, exécuter immédiatement les instructions que les directeurs pourraient donner pour la création de factoreries fortifiées à Ceylan, Malabar et Banca, et ceci fait, rejoindre la France avec diligence, « après avoir fait voir son escadre sur les côtes de Malabar et à toutes les nations qui possèdent des terres et

des places dans toute l'étendue du pays depuis le camp de Camorin jusqu'à l'Arabie ».

On voit donc, qu'en ce qui concernait l'Inde, de la Haye, mises à part les instructions qui lui commandaient de donner aux princes indigènes un beau spectacle de sa flotte, « pour leur faire voir la justice et la majesté du grand monarque aussi bien que sa puissance », De la Haye n'avait pas d'instructions positives excepté de se tenir à la disposition des directeurs à Surat et d'exécuter tous leurs ordres.

L'escadre quitta Rochefort, en avril 1670 et n'atteignit le port de Surat qu'en 1671. Ce qui veut dire que De la Haye atteignit Surat au moment où, selon l'idée de Colbert sur la durée du séjour de la flotte aux Indes, il aurait dû être sur le chemin du retour. Ce retard déraisonnable, dû à des causes qui n'entrent pas dans le cadre de cette étude, eut d'incalculables conséquences et compromit matériellement le succès de l'expédition. Caron fut aliéné aux Français et les Hollandais avertis.

L'alarme des Hollandais, en face de l'escadre de De la Haye, est facile à comprendre. Solidement implantés là où ils avaient délogé les Portugais, les Hollandais avaient pratiquement acquis le monopole du commerce dans les Indes Orientales. De ce monopole étroitement et jalousement gardé, ils étaient déterminés à éloigner tous les intrus. Ils avaient sur les autres la supériorité de l'ancienneté dans les affaires, ce qui leur donnait le pouvoir d'agir comme ils le voulaient. Ayant fondé un empire, dont le quartier général était Bantam, avec des postes commerciaux disséminés sur tout le littoral, ils tiraient de leurs colonies, Java, Maccasar, etc., de vastes réserves d'hommes et de matières premières qui les affranchissaient de toute dépendance vis-à-vis de la mère patrie. Ils avaient une administration bien organisée, une flotte forte, de grandes ressources et, dans les cours indigènes, toute l'influence que l'argent et une absence totale de scrupules de conscience peuvent donner. Sur ces entrefaites, ils

apprennent, en 1671, que des forces française se dirigeaient vers les Indes, et que la guerre entre Louis XIV et leur pays était imminente. Ils firent naturellement leurs préparatifs pour tenir en échec les vaisseaux annoncés. Des armes, préparées en hâte, furent envoyées pour assurer la défense de la côte de Ceylan. 12 navires patrouillèrent devant les détroits de Comorin. Des ordres de se tenir sur le qui-vive furent envoyés à tous les agents commerciaux des côtes de Malabar et Coromandel. Une ambassade fut tenue prête à se rendre à la cour golconde pour y négocier l'achat de l'île Divy ou Saint-Thomé (1).

Quand De la Haye atteignit Surat, en 1671, les Hollandais avaient eu toute latitude pour faire les préparatifs militaires et diplomatiques nécessaires à arrêter la progression de la flotte française dans les eaux hindoues. Ils étaient d'ailleurs destinés à trouver un allié inattendu dans leur ancien compatriote Caron.

La politique de Colbert vis-à-vis de Caron nous frappe, car elle nous apparaît inhabile au plus haut point, quelque compréhensible qu'elle puisse être. Convaincu de ses indiscutables aptitudes, Colbert semble n'avoir aucune idée du caractère de Caron. Même lorsque les lettres de Caron lui donnaient un aperçu de son caractère vain, Colbert apparaît comme s'étant mis dans la tête de laisser faire l'homme, aussi longtemps qu'il pourrait lui extirper quelque chose de bon. Il contresigna les décisions de Caron, même lorsqu'elles étaient discutables, lui donna sa confiance, et accumula sur lui, les distinctions. Mais, lorsqu'à la longue la suspicion de Colbert s'éveilla, lorsque les affaires de la Compagnie des Indes ne furent plus ce qu'elles auraient dû être, Colbert décida d'adjoindre à Caron, et cela ne fut pas très judicieux, des directeurs en qui il avait plus confiance et qui pouvaient tenir en échec les Hollandais. Lorsque Caron revint de Bantam, en 1671, il trouva non seulement Baron qui l'attendait en qua-

1. Martin, *Mémoires*, p. 300-303.

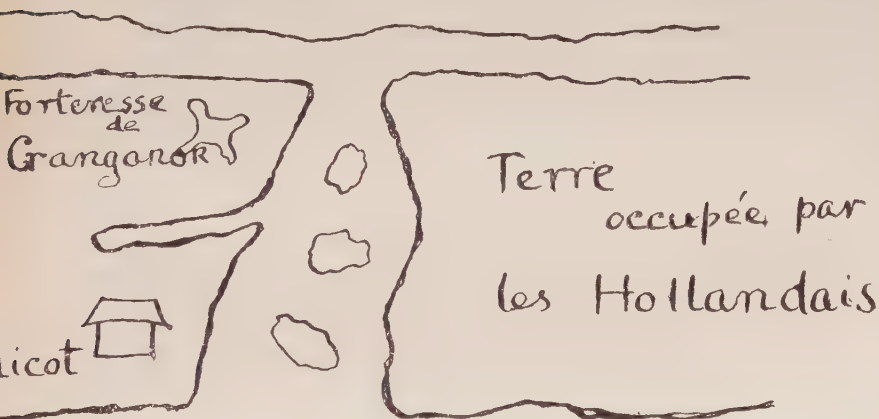
lité de directeur également, mais il sut encore que Blot et Gueston allaient incessamment débarquer, ce dernier en qualité de Commissaire général et muni de pouvoirs plus étendus que les siens. Ce rude coup porté à sa vanité refit de lui un Hollandais.

La flotte de De la Haye, qui avait atteint Surat en septembre 1671, ne commença sa mission qu'au mois de janvier de l'année suivante. Quelles qu'aient pu être les raisons de ce nouveau délai, le manque de préparatifs militaires ou diplomatiques en vue de la mission pour laquelle les Français s'étaient embarqués, pendant les 5 mois durant lesquels la flotte resta à l'ancre dans Sualy, nous frappe d'étonnement. La présence dans les eaux hindoues de cette escadre, ne pouvait avoir d'autre signification que celle d'aider les Français à se ménager des bases à Malabar, Ceylan, aux îles de la Sonde, avec l'assistance des princes indigènes et aux dépens des Hollandais. Si ces pouvoirs indigènes étaient de si puissants facteurs dans cette tentative d'éviction commerciale, on aurait dû d'abord, les prévenir et se les concilier. Rien de cela ne fut fait. Aucune ambassade ne fut envoyée à Candie, Malabar ou Banca. Sans doute un message fut envoyé par terre aux pères capucins de Madras, leur demandant d'envoyer le Père Ephrem, qui connaissait le cingalais, à la rencontre de l'escadre à Trincomali. Comme les capucins n'avaient aucun moyen d'envoyer le père en question, cette demande nous donne encore une preuve du manque total de prévoyance qui présida à l'organisation de l'expédition. De la Haye avait si complètement subordonné son jugement de militaire à la sagesse de Caron, qu'il négligea même de se munir d'une quantité suffisante de vivres pour ses équipages, comptant sans doute que le roi de Candie pourrait, le moment venu, nourrir une armée de 2.100 hommes.

L'escadre quitta enfin le port de Surat au matin du 6 janvier avec Caron à bord du vaisseau amiral. Longeant la côte, constamment en vue de la terre, elle toucha Damaun, Bom-

bay, Chaul, Goa et ancra, le 10 février, devant l'établissement français de Tellichery. Flacour, chef de la factorerie se rendit à bord du « Navarre ». Il était débordant de la bienveillance, envers les Français du Zamorin qui, dit-il, était encore pantelant des insultes hollandaises. Il invita De la Haye à lui rendre visite à Paniany, situé à dix lieues au sud, où il célébrait une grande fête hindoue. L'escadre largua les amarres et se rendit à Paniany. Informé de son arrivée, le Zamorin, accompagné de ses deux fils, vint saluer le Vice-roi. Il fut prodigue de protestations d'amitié, « dont les asiatiques ne sont pas avares » remarque sèchement Martin. Probablement pour amener le Vice-roi à signer un traité d'alliance, qu'il désirait au plus haut point, le Zamorin fit ressortir que les Hollandais avaient chassé les Français d'Allicot, qu'il leur avait donné, et insulté leur drapeau après la prise de Baticota. De la Haye, comme échappatoire, se retrancha derrière le fait que la France était toujours en paix, officiellement, avec la Hollande. Mais la concession d'Allicot était bonne à retenir, aussi Caron vint à terre pour prendre l'acte de donation dûment ratifié par le Zamorin. Armée de cette donation, la flotte s'en vint jeter l'ancre dans la grande crique située entre Allicot et Cranganore. Trois Français furent envoyés à Van Ree, gouverneur de Cranganore, pour protester contre la mainmise des Hollandais sur Allicot, donné légalement aux Français. Van Ree renvoya sans façon les émissaires, disant qu'il avait des ordres stricts de ne laisser pénétrer aucun Français sur ses territoires. A l'attitude du gouverneur, on ne pouvait répondre que par la force. Aussi, un détachement de 30 soldats sous les ordres d'un capitaine, fut débarqué, ainsi qu'un plus gros détachement pour soutenir le premier. Les quelques Hollandais qui occupaient la loge, en voyant approcher le détachement, amenèrent leur pavillon et quittèrent le poste sans avoir offert de résistance. Mais en partant, ils avaient apparemment mis le feu au toit de chaume de la factorerie, car les Français la trouvèrent en

flammes en arrivant. De la Haye mit à bas la palissade qui entourait la construction, pour montrer aux Hollandais qu'il n'avait pas l'intention de s'installer à Allicot, mais seulement de reprendre possession de ce qui lui avait été légalement concédé. On ne pouvait cependant compter que les Hollandais s'inclineraient aussi simplement devant le fait accompli. De la Haye n'était pas plutôt parti qu'ils reprenaient possession d'Allicot (1).



La flotte reprit la mer, se dirigeant vers le sud. A peine avait-elle quitté Cochin qu'elle arriva en vue de la flotte hollandaise qui patrouillait entre Cochin et Camorin. Elle comprenait 12 bateaux, gros et petits. Supérieure en nombre, elle restait en hommes et canons inférieure à la flotte française. Pour De la Haye et ses officiers, l'idée d'approcher l'ennemi et de le battre une fois pour toutes, aurait dû ne faire aucun doute. La flotte qu'ils tenaient, au bout de leurs canons, représentait la suprématie maritime hollandaise, seul obstacle sérieux à la réalisation de leurs plans. Cette flotte, une fois détruite, c'était la réussite de l'expédition

1. Lettre de De la Haye à Colbert, A. C. C² 62, f. 90-114 ; Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 321-325.

assurée. Mais Caron employait son influence de conseiller officiel à sauvegarder la durée de ce même empire maritime. Il représenta à De la Haye que la guerre entre la France et la Hollande n'avait pas encore été déclarée, que la puissance navale hollandaise ressemblait à une hydre « dont les forces renaissaient à mesure qu'on les détruisait ». Il souligna de plus qu'un engagement maritime, même donnant la victoire aux vaisseaux français, en mettrait tout de même quelques-uns hors de service. Cela risquait de compromettre le principal objet de l'expédition, c'est-à-dire l'occupation de Ceylan (1). De la Haye et ses officiers qui grillaient d'envie de se battre, furent écœurés de cette décision contre laquelle il n'y avait rien à tenter. Les ordres de De la Haye étaient formels en ce qui concernait la partie hindoue de l'expédition. Il devait se soumettre entièrement aux instructions de Caron. L'escadre française laissa donc à la flotte ennemie un favorable et large mouillage. Continuant sa route, elle contourna Ceylan et le 21 mars, atteignait la baie de Trincomali (2).

Considérant qu'aucun avertissement n'avait été donné au roi de Candie, de l'arrivée des Français, ni même de leur intention de venir, l'action de l'amiral français, après avoir mouillé devant Trincomali, était arbitraire et ressemblait pour le moins à un coup de force. Trincomali, comme nous le savons, comprenait deux baies, l'une petite, l'autre plus grande, ayant à peu près la forme d'un E majuscule, le tout situé sur la côte nord-est de Ceylan. Dans la plus petite baie se trouvent deux îles que les Français baptisèrent île Caron et île du Soleil. Sur la terre, au nord de la plus petite, les Hollandais avaient construit un fort. En atteignant Trincomali, De la Haye pénétra avec la flotte dans la plus grande baie, plaça des sentinelles sur le promontoire de Cotéari, occupa l'île du Soleil et se mit rapidement à y bâtir un fort. Trouvant

1. M. Caron à Colbert, 4 juillet 1672, f. 151-162.

2. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 325-328.

ensuite que ses réserves commençaient à s'épuiser et qu'il n'y avait rien à glaner dans le voisinage, pour nourrir son armée, De la Haye envoya deux de ses plus petits bateaux, le « Phoenix » et « l'Europe » à Porto-Novo et Tranquebar pour acheter des provisions et la houere à Madras pour y quérir le père



Ephrem. En résumé, l'amiral français se conduisait sur le territoire du roi de Candie, de la même façon qu'un homme armé, désirant disposer de votre maison se conduirait, s'il entrait par la porte de derrière et s'établissait solidement dans votre office, laissant ses pistolets sur une planche,

barricadant la porte, en un mot, agissant comme s'il était venu dans votre maison pour y rester. Telle est la logique des armes.

Ayant fait tout cela, De la Haye s'inquiéta de la seule personne qui, selon les notions de propriété les plus généralement admises, aurait dû le préoccuper tout d'abord, c'est-à-dire du roi de Candie. Une ambassade conduite par Boisfontaine fut donc envoyée à Candie. Comme Boisfontaine ne savait pas le cingalais et que le père Ephrem n'était pas encore arrivé de Madras, l'ambassade se trouva sans interprète officiel. Les instructions dont Boisfontaine était porteur et qui lui enjoignaient de poser les premiers jalons d'un traité avec le roi, sont un document intéressant parce que les Français essayaient là d'établir, pour la première fois, un protectorat sur un prince hindou (1). Boisfontaine avait ordre d'offrir au roi de Candie une alliance offensive et défensive avec Louis XIV avec l'option d'un complet protectorat sur l'île entière s'il le désirait, avec le commerce soumis à un système de passeports qui donneraient aux vaisseaux des sujets du roi la protection du pavillon français. En retour de ces avantages, les Français désiraient une cession formelle de Trincomali, Cotéari, ainsi que des territoires situés autour de ces baies dans un rayon déterminé, et une situation privilégiée pour tous les Français s'établissant sur les terres du roi.

Le réel conflit dont Candie était l'objet ne résidait pas entre son roi et la France, mais entre la France et la Hollande. Le roi de Candie pouvait être, ainsi que le déclarait Caron « un pauvre roi » et ses sujets « pauvres gens de guerre, mouillères con barbes comme les nomment les Portugais » (2), mais les Hollandais n'étaient certainement pas cela. Ils étaient au contraire des rivaux jaloux qui voyaient leur monopole commercial dans l'île, mis en péril par l'intrusion des Français.

1. *Instructions pour le Sieur Boisfontaine*. A. C. C² 62, f. 116-117.

2. Caron à Colbert. A. C. C² 62, f. 158.

Ils comprirent très vite qu'ils ne pouvaient permettre aux Français de s'établir dans l'île sans être sûrs qu'ils tenteraient de contester leur droit d'être là, et cela sans s'inquiéter des dispositions bienveillantes que le roi de Candie pourrait nourrir à leur endroit. La lutte pour Ceylan devenait, en un mot, une question de force entre armements rivaux, dans laquelle le roi de Candie était ballotté comme un fétu de paille.

En avril, pendant que les Français souffraient cruellement du manque de nourriture, l'amiral Rickloff dont la flotte avait été si stupidement épargnée dans les eaux de Camorin, apparut devant la baie, à la tête de 15 vaisseaux et protesta en bonne et due forme contre les fortifications que les Français étaient en train d'ériger dans l'île du Soleil. Un navire hollandais entreprit de s'ouvrir passage à travers le goulet pour pénétrer dans la plus petite baie, mais il fut chassé par le « Diligent » qui patrouillait à l'entrée. En mai l'ambassade envoyée à Candie, revenait avec la donation demandée concernant Trincomaly et Cotéary, mais la pression hollandaise sur les Français se faisait plus lourdement sentir. Les sentinelles françaises sur le continent furent attaquées par des partis hollandais pendant que la flotte hollandaise au grand complet apparaissait le 15 mars à l'entrée de la baie et 10 jours plus tard se frayait un passage dans la baie elle-même.

Il était grandement temps pour De la Haye de disperser au vent tout espoir de règlement pacifique et de se mettre dans la tête d'agir, sans tenir compte de Caron. En prudent capitaine qu'il était, il aurait dû se rendre compte que sa situation, vis-à-vis des Hollandais n'était plus celle dans laquelle il se trouvait trois mois auparavant. Lorsqu'il avait rencontré Rickloff devant Cochín, en février, l'initiative du combat appartenait à l'escadre française. Maintenant, affaibli par de longues privations, sans vivres à tirer de l'île elle-même, prisonnier de l'idée stupide qu'il devait éviter la

guerre avec les Hollandais, De la Haye et l'escadre ne pouvaient plus rien faire. Rickloff était vraiment le maître du moment. Le plus pénible restait à venir. A la fin de mai, le veilleur français qui se trouvait sur le continent signala qu'un bateau français était vigoureusement pris en chasse par les Hollandais. C'était l'infortuné « Phenix » qui rentrait de Tranquebar, chargé de vivres pour l'escadre mourant de faim. Les Hollandais le capturèrent sous les yeux des Français. Le 5 juin, « l'Europe », revenant de Porto-Novo fut pareillement capturée dans les mêmes circonstances, De la Haye ne faisant rien pour sauver la situation. Ce fut réellement le coup de grâce. Vers la mi-juin, hommes et vivres, envoyés par le Roi de Candie arrivèrent lentement, mais il était trop tard, la situation des Français à Trincomali était intenable. Un conseil fut tenu dans lequel il fut unanimement décidé qu'à cause de l'épuisement des vivres et de la grande mortalité, l'escadre quitterait Trincomali, ce qui fut fait le 9 juillet, la flotte hollandaise se retirant sans faire un geste pour s'opposer à ce départ (1).

En quittant Trincomali, De la Haye eut une inspiration stupide : probablement pour persuader les Hollandais qu'il n'avait pas abandonné les droits français sur Trincomali, mais qu'il se retirait seulement pour des raisons toutes stratégiques, il décida de laisser une garnison dans le fort que les Français avaient élevé dans l'île du Soleil. En se plaçant au point de vue des forces hollandaises, dans le pays, la décision était indubitablement maladroite et inutile. En se plaçant au point de vue des obligations qu'il avait envers le Roi de Candie, qui avait si généreusement souscrit aux droits des Français sur ces baies dont ils s'étaient virtuellement emparés, qui leur avait envoyé tous les hommes dont il pouvait disposer et tous les vivres possibles, l'acte de De la Haye semble criminel, car la plus grande partie de la garnison restée

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 337-351.

dans le fort se composait de Cingalais. A peine les Français avaient-ils quitté les eaux de Ceylan que l'inévitable se produisit : les Hollandais s'emparèrent de l'île Caron et acculèrent à se rendre le fort de l'île du Soleil. Le 11^e article de la capitulation nous intéresse seul. Le voici :

« 11^o Demande : « Que les noirs qui sont dans la forteresse sujets du Roi de Candie seront portés à Cotéary pour se retirer où ils voudront. »

« Réponse : « Les noirs resteront à notre discrétion. » (1).

Ce qui veut dire à la merci des Hollandais. Le roi de Candie méritait mieux de la part de De la Haye.

III. — PRISE ET PREMIER SIÈGE DE SAINT-THOMÉ.

Décimée et découragée par les revers, l'escadre de Perse abandonna le projet de fonder des postes à Céram et Banca. Bien que les dispositions favorables du Roi de Bantam fussent connues des Français un voyage à travers l'Océan Indien, au cœur des établissements hollandais, dans l'état présent de la flotte ne faisait pas question. L'escadre se dirigea donc au Nord, vers la côte de Coromandel, contrairement à son premier programme. On toucha Tranquebar et Porto-Novo où on refit un stock de provisions. Le 19 juillet, la flotte ancrant devant Saint-Thomé.

Mylapur, ou Saint-Thomé, vénérée des chrétiens, était à l'origine possession portugaise. Par suite de l'arrogante indépendance de ces fondateurs, qui refusèrent de reconnaître la juridiction du Vice-Roi de Goa, la ville avait été abandonnée à son sort quand les forces golcondes l'avaient attaquée en 1662. Niknam Khan, le général du Roi golconde, frappé des possibilités militaires de la place, avait élevé une solide forteresse « avec des murailles du côté de la mer, flanquées de 4 bastions ». La vue de ce fort fit une grande impression sur

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 366-369.

l'esprit tout militaire de De la Haye. Le jour suivant, deux officiers furent envoyés à terre pour demander au gouverneur mahométan la permission de faire des vivres. Le gouverneur, avec une appréhension bien naturelle des intentions d'une nombreuse flotte ancrée en face de sa ville, abrégéa l'entretien et informa sèchement les officiers français qu'ils ne pourraient se ravitailler à Mylapur. Cette réponse dictée plus par la peur que par l'orgueil, fut interprétée par De la Haye dans ce dernier sens et prit une allure d'insulte, d'autant plus qu'elle fut répétée le lendemain 21 juillet. Les insultes passées de la cour golconde envers les agents de Masulipatam furent exhumées et s'ajoutèrent à la conduite présente du gouverneur. Parce qu'ils étaient en pleine possession des moyens de le faire, ils résolurent de venger cette supposée insulte. Les canons de l'escadre furent tenus prêts à ouvrir le feu à un signal donné et deux bateaux furent chargés de 100 soldats commandés par 10 officiers, De la Haye à leur tête. Pendant que les navires se tenaient à quelque distance de la côte, des soldats français avaient gagné la côte à la nage pour aider leurs compagnons à débarquer. Ces soldats furent attaqués, aussi De la Haye donna à ses navires l'ordre de tirer. Protégé par ce tir, le détachement gagna le rivage et s'avança vers la ville. Devant son attitude déterminée, le gouverneur hissa le drapeau blanc. Des excuses furent faites et on promit aux Français de leur fournir les vivres nécessaires. Tout devait donc se terminer à la satisfaction des deux partis. Mais, lorsque De la Haye revint à bord de son navire il était accompagné d'un père jésuite résidant à Saint-Thomé. Cet ecclésiastique traça un tableau vivant des avantages que les Français pourraient tirer d'un établissement dans la ville mahométane, bonne eau, bon climat, accès facile de toutes les manufactures locales et par dessus tout, une belle et solide forteresse toute construite, facile à prendre et facile à garder, une fois prise. Irrité de son récent échec à Ceylan, il n'était pas étonnant que De la Haye cédât si facilement à l'insidieuse tenta-

tion du père jésuite. A partir de ce moment le sort de Mylapur fut fixé. L'occasion d'une nouvelle dispute fut suscitée et le 25 juillet Mylapur tombait sous les attaques combinées des Français par terre et par mer (1).

Avec la prise de Saint-Thomé, les Français se trouvèrent en face d'une responsabilité différente de tout ce qu'ils avaient vu, même sous la politique nouvelle inaugurée par Colbert. Cette politique ne sanctionnait pas les agressions commises contre les pouvoirs indigènes aux Indes. Elle sanctionnait seulement les agressions commises contre les Hollandais avec l'aide et la sympathie de ces mêmes pouvoirs indigènes. Et jamais il n'était entré dans les intentions de Colbert ou de Caron d'appliquer cette politique au delà de la côte de Malabar, de Ceylan ou de la Sonde où il était connu que les sentiments des princes indigènes étaient peu favorables aux Hollandais. Ce qui venait d'arriver était tout à fait différent. Les Français, après avoir échoué dans leurs entreprises successives à Malabar et Ceylan, se trouvaient posséder une ville fortifiée sur la côte de Coromandel, arrachée d'un cœur léger à un prince indigène, tout de même puissant. Et les circonstances dans lesquelles ils la lui avaient prise n'étaient sûrement pas faites pour se concilier ses faveurs. Avec la certitude que Golconde, à la nouvelle de cette prise, enverrait certainement une importante armée pour reprendre cette importante forteresse du Carnatic, les perspectives ouvertes devant l'amiral français étaient peu rassurantes surtout avec les moyens de défense restreints dont il disposait. La situation aurait été sans espoir si les conditions politiques de l'Etat de Golconde à ce moment n'avaient pas grandement favorisé les Français. Les quelques coups d'œil déjà jetés sur la situation intérieure de cet infortuné pays nous ont montré que Golconde n'était pas en état de résister à un fort assaut dirigé contre elle. Ali Kutoub Shah à l'esprit faible, toujours reclus, était inca-

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 353-359.

pable de prendre une décision ferme quant aux affaires de l'Etat ou d'être persévérant. Chacun dans le royaume semblait collaborer aux décisions importantes prises par le gouvernement. Si ce n'était pas le premier ministre Sidi Mousafer, c'était quelque important général ou quelque importante corporation telle que celle des marchands de Golconde ou Masulipatam. Lorsque le pays était partagé par autant de conseils, lorsque les courtisans et les officiers supérieurs du pays étaient si vénals et si corrompus, les Français auraient aisément pu se faire un chemin en mettant en marche la machine à influence pour leur avantage et leur plus grand profit. Le seul obstacle sérieux qu'ils avaient à craindre était la diplomatie de leurs impitoyables rivaux sur le terrain commercial, à savoir, les Hollandais.

Nous savons donc que les Hollandais, anticipant sur les intentions de De la Haye vis-à-vis de la côte de Coromandel, avaient envoyé bien avant le mois de novembre 1671 une impressionnante ambassade à la cour golconde. Rien n'avait été épargné pour assurer à l'ambassade un brillant succès. Elle comprenait 200 hommes sous les ordres d'un officier supérieur de Paliacat et, ce qui est plus important, emportait des présents d'une valeur de 150.000 roupies, destinés aux principaux officiers de la cour golconde, sans préjudice de cadeaux de moindre valeur pour les officiers de moindre importance. Mais l'ambassade échoua à cause d'une misérable question de vanité. Les ambassadeurs, ayant été invités à dîner par Sidi Mousafer, furent blessés au vif d'être moins chaudement accueillis que les ambassadeurs mongols qui se trouvaient dans la ville en même temps. La tête de la délégation hollandaise prit la liberté de parler à Sidi Mousafer de ce prétendu mépris. Celui-ci répondit qu'il savait ce qu'il avait à faire et que les ambassadeurs du Grand Mongol devaient certainement avoir la prééminence sur les ambassadeurs d'une misérable corporation de marchands. Cette réponse mit si fort les Hollandais en colère, qu'ils quittèrent en corps la

maison de Mousafer en signe de protestation. Lorsqu'ensuite ils revinrent à la cour golconde exposer le but de leur mission : occupation de l'île Divy avec permission d'y construire un fort, achat de Saint-Thomé, Sidi Mousafer déjà prévenu contre eux, rejeta les propositions, disant qu'il les pensait trop extravagantes pour être même discutées. La situation des Français en juillet 1672 était donc brièvement la suivante : tandis qu'au point de vue militaire ils étaient sous le coup d'une attaque ennemie, la situation diplomatique continuait à être à leur avantage (1).

Pendant que De la Haye se préparait à défendre Mylapur contre les forces golcondes, la nouvelle de la prise de Saint-Thomé était parvenue jusqu'à Martin dans Masulipatam (août 1672). Ceci l'éperonna. Laissant le plus clair de l'avoir de la Compagnie aux mains d'un marchand libre, Junet, Martin et ses hommes prirent le premier bateau trouvé dans le port et mirent entre eux et la ville une sage distance. Cette fuite, une fois sue, causa la plus violente consternation à Masulipatam. Les moins agités ne furent pas les marchands. Maintenant que la guerre avait éclaté entre Golconde et les Français, ils étaient sûrs des conséquences. Les Français avec leurs bateaux croiseraient le long des côtes, rendant tout commerce impossible et précaire la vie elle-même. Ils vinrent en députation demander au gouverneur de la cité de rappeler les Français à Masulipatam. Le gouverneur répondit que, pour lui, il ne voyait pas d'objection à cela si l'on pouvait persuader aux Français de revenir. Les marchands vinrent alors jusqu'à Martin le suppliant de reprendre sa place dans la cité et lui promettant qu'aucun dommage ne lui serait causé. Martin, en homme prudent déclara qu'il en ferait ainsi, à condition qu'on lui promit un firman de la cour, garantissant formellement sa sécurité dans la ville. Les marchands promirent de lui faire tenir le firman demandé et le prièrent, en attendant, de se rendre à la Pointe d'où il

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 307-309.

pourrait aisément cingler vers le large, s'il avait quelque raison d'appréhension, ce que firent Martin et ses hommes. Ceci survint en août.

En octobre, les marchands apportèrent à Martin le firman venant de la cour qu'il avait exigé. Rien ne peut mieux illustrer l'inconsistance du gouvernement golconde que ce firman. Le gouvernement qui était précisément en guerre avec De la Haye, à Mylapur, était en paix avec ses compatriotes à Masulipatam. Les marchands allèrent plus loin. Ils prétendirent que la perte de Saint-Thomé, n'avait pas fait à la cour de Golconde, le burit que les Français imaginaient, qu'en fait le gouvernement golconde se souciait peu de Saint-Thomé qui était un fardeau pour le Trésor royal, et que si De la Haye consentait seulement à traiter avec le roi de Golconde, il pourrait aisément obtenir la ville, d'autant plus que Sidi Mousafer était favorable aux Français. Martin communiqua tous ces événements au Vice-Roi. De la Haye qui n'était pas un diplomate mais un soldat, ne tint aucun compte de la lettre de Martin. Il le pressa au contraire de venir immédiatement à Saint-Thomé et au commencement de janvier 1673 Martin quittait Masulipatam (1).

Saint-Thomé était donc investie par les armées golcondes sous le commandement de Moudel Naik, Boursu Raja et Baba Sahib (janvier 1673). Le premier siège de Mylapur commençait. Nous n'entrerons pas dans le détail des opérations, aussi intéressantes qu'elles paraissent, car elles sont étrangères au sujet de notre thèse. Nous remarquerons seulement que les conditions dans lesquelles la garnison française combattit contre l'ennemi était bien meilleures que celles dans lesquelles elle se trouva à la seconde prise de la ville. Etroitement assiégés comme ils l'étaient, les Français eurent à soutenir une attaque par terre, et non pas comme plus tard, une attaque combinée par terre et par mer. Leur situation diplomatique était meilleure. Les Anglais de Madras n'avaient pas

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 359-366 ; 381-384.

encore trouvé gênant le voisinage français. Quoique faisant tout pour observer une neutralité correcte aux yeux des autorités golcondes ils permirent le passage par terre des vivres, destinées à la cité assiégée. Quand cette voie fut bloquée par les ennemis, les matières de première nécessité continuèrent à entrer, par mer, que les Français commandaient toujours. Le fait que les Français ne souffrirent pas de la désertion en masse de leurs soldats est en grande partie dû à cela. La désertion en masse fut, par contre, un des plus vilains épisodes du siège suivant.

La bataille n'était pas entamée depuis longtemps qu'un fait significatif apparut, incroyablement clair : l'autorité du roi de Golconde sur son commandant en chef était inexistante. En dépit des ordres positifs de la cour golconde qui étaient de poursuivre le siège avec vigueur et diligence, Baba Sahib essayait d'en venir à une entente avec les Français. Pendant que les hostilités étaient toujours ouvertes, des négociations secrètes avaient été certainement entamées entre Baba Sahib et le Vice-Roi, vers la fin décembre. De nouveau au commencement de janvier les émissaires de Baba Sahib étaient venus rendre visite au camp des Français, apportant des fruits en présent. Ils étaient restés enfermés des heures durant avec De la Haye. Nous tenons de Martin qu'à la fin de janvier les envoyés de De la Haye au camp ennemi vinrent savoir où en étaient les négociations avec la cour golconde. Baba Sahib désirait-il sincèrement mettre fin au siège par une entente mutuelle ? Ou jouait-il seulement la comédie d'un bluff diplomatique pour désarmer la suspicion de l'ennemi et ne plus le trouver sur ses gardes ? Quoi qu'il en fut l'amiral français était un trop astucieux soldat pour se laisser prendre au piège des pourparlers de Baba-Sahib. En février, il envoya un mot au général mahométan, lui disant que s'il avait réellement l'intention de traiter, les hostilités devaient être suspendues de part et d'autre. La réponse de Baba Sahib est intéressante. Il disait bien qu'il

était partisan d'une trêve, mais « il voulait cacher aux autres généraux le dessein qu'il avait de traiter ». Si cela était exact nous en concluons que le commandement ennemi n'était pas très uni. Mais cela pouvait aussi être un piège et De la Haye, pour montrer qu'il ne s'endormait pas dans une trompeuse sécurité, en s'en remettant aux bavardages de Baba Sahib, appuya sa diplomatie d'une vigoureuse action militaire. Constatant que, contrairement à ce qui avait été entendu, l'ennemi poussait activement la construction de ses tranchées, il commanda les attaques des 4 et 23 février. Cette ferme action militaire décida Baba Sahib. Le 24 février un traité précis fut mis sur le tapis. Les termes en étaient les suivants : les Français garderaient Saint-Thomé et ses dépendances, payeraient une redevance annuelle de 500 roupies au Roi de Golconde et donneraient comme cadeau à Baba Sahib 3.000 roupies comptant. On ne s'en tint pas là. L'envoyé revint avec de nouvelles demandes, toutes tendant à souligner le fait que « le point essentiel consistait à lui faire un présent sous main plus considérable que celui qu'on offrait ». De la Haye en tout cas perdit patience en face de toute cette tortueuse diplomatie et quelques jours plus tard, l'attaque du 9 mars, conduite par l'infanterie, mettait les ennemis en déroute après un copieux arrosage de grenades. Le lendemain l'ennemi levait le siège et la dernière attaque est décrite par Martin en ces termes : « Les troupes avancées qui avaient « donné, ne trouvèrent point de résistance. La terreur s'était « mise parmi les ennemis qui ne pensaient qu'à fuir. Moudel « Naik fut percé d'une balle de mousquet, Baba Sahib eut le « pouce emporté d'une balle... C'était un plaisir de voir deux « ou trois mille hommes fuir au travers de la campagne sans « que pas un ne les poursuivit. »

A trois heures cet après-midi là : « Deux hommes sortirent du village où étaient les ennemis avec un drapeau blanc à la main. On les laissa approcher. Ils furent amenés à M. De la Haye. Ils lui firent un compliment de la part de Baba Sahib

qui fit dire que ce n'était pas à lui à entrer en compromis avec un général d'une valeur et d'une expérience si consommée, qu'il reconnaissait aussi que la nation française l'emportait sur toute les nations pour la bravoure et qu'il s'allait retirer à Podemaly pour éviter d'être attaqué une autre fois. Il demanda ensuite de lui faire rendre le corps de Moudel Naik qui avait été tué dans l'action. M. De la Haye fit amener un palanquin de la ville, où le corps fut mis, un drap blanc dessus et un autre dessous. Il le fit porter au camp des ennemis. Les troupes s'avancèrent cinquante pas avec le palanquin, firent leur décharge ensuite, après quoi l'on se retira au poste qu'on occupait (1) ».

Le sentiment de leur aristocratie était si fort, chez les nobles de l'ancien régime, qu'il les poussa aux plus admirables gestes. Nos compatriotes, il faut le constater, rivalisèrent avec les Français sur ce terrain en reconnaissant généreusement la valeur de leurs ennemis.

La retraite des ennemis à ce premier siège de Saint-Thomé était sans contredit une victoire pour les Français et un grand triomphe personnel pour De la Haye. En véritable homme de guerre, il décida de poursuivre une campagne si bien commencée. Pendant que l'ennemi était encore sous le coup de cette première défaite, il devait prendre un second avantage, décisif celui-là, qui le mettrait tout à fait hors de combat. Son plan était d'attaquer Masulipatam avec quelques navires et de forcer ainsi le roi de Golconde à composer avec les Français. Ce projet, hardi et osé en soi, était d'autant plus hardi, que De la Haye pouvait être surpris par les Hollandais et avoir les communications coupées avec Saint Thomé (2).

Deux bateaux, le « Flamand » et le « Breton », plus une « longue barque », transportaient les hommes et les vivres nécessaires. De la Haye quitta Saint-Thomé le 11 avril, emmenant Martin pour conduire les négociations qui, il le

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 385-432.

2. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 443.

sentait, ne manqueraient pas de survenir. Quatre jours plus tard, ils étaient en vue de la terre, mais selon toute apparence, ils avaient dépassé Masulipatam. Aussi De la Haye fit descendre un certain nombre d'hommes dans la longue barque sous le commandement du Sieur Maillé. Ce dernier avait pour instructions de se rendre à Masulipatam, de s'emparer de tous les bateaux qu'il trouverait dans le port, usant même de la force pour s'emparer de ceux qu'il pourrait, de brûler les autres, enfin d'attendre dans le port l'arrivée de De la Haye et des deux autres navires.

Le « Flamand » et le « Breton » revinrent donc devant Masulipatam, Maillé les ayant précédés.

Tard ce soir-là, De la Haye atteignit le port golconde. Les sinistres lueurs d'un vaste incendie, dans le port, indiquaient que Maillé avait obéi aux ordres reçus. Longeant la côte, Maillé avait mouillé à un endroit favorable, près de la ville. La barque ayant été détruite en abordant la terre, il avait gagné le port avec ses hommes et pris trois bateaux. Il en avait brûlé quatre, trop gros pour être pris. Il n'y avait plus qu'à veiller et à attendre les résultats.

A huit heures, ce soir-là, un bateau apparut, côtoyant les vaisseaux français ; c'était le messager du gouverneur de Masulipatam, ainsi qu'on y comptait.

Il était porteur d'une lettre écrite par un père portugais de la ville, dans laquelle le gouverneur se plaignait amèrement de l'outrage fait à une ville qui, disait-il, avait servi aux Français d'asile et de refuge. Il demandait au vice-roi de faire connaître ce qu'il désirait, promettant d'écrire à la cour et d'obtenir pleine et entière satisfaction.

Martin fut donc instruit d'aller à terre s'entretenir avec le gouverneur. Selon le témoignage de Martin, il y eut une discussion animée, Martin maintenant le point de vue français et le gouverneur prenant le parti de Golconde. On demanda finalement à Martin de faire ses revendications par écrit, le gouverneur promettant de faire parvenir cette lettre

en même temps que la sienne à la cour golconde. De la Haye refusant d'envoyer cette lettre sous sa propre signature, Martin eut donc à l'adresser à la cour en qualité de représentant de la Compagnie. Les demandes exprimées dans cette lettre étaient encore plus grandes que celles faites à Baba Sahib. Les Français demandaient non seulement la propriété sans contestations possibles et sans redevances de Saint-Thomé et de ses dépendances, mais encore l'entière permission de créer leur factoreries partout où ils voudraient dans le royaume golconde. Les Français étaient décidément les maîtres de la situation. Lorsque cette lettre fut remise au gouverneur pour qu'il la fit parvenir à la cour, ce dernier souleva la question des présents, probablement pour montrer à Martin, à ce premier stade des négociations, que rien à la cour golconde ne s'obtenait sans présents. Mais la question fut finement esquivée par l'ambassadeur de De la Haye, pour réapparaître ensuite et faire échouer les négociations.

La nouvelle de l'insulte faite à Masulipatam avait, pendant ce temps, déjà produit l'effet désiré à la cour golconde. Koutoub Shah était indigné de la conduite des Français. Mais cette indignation, avant de se traduire par des actes, rencontra l'obstacle de son irrésolution et de sa faiblesse de caractère. Ayant tout d'abord décidé de venger cette insulte avec l'aide des Hollandais, il se laissa influencer par les marchands de Golconde qui, exerçant sur lui leur habituelle pression, lui montrèrent les conséquences néfastes de la guerre sur leur commerce. Avec beaucoup de pusillanimité, Koutoub Shah autorisa le gouverneur de Masulipatam à conclure un traité en lui envoyant le firman consacrant les demandes des Français.

En mai, Martin apprit du gouverneur que le firman venait d'arriver à la cour. Mais, lorsqu'il vint en prendre possession le gouverneur se conduisit comme si les négociations au lieu d'être finies, venaient juste d'être commencées. Il voulait

savoir quel prix les Français donneraient pour les concessions obtenues. Martin répondit avec hauteur que De la Haye ne voulait pas acheter la paix mais la dicter. Le gouverneur refusa de s'incliner, les Hollandais, disait-il, avaient payé largement les postes qu'ils possédaient, et il ne voyait aucune raison pour que les Français n'en fissent pas autant. Martin était dans une situation difficile. De la Haye et lui voulaient la paix, mais Martin qui n'était qu'un simple délégué, et non le principal personnage, dans toutes ces transations, ne pouvait faire aucune proposition. Il essaya néanmoins de tourner la difficulté en disant que le firman une fois obtenu, la Compagnie enverrait naturellement une ambassade au roi de Golconde chargée des présents nécessaires, mais il refusait de se compromettre quant à la somme. Pour le gouverneur, la question n'était pas de savoir si un présent serait donné maintenant ou plus tard. Il s'était mis en tête que le présent serait donné maintenant, il demandait à Martin de s'exécuter. Acculé à une impasse, conscient de sa situation de délégué, Martin répondit qu'il consulterait son supérieur, De la Haye, qui était seul juge en la matière, et qui lui ferait parvenir sa décision.

Lorsque Martin revint à bord, De la Haye lui fit voir une violente irritation de n'avoir pas pu mener à bien cette affaire. Ce fut en vain qu'il opposa qu'en simple agent, il ne pouvait résoudre une question dans laquelle la décision finale appartenait au Vice-Roi. Mais l'amiral français refusa d'admettre ces raisons et, de plus, refusa les présents. Il montra le firman que Martin avait apporté, à des marchands indigènes qui étaient à bord. Il demanda à ces marchands dont la connaissance du persan n'était pas fameuse, de lui dire si le firman mentionnait des présents. Les marchands pris de court par cette brusque demande et désireux de plaire au Vice-Roi, répondirent naturellement que non. Leur verdict coïncidait avec les désirs de De la Haye, aussi Martin qui était devenu le bouc émissaire dans ces négociations, fut ren-

voyé au gouverneur pour obtenir le transfert du firman sans qu'il comportât l'obligation de cadeaux. Martin savait d'avance le résultat de sa mission, mais pour faire plaisir au Vice-Roi, il eut une troisième entrevue avec le gouverneur, seulement pour s'entendre dire que, sans présents à la cour tout devenait impossible. Insistant à l'excès sur ce point, De la Haye proposa d'envoyer une ambassade à Golconde, dont il offrait le commandement à Martin. Celui-ci répondit, avec raison, qu'il y avait plus de chance pour que le litige ait une heureuse solution à Masulipatam plutôt qu'à Golconde où il y avait des centaines de courtisans et d'officiers qui feraient payer l'aide apportée aux Français. Aussi, il refusa l'offre faite par De la Haye. Le général français envoya donc la dite ambassade à la cour de Golconde sous la direction de Chateaupers mais il ne pardonna pas facilement à Martin ce qu'il appelait son « insubordination » (1).

Ainsi s'en allait la dernière occasion que les Français avaient de consolider leur agression de Saint-Thomé par les moyens diplomatiques. A trois reprises, le sort leur avait été favorable : lorsque les marchands de Masulipatam avaient offert à Martin une solution pacifique au conflit, lorsque Baba Sahib suggérait une médiation, enfin lorsque le gouverneur de Masulipatam avait eu en main le firman golconde. De la Haye négligea de saisir ces occasions, préférant, en soldat qu'il était, le jugement des armes.

IV. — DEUXIÈME SIÈGE DE SAINT-THOMÉ.

RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LES PRINCES DU CARNATIC.

Après la tentative contre Masulipatam, l'horizon militaire et diplomatique des Français s'assombrit. Des nouvelles de Chateaupers arrivèrent en juillet. Il faisait dire à De la Haye, qui était retourné à Saint-Thomé, que le premier ministre

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, chap. VIII.

Sidi Mousafer était impuissant à les aider à la cour golconde. Les Hollandais s'étaient attachés Sidi Mousacan, généralissime des armées golcondes, par une ample distribution de présents. Cette prodigalité avait changé les dispositions de la cour qui voulait maintenant résister aux prétentions des Français avec l'aide navale des Hollandais. Le gentilhomme français ajoutait qu'il était sans force pour contrebalancer la victorieuse diplomatie des Hollandais, n'ayant pas de présents à offrir, et se trouvait dépourvu d'amis à la cour. En août, comme pour confirmer les dires de Chateaupers, la nouvelle parvint que les armées golcondes étaient retournées à l'attaque de Saint-Thomas, pendant que les Hollandais hâtaient leurs préparatifs sur mer à Négapatam et Ceylan en vue d'investir la ville par mer. De la Haye avait voulu s'en remettre au hasard des combats, mais son désir venait de se retourner contre lui, comme une vengeance.

La longue agonie des Français à Saint-Thomas, entre août 1673 et septembre 1674 ne représente pas un siège, mais le blocus militaire et diplomatique de la ville par les forces combinées des Golcondes et des Hollandais avec l'alliance tacite des Anglais de Madras. Il y eut peu d'engagements ; les ennemis ne désiraient pas se mesurer avec les Français, mais seulement s'établir solidement autour de la ville, arrêter les vivres destinés aux assiégés, empêcher tout secours diplomatique jusqu'à ce que l'isolement et la faim aient accompli sûrement leur œuvre de destruction. En août, l'armée golconde assiégeait la ville. Dans le même mois, les Hollandais la bloquaient par mer. Le lent étranglement de la ville commençait. Aussi longtemps qu'il y aurait des vivres, les soldats combattraient, mais la faim est un puissant dissolvant, qui agit même sur la discipline militaire et, déjà, il y avait des désertions dans la garnison française. Qu'allait faire De la Haye ? Dans sa perplexité, il se souvint que l'Angleterre était l'alliée officielle de la France, aussi il en appela au gouverneur de Madras pour une alliance. Le gouverneur répondit que la si

tuation de l'Angleterre à Madras dépendait du bon vouloir de la cour golconde. Il ne pouvait donc risquer de la compromettre en se rangeant aux côtés des Français. De la Haye lui demanda au moins des vivres et de l'argent, lui promettant de lui rendre au centuple, le jour venu, provisions et argent. Le gouverneur répondit qu'il ne pouvait rien donner. Cependant, Deltor, l'abbé Carré et des pères capucins français étaient à Madras. Par eux, on reçut de petites quantités de blé et de beurre dans des bambous creux, jusqu'à ce qu'en octobre, le gouverneur s'y opposant, cet insignifiant ravitaillement fut arrêté. A la fin de l'année, la situation de la garnison française était désespérée (1).

Dans cette terrible situation, avec ses possibilités de ravitaillement complètement coupées au Nord, De la Haye, naturellement se retourna vers le sud. Le carnatic sud était encore préservé de toute tentative étrangère et l'influence hollandaise n'avait pas encore tenté de s'y exercer. Il comprenait les Etats de Madura, Gingi, Valgonde et Cochin. Quelques-uns, dans le passé, avaient fait montrer d'amitié envers les Français. D'autres, à cause de leur dépendance vis-à-vis de Bijapur, pouvaient être présumés hostiles à la cour golconde. S'ils pouvaient être persuadés de venir en aide aux Français, la situation de Mylapur, pensait De la Haye, pourrait encore être sauvée. En tout cas, l'entreprise méritait d'être tentée.

L'un de ces princes, en particulier, avait été autrefois très bon pour les Français. C'était Shere Khan Lodi, gouverneur en nom de Trichinopoly, mais en réalité à moitié indépendant. Lorsque les Français s'étaient établis à Masulipatam, Shere Khan avait invité Martin à venir sur ses territoires, lui offrant même Pondichéry. Quoique rien n'eût suivi cette offre, à cause de l'indifférence de Caron, De la Haye avait pris la précaution, lors du premier siège de Saint-Thomé, de se pourvoir contre les émergences futures en envoyant le Vendômois Boullanger de Lespinay s'assurer de l'amitié de Shere

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, chap. IX.

Khan. Ceci se passait en novembre 1672. En décembre, Lespinay avait rendu visite à Shere Khan Lodi en sa capitale de Valgonde. Il reçut du gouverneur un très chaleureux accueil. Shere Khan avait été grandement impressionné par les manières affables et le noble maintien du jeune Français. Lorsque Lespinay lui avait donné la lettre de De la Haye, Shere Khan, avec curiosité, lui avait posé de nombreuses questions au sujet de ce dernier et de Louis XIV, entre autres, combien d'épouses le grand monarque avait-il, car, parmi les princes mahométans, l'importance de la royauté se mesure au nombre des épouses d'un monarque. Les réponses de Lespinay avaient évidemment plu au gouverneur, car il offrit Pondichéry aux Français et fit tout ce qui était en son pouvoir pour réaliser le vœu de Lespinay qui était « de ce que les Français souhaitent avec passion, vivre en étroite union avec le roi de Visapour et lui particulièrement ». Comme la situation de Saint-Thomé avait empiré au cours de l'année 1673, les demandes à Shere Khan augmentèrent. En novembre, les instructions à Lespinay comportaient la demande au gouverneur d'une armée de 500 hommes pour aider à faire lever le siège, et, de plus, la liaison constante avec Shere Khan. Lespinay, s'étant plaint de ne pouvoir, en même temps s'occuper des affaires de Pondichéry et rester en contact avec Shere Khan, ceci décida De la Haye à envoyer Martin à Pondichéry en janvier 1674 (1).

Les instructions qu'emportait Martin en se rendant dans l'Inde du Sud, au commencement de 1674, nous permettent de jeter un coup d'œil sur la combinaison diplomatique que De la Haye échafaudait à cette époque. « Je fus chargé, dit Martin, de lettres pour le roi de Cochin, pour le second prince du Samorin... »

J'avais encore d'autres lettres pour le Naïque de Maduré, pour le duc du Gingy, et pour Chircam. Je devais tâcher de ménager un secours de troupes auprès de ces princes. » Comme

1. Boullanger de Lespinay, *Mémoires*.

tout cela nécessitait de l'argent, Martin emportait une lettre adressée au commis de la Trésorerie de la Marine qui était venu à Surat, lui enjoignant de remettre au porteur la somme de 70.000 livres. Une autre lettre de Baron aux marchands de Surat leur demandait de remettre à Martin une somme de 60.000 livres. De la Haye avait pour projet de lever, à l'aide des moyens financiers dont il disposait, toutes les forces militaires qu'il pourrait tirer des princes hindous de l'Inde du Sud, exploitant autant qu'il le pourrait leur hostilité envers la cour golconde. Nous avons déjà là l'idée de spéculer sur les événements politiques intérieurs du pays qui, plus tard, devait constituer le plus gros atout de la politique de Baron.

Martin arriva à Pondichéry le 14 janvier, animé d'un zèle extraordinaire. Il était anxieux de se réhabiliter aux yeux de De la Haye, après l'incident de Masulipatam. Il se mit immédiatement en route avec l'interprète portugais Antoine Cattel pour rejoindre Shere Khan Lodi à Valgonde. Pour impressionner par sa puissance le visiteur français, Shere Khan organisa une parade militaire à laquelle prirent part 300 cavaliers, 1.000 fantassins et 3 éléphants. Le matin suivant, s'ouvrirent les négociations. Martin demanda au gouverneur deux messagers de confiance, l'un pour porter les lettres au Zamorin, l'autre pour remettre aux autorités de Surat les lettres de crédit. En attendant cet argent, Martin demanda à Shere Khan de lui avancer une somme de 1.000 pagodes, ce que fit le gouverneur, moyennant un escompte de 5 %. La demande de troupes pour délivrer Saint-Thomé fut accueillie moins favorablement. Shere Khan expliqua qu'il n'avait pas l'argent suffisant pour lever des troupes mais qu'il ferait de son mieux lorsque l'argent sur lequel comptait Martin arriverait. Martin, alors, quitta Valgonde le 10 février pour retourner à Pondichéry par Tranquebar et Porto-Novo. La situation dans ces deux dernières villes était mauvaise pour les Français. Le gouverneur danois de Tranquebar refusa de vendre à Martin les matériaux nécessaires aux réparations du « Dili-

gent » resté à Porto-Novo, et poussant même son attitude à l'extrême, il avertit les Hollandais des intentions qu'avait Martin d'envoyer à De la Haye le bateau chargé de vivres. Tant et si bien que lorsque Martin arriva à Porto-Novo pour prendre le « Diligent », il trouva un vaisseau hollandais patrouillant dans le port. On lui dit qu'un autre vaisseau faisait le guet devant Pondichéry. Si l'on excepte, donc, l'aide financière venue de Shere Khan, Martin, vu la maîtrise des mers acquise par les Hollandais, avait peu fait pour aider De la Haye en janvier et février (1).

Plutôt que de rester désœuvré à Pondichéry, Martin s'en alla en mars 1674 trouver le gouverneur de Gingi ; Sidi Darvez, le ministre abyssin « de race cafre, noir et les cheveux crépus », reçut fort bien Martin, et lorsque celui-ci lui exposa les motifs de sa visite, fit toutes les promesses d'aide imaginables. Mais la grande question était : Combien les Français paieraient-ils cette aide ? — « Nous fûmes assez embarrassés à répondre, quoique nous eussions bien prévu cette demande », dit Martin. Car les Français, non seulement n'avaient pas d'argent à offrir, mais encore Martin n'avait aucun ordre de donner quoi que ce fût pour cette proposition d'alliance, excepté une vague promesse « de l'assister dans les conquêtes qu'il entreprendrait ». Que cette promesse signifiât quelque chose ou non, elle sert cependant à nous montrer que l'idée de s'immiscer dans les affaires intérieures des princes hindous s'était déjà frayé son chemin dans la diplomatie française. Quoi qu'il en fût, Sidi Darvez voulait des propositions positives et non de vagues promesses. Il demanda 50.000 pagodes. Martin, de son propre chef, en offrit 10.000, mais Darvez restant sur ses positions, les négociations s'arrêtèrent là. Il apparaissait donc clairement que les princes hindous du Sud « ne feraient rien moyennant qu'ils y trouvent leur compte » — découverte que Baron utilisa plus tard ! (2)

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 552-568.

2. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 573-578.

Pendant ce temps, De la Haye implorait du secours. Les princes carnatic ne donneraient rien et les Hollandais étaient maîtres des mers. En proie au plus extrême désespoir, Martin et Lespinay décidèrent de tenter un coup hardi. De nombreuses barques, chargées de grains, étaient à Porto-Novo. Il y avait en particulier un grand « paros » contenant une grosse cargaison de riz à destination de Ceylan. Sous le couvert de la nuit, Véron avec quelques hommes, sortit de la ville par un endroit désert, franchit la barre, surprit et désarma l'équipage. Tout cela fut assez facile. Le plus difficile était de passer à travers le blocus hollandais. On enjoignit au capitaine « en faisant voile de Porto-Novo, de passer au large de Pondichéry et hors de la vue du bâtiment hollandais qui y était mouillé, d'éviter Sadraspatam, et de venir mouiller la nuit hors de la vue de leurs navires qui étaient devant Saint-Thomé, faire voile sur les deux heures du matin, ranger la côte et venir mouiller à l'abri du Breton ». Cette manœuvre difficile fut exécutée avec succès et le 19 mars De la Haye recevait « plus de 120 milliers de riz blanc, un peu de riz en paille et d'autres grains. » La joie de la garnison affamée à ce secours inespéré fut si vive qu'« on fut aussitôt à la cathédrale chanter le *Te Deum* pour remercier Dieu d'un secours si à propos » (1).

Ce coup d'audace fut durement payé. Les Hollandais ayant découvert avec quelle maîtrise ils avaient été bernés, non seulement redoublèrent de vigilance sur mer, mais encore commencèrent à faire durement sentir la puissance de leur diplomatie sur tous les princes hindous du Sud soupçonnés d'être d'accord avec les Français. En avil, une ambassade fut envoyée au gouverneur de Gingi pour lui demander d'attaquer les Français de Pondichéry. On demanda aux marchands de Goudelour de s'engager par écrit à ne rien vendre aux Français et de ne conclure aucun traité avec eux. Comme Shere Khan ne semblait pas disposé à subir cette

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 580-583.

influence, les Hollandais prirent à Ceylan quelques-uns de ses bateaux pour le forcer, par ce moyen, à se déclarer contre les Français. Ainsi que le constate tristement Martin, « toute la côte était contre nous » (1). Le destin n'avait pas fini de s'acharner contre les Français.

En mai, les messagers envoyés à Surat revinrent les mains vides. Les marchands de Surat écrivaient que les fonds de la factorerie n'étaient pas suffisants pour satisfaire aux 60.000 livres, demandées par le Baron. La seconde lettre disait que Chevreuil, le commis de la Trésorerie de la Marine, avait quitté Surat et se rendait à Madras par Golconde. C'était pour les Français un coup terrible car, en une seule fois, tout leur crédit sur les princes carnatic s'évanouissait (2).

Ce fatal résultat devint bien vite tangible. En juin, Shere Khan reçut froidement Martin à Goudelour. Quand, à une visite suivante, à Porto-Novo, Martin demanda la permission de sortir la barque de la Compagnie de Pondichéry, Shere Khan refusa brusquement en disant que s'il agissait ainsi, il attirerait sur lui l'inimitié des Hollandais qui, dans l'état actuel des choses, refusaient à ses navires les passeports nécessaires. Le même mois, Martin apprit que les Hollandais faisaient d'énergiques préparatifs à Tevenepatam pour attaquer Pondichéry par mer, pendant que le gouverneur de Gingi, gagné par des présents golcondes et hollandais, allait attaquer la ville par terre. On put seulement obtenir de Shere Khan l'envoi de 100 cavaliers et 100 fantassins pour défendre la ville (3).

Pendant juillet et août, la situation de Martin à Pondichéry devint vraiment pitoyable. Shere Khan, pris par une guerre contre Madura, avait retiré la garnison de Pondichéry. Les Français n'avaient plus la possibilité de subsister et Shere Khan, doutant de leur crédit, refusa de leur avancer quoi que ce fût, même la plus petite aumône.

1. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 600-603, 614.

2. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 616-617.

3. Martin, *Mémoires*, p. 624-630.

Le pire de tout cela était l'impuissance de Martin à communiquer avec De la Haye, tout le pays, au nord, étant jalousement surveillé par les Hollandais. De la Haye avait espéré beaucoup des princes carnatics, mais il avait compté sans les Hollandais. Leur influence sur les petits princes hindous du Sud appuyée par l'invincible puissance du porte-monnaie, était plus qu'une rivalité pour les Français, non soutenus par des ressources financières.

L'inévitable conséquence de l'échec de Martin à Pondichéry fut la perte de Saint-Thomé qui, en septembre 1674, se rendit aux Hollandais.

* * *

Dans la série des échecs qui marquèrent l'expédition de Colbert conduite par De la Haye, la capitulation de Saint-Thomé fut la plus décisive. Elle marque l'ultime et complète défaite de la politique qui consistait à vouloir acquérir des postes commerciaux aux Indes, pour la Compagnie, par l'éviction rigoureuse des Hollandais, avec l'aide des Hindous. Des forces militaires furent envoyées aux Indes, dans les années suivantes. Celles de De la Haye furent les plus puissantes. Les autres ne furent certainement pas envoyées dans le même but. L'échec de Saint-Thomé marque, en quelque sorte, l'abandon de l'idée d'acquérir, par la force, des postes fortifiés aux Indes.

Il est intéressant de passer brièvement en revue les événements survenus au cours des deux dernières années, non seulement pour examiner les causes des échecs français mais encore pour mettre en lumière les leçons que les Français et les pouvoirs indigènes avec lesquels ils furent en contact, purent tirer de leurs relations durant cette période. Les expéditions à Cochin et Ceylan n'échouèrent pas par manque de sympathie de la part des princes indigènes régnant sur ces Etats, ni par manque de coopération. Le Zamorin ne désirait rien

autant que l'alliance française, et quoique les Français aient peu fait pour se concilier le roi de Candie, il donna certainement aux Français toute l'aide en hommes et vivres dont il pouvait disposer. Si cette aide ne fut pas plus importante, les Français n'avaient à s'en prendre qu'à eux, car ils ne firent pas connaître leur venue au roi de Candie d'une façon aussi précise qu'ils l'auraient dû. Les Français n'échouèrent par sur la côte de Malabar par carence de leurs alliés indigènes. Ils échouèrent simplement parce qu'ils laissèrent voir à leurs plus cruels ennemis leurs intentions de les attaquer. Lorsqu'arriva le moment de l'inévitable combat, l'amiral français était hésitant et indécis. Par contre, les Hollandais, comprenant que leur existence commerciale aux Indes était en jeu, agirent avec vigueur et promptitude. Ce n'est pas une excuse de constater l'ignorance de De la Haye quant à l'état de guerre survenu entre la France et la Hollande, ou la présence à ses côtés du diabolique Caron. Le but avoué de l'escadre de Perse n'était pas de cajoler les Hollandais mais de les briser. De la Haye ne pensait sûrement pas qu'il avait été envoyé aux Indes, à la tête de 7 bateaux et 2.100 hommes, pour persuader aux Hollandais de quitter Malabar et Ceylan. Et cependant, lorsque vint le moment d'agir, il se comporta comme s'il le croyait. Il ne détruisit pas la suprématie hollandaise sur mer, lorsqu'il en eut l'occasion, et cette faute de tactique fut cause de sa ruine. Il n'est pas juste de blâmer, ainsi que le firent De la Haye et Martin, le roi de Candie qui, faute de combattre directement les Hollandais, fit tout ce qui était en son pouvoir pour aider l'escadre française.

L'agression contre Saint-Thomé diffère cependant de tout le reste. Les Français furent, là, entraînés à une agression contre la cour colconde, qu'ils n'avaient jamais méditée au début de l'expédition. Mais lorsque la faute initiale d'attaquer la ville et de la prendre fut enfin commise, il était facile aux Français de négocier sa possession pacifique. La situation

politique et diplomatique de l'Etat de Golconde leur était favorable. Et même, lorsque, les unes après les autres, les occasions passèrent à portée de De la Haye, il refusa de les saisir, parce que, en soldat qu'il était, il dédaignait les sentiers tortueux de la diplomatie. Martin entrevit parfaitement toutes ces opportunités, mais il était alors quantité négligeable et ne pouvait pas marcher sur les brisées du Vice-Roi, même s'il en avait eu envie. Pendant que De la Haye berçait ses scrupules à faire des cadeaux, — ce qui l'honorait, — la chance ondoyante avait fui. Les Hollandais reconquirent leur ascendant diplomatique sur la cour golconde, et le blocus de Saint-Thomé en fut l'inévitable résultat.

Mais une fois ce blocus établi, De la Haye redevint le soldat qu'il était en réalité, et prouva sa valeur, non seulement en défendant la cité contre des forces supérieures en nombre, mais encore en essayant de former une coalition militaire de l'Inde du Sud contre ses ennemis. Malheureusement il ne pouvait rien faire que de prolonger l'agonie de la garnison assiégée. Même si les princes de l'Inde du Sud n'avaient pas été égoïstes — ce qu'ils étaient sans aucun doute — les Français, par l'ironique contretemps survenu à Chevreuil, furent démunis d'argent, lorsque l'argent seulement pouvait cimenter la coalition du Sud.

Le bilan de la Compagnie en 1674 accusait plus de pertes que de gains. Après de considérables dépenses d'argent et de vies humaines, qui devaient affecter plus tard le crédit de la Compagnie, les Français avaient perdu Saint-Thomé et n'avaient gagné ni Allicot ni Trinquemali. D'un autre côté, cependant, ils avaient acquis un poste de commerce à Pondichéry sous la dépendance de Shere Khan, avec l'amitié intéressée de ce gouverneur. S'ils ne s'étaient pas acquis le bon vouloir de la cour golconde, ils avaient au moins gagné sa respectueuse considération. Quoique Saint-Thomé fût perdu, la réputation militaire de la France avait remporté une incontestable victoire. La cour golconde, grandement im-

pressionnée par les qualités de soldat des Français, reçurent à bras ouverts les déserteurs, qui devinrent plus tard la terreur du roi et de son ministre Mahaduna Punt. Et le message que le roi de Golconde fit parvenir à De la Haye après la capitulation de Saint-Thomé est inoubliable :

« O grand capitaine, qui es signalé par toutes les Indes pour le plus brave homme du monde par les belles actions que tu as faites, je te conjure de venir à Golconde recevoir le prix de tes grands mérites. Viens-y donc avec les troupes qui te restent, je te donnerai le premier gouvernement de mon royaume et te ferai généralissime de mes armées. Je te donnerai 50.000 pagodes par an pour tes appointements, et tous les honneurs et privilèges dus à cet emploi qui est le premier de mon royaume. J'espère qu'en t'ayant, je viendrai à bout de tous mes ennemis et que je deviendrai le plus grand roi du monde. Remets la ville entre les mains des Hollandais, tu en trouveras une autre ici plus considérable, que, si tu ne veux point accepter l'offre que je te fais et que tu veuilles retourner en France, faisons la paix ensemble avant ton départ. Il ne tiendra qu'à toi que cela se fasse, car, pour moi, j'y consens volontiers (1) ».

1. Bellanger de Lespinay, *Mémoires*.

CHAPITRE III

Recherche de postes territoriaux par une politique d'entente, d'intervention et de services rendus, conçue par Baron (1675-1677)

I. — L'EXPÉDITION DE DE LA HAYE. RECHERCHE DE POSTES TERRITORIAUX.

L'échec de l'expédition de De la Haye laissa les agents de la Compagnie aux Indes plus que jamais convaincus de la nécessité absolue d'avoir des postes territoriaux. Les théories passées avaient longuement affirmé que les factoreries, — loges temporaires sous l'autorité territoriale d'un étranger — étaient exposées à la tyrannie intérieure et aux attaques brusques du dehors. Des expériences récentes avaient surabondamment illustré cette théorie. Surat avait été attaqué et pillé deux fois par Shivaji en l'espace de six ans. La factorerie de Masulipatam avait toujours vécu sous le joug des gouverneurs golcondes. Y avait-il besoin d'autres arguments, nouveaux ceux-là, pour renforcer la théorie des postes indépendants ? Il y avait l'expérience de l'escadre de De la Haye. L'escadre avait été forcée de mouiller dans des ports étrangers et de sacrifier de bons bateaux simplement parce qu'elle manquait de ce qui était, vu les conditions de la navigation maritime à cette époque, une nécessité absolue : « un établissement général où l'on peut caréner, réparer et être en place.

en sûreté, et hors de tout danger, à l'abri de tous les vents » (1). Il n'est pas étonnant qu'après cette récente expérience confirmant les théories passées, la recherche de postes territoriaux ait continué à hanter les esprits et à modeler la diplomatie des agents de la Compagnie aux Indes.

L'échec de l'expédition conduite par De la Haye produisit, par contre, sur Colbert et les Directeurs de la Compagnie en France, un tout autre effet. Le découragement d'avoir échoué leur fit paraître chimérique de continuer plus longtemps à essayer de conquérir des territoires. Les pertes matérielles de l'expédition donnèrent le coup de grâce à leur crédit et leur rendit impossible de financer aucune tentative faite par leurs agents aux Indes, pour s'assurer des territoires. La Compagnie royale française, ainsi que nous le savons, au départ était constituée comme une société par actions, patronnée par l'Etat. Une partie de ces actions était entre les mains du roi et des courtisans, le reste entre les mains de particuliers ou d'associations commerciales. Le capital souscrit n'avait pas été versé en entier mais les sommes encaissées avaient été largement dépensées. Une partie avait servi à l'installation initiale des factoreries, mais la plus grosse part avait fondu à Madagascar et dans l'escadre de De la Haye. En 1675, le capital de la Compagnie était réduit à sa plus simple expression, son crédit pratiquement inexistant, et son commerce ruiné par la guerre avec la Hollande. Il arriva donc qu'au moment où ses agents étaient le plus convaincus de la nécessité d'acquérir des postes territoriaux, la Compagnie n'avait jamais été aussi peu capable de les aider financièrement.

Tous ces malheureux résultats, quoique influençant les directeurs en France, n'embarrassèrent pas sérieusement la politique des agents de la Compagnie aux Indes, jusqu'en 1667. Et, dans l'intervalle, avec les pauvres moyens dont il disposait, François Baron avait déjà mis à exécution un nouveau

1. Caron à Colbert, 4 juillet 1672. A. C. C² 62, f. 158.

moyen d'acquérir des concessions territoriales aux Indes. Ce moyen différait de la politique armée — brutale et coûteuse — déjà essayée par De la Haye. Nous allons donc porter toute notre attention sur cet homme remarquable.

II. — FRANÇOIS BARON ET SA POLITIQUE.

François Baron, à qui maintenant était dévolue la direction des affaires de la Compagnie aux Indes, était, à l'origine, entré dans la carrière diplomatique, comme résident français à Alep. Lorsque Caron désira un moyen de liaison plus rapide que la voie maritime pour rester en contact avec l'escadre de Perse, ce fut Baron qui suggéra à Colbert l'idée de l'itinéraire terrestre par Alep, Diarbakir, Mossoul et Bagdad. Les principaux agents de liaison avaient été les pères français et les missionnaires résidant dans ces villes. En 1669, Baron avait offert ses services à Colbert, en pensant à la Compagnie royale française aux Indes. Colbert le nomma directeur en remplacement de De Faye, mort cette année-là. Baron était donc allé à Surat en compagnie de Gueston et Blot, puis il avait été appelé par De la Haye sur la côte de Coromandel en 1672. Il était à Saint-Thomas durant le second siège, puis était passé à Madras après la capitulation de Mylapur. La direction suprême des affaires de la Compagnie aux Indes était passée entre ses mains après la mort de Gueston survenue en 1673.

Tous les documents que nous pouvons consulter insistent sur ce fait, que Baron dut être un homme séduisant et sympathique. La plus grande partie de son charme est certainement due au fait que Baron appartenait à un monde différent du nôtre, un monde dans lequel la vie, en quelque sorte, est plus digne de prix parce qu'ennoblie et sanctifiée par un solide attachement à la personne d'un monarque. Nous possédons un frappant témoignage de la ferveur monarchiste de

Baron : « Ne croyez pas — écrit-il au général golconde Chinapaly Mirza — que notre maître soit comme la plupart des autres princes. Il n'aime ni ne connaît que l'honneur, que la gloire et que la justice, et règle toutes ses actions sur ce principe... La coutume des Français est de perdre plutôt le bien et la vie même que de manquer de parole » ! Que ce solide attachement à la monarchie ait inspiré à Baron, pendant toute sa vie, un singulier esprit d'exclusif dévouement au devoir, cela n'est pas fait pour nous étonner. Nous sentons que sous la monarchie le devoir était, non une impulsion venue du dehors, mais un sentiment inexorable d'obligation, venu du plus profond de soi-même. Par contre, ce qui est surprenant, c'est, qu'animé de cette force de dévotion, Baron était incapable d'orgueil ou de prétention. Il montrait dans son obéissance aux ordres reçus la simplicité d'un enfant. Lorsqu'il fut appelé à Saint-Thomé, De la Haye avait laissé des ordres pour que Baron ne fût pas admis à entrer dans la ville, avant son retour de Masulipatam. Un autre aurait été indigné à cette insulte implicite, lui ne le fut pas. Il resta jusqu'au bout sur le « Saint-Jean de Bayonne ». Il resta même lorsque le navire fut attaqué par une escadre hollandaise qui passait. « Il se faisait un plaisir de suivre jusqu'à la fin les ordres de M. De la Haye » ! Aussi intéressante que l'étude de l'homme puisse être, nous avons, avant tout, à nous occuper du diplomate et du créateur d'une politique nouvelle. Les qualités qui nous frappent le plus dans cet ordre d'idées sont : l'activité vraiment française de son cerveau, la pénétration et l'étendue de ses conceptions politiques, et sa capacité d'appliquer ses connaissances politiques à une fin pratique.

Baron est le premier Français capable de nous donner quelque chose comme une complète et intime vue d'ensemble de la situation politique aux Indes, au *xvii^e* siècle. Etant à

1. Réponse de Baron à Chinapaly Mirza. A. G. C² 63, f. 267.

2. Martin, *Mémoires*, vol. I, p. 492.

Surat, par conséquent bien placé pour surveiller le déroulement des événements, il a résumé, dans ses lettres à Colbert, écrites en termes familiers mais cependant inoubliables, l'essentiel de la situation politique de l'Inde à cette époque. Il parle de l'empire mongol en proie à la folie, « où il y a, à ce qu'on assure, 50.000 hommes soulevés qui brûlent et qui pillent partout où ils passent » (1) ; les dissensions de l'empereur avec ses fils : « Le prince gouverneur d'Aurangabad (Sultan Muazzam) partit, il y a vingt jours de Berhampore... pour se rendre à la cour. On ne sait s'il y est allé pour secourir son père ou pour le détrôner ; » la déloyauté des gouverneurs impériaux : « Le bruit est ici depuis deux jours que le Grand Mongol a changé la plupart des gouverneurs de places considérables de ses Etats » (2). Puis, jetant un coup d'œil sur l'Etat de Golconde, il note la mort du roi et l'avènement de Nazim Mirza « qui s'est déclaré roi au préjudice d'un des fils du Mongol » ; la menaçante présence de Shivaji qui est entré dans ce royaume-là avec une grande armée, nonobstant le temps des pluies et un peu plus tard que « Shivagy s'est accommodé avec le nouveau roi de Golconde, moyennant deux millions de roupies qu'il lui donnera tous les ans » (3) ; venant enfin à Surat même, il note que « Mor Pandit tient ce peuple ici dans de continuelles alarmes... Toutes les portes de la ville sont murées, la garde est double partout, mais le gouverneur, par une précaution digne de son courage, a fait mettre au pié du château du costé de la rivière 6 bons bateaux pour s'y jeter dedans et s'enfuir à Barochia quand il verra l'ennemi près des murailles de la place » (4). Voici, enfin, une description complète de l'Inde vers 1675 — l'empire mongol en proie à la guerre civile au dedans, à l'attaque de pillards, au dehors, les Etats pathans à leur déclin, envahis par Shivaji, le capitaine maharatte augmentant sa puissance aux dépens

1. Baron à Colbert, 18 juin 1672. A. C. C² 62, f. 127-128.

2. Baron à Colbert, 25 juillet 1672. A. C. C² 62, f. 139-141.

3. Baron à Colbert, 3 juillet 1672. A. C. C² 62, f. 131-133.

4. Baron à Colbert, 25 juillet 1672. A. C. C² 62, f. 139-141.

de ses voisins. D'autres Français, avant Baron, avaient souligné l'un ou l'autre des aspects de la situation politique hindoue, à ce moment. Mais aucun d'eux n'avait rassemblé tous ces aspects en une complète peinture, et certainement aucun d'eux n'avait formulé quelque chose ressemblant à un précepte par lequel le présent désordre saurait être tourné en avantage. Baron fut le premier Français à le faire : « L'Hindoustan, dit-il, est étrangement brouillé, je ne vois pas qu'il y eût de danger de nous assurer de quelque poste », ajoutant à la hâte qu'il ne sera pas très précis, craignant que sa lettre n'atteigne pas Colbert ! Mais, en réalité, il n'aurait pas pu l'être davantage. Car dans cette phrase riche de sens, Baron nous montre qu'il a clairement envisagé toutes les possibilités ouvertes par la situation politique des Indes à la prospérité commerciale dans ce pays.

La politique qu'il était en train de construire sur cette découverte fut, sans doute, élaborée plus tard. Ainsi que nous le verrons, elle n'avait pas été essayée depuis deux ans qu'elle devait être brusquement interrompue à cause des événements domestiques survenus aux Indes, et surtout à cause de l'impuissance financière de la Compagnie en France. La politique de Baron, tout en se proposant les mêmes buts commerciaux que celle de Colbert, en différait matériellement par les procédés et les méthodes qu'elle utilisait. En visant l'expulsion des Hollandais aux Indes, avec la sympathie et l'aide des indigènes, la politique de Colbert s'inquiétait d'abord des Hollandais, et seulement ensuite des princes hindous. Par contre, la politique de Baron, s'appuyant sur une soigneuse étude des conditions intérieures du pays, tenait compte avant tout des princes indigènes et laissait tout à fait de côté les Hollandais. Colbert faisait confiance surtout aux méthodes de forces et d'armements, tandis que Baron comptait sur l'entretien vigilant des relations politiques et diplomatiques avec les princes hindous. La politique de Colbert ne s'inquiétait

1. Baron à Colbert. A. C. C² 62, f. 127-128.

que des intérêts français. Baron pensait que c'était seulement en servant les intérêts des Hindous régnants que les Français pourraient avancer leurs affaires. Colbert recommandait la brutale saisie des postes par la force armée. Baron préconisait la lente conquête des concessions commerciales en gagnant l'amitié de quelque prince hindou dont on favoriserait les ambitions et qu'on aiderait militairement et financièrement. La politique de Colbert était une introduction aux Indes des brutales méthodes impérialistes d'occident. Celle de Baron était un produit indigène, né d'une étude attentive des conditions domestiques du pays. Il voulait, certes, s'assurer des avantages, mais il voulait encore les tenir de la raison, de la bonne volonté des princes indigènes et d'un échange de bons et loyaux services. Baron, en vérité, fut le Dupleix du xviii^e siècle, sans, malheureusement, être favorisé par les conditions politiques dans lesquelles Dupleix travaillera, et sans des ressources comparables aux siennes.

III. — NÉGOCIATIONS DE BARON POUR LA RÉTROCESSION DE SAINT-THOMÉ AUX FRANÇAIS.

Après la reddition de Saint-Thomé, Baron se dirigea vers Madras, pendant que Martin allait reprendre son poste à Pondichéry. Il était entendu qu'aussitôt le « Diligent » réparé et envoyé à Madras, le Directeur général rejoindrait Pondichéry, ce qui ne fut fait qu'en décembre 1675, et Baron fut obligé de rester à Madras jusqu'à cette époque.

Il n'était pas depuis trois mois à Madras qu'un événement intéressant se produisit à Saint-Thomé, offrant à Baron un champ d'action à ses capacités de diplomate. Après la reddition de la ville, China Paly Mirza, le général golconde, avait reçu du roi l'ordre de raser la forteresse de Saint-Thomé. Cette étrange décision avait son origine dans une démoniaque suggestion des Hollandais qui, ne se sentant pas à même de

garder la ville pour eux, voulaient supprimer dans tous les cas l'éventualité de la voir retomber entre les mains des Français. China Paly, cependant, discuta avec le roi de Golconde. Il démontra au roi que s'il entraînait dans ses intentions d'enlever à la forteresse son caractère d'ouvrage militaire, il pouvait le faire sans la détruire, mais simplement en la vendant aux Portugais qui avaient toujours désiré la posséder de nouveau, et qui n'en feraient pas, comme les Hollandais ou les Français, mauvais usage. Le roi de Golconde finit par se rendre aux raisons de China Paly. China Paly, vénal comme tous les généraux golcondes, ne s'en tint pas là et pensa qu'il pouvait faire un pas de plus en proposant la vente de Saint-Thomé, non aux Portugais comme il l'avait dit à son maître, mais aux Français. Il escomptait que les Français ayant bien plus besoin de la ville, en donneraient naturellement un meilleur prix, et China Paly, en qualité d'intermédiaire, pourrait toujours revendiquer une récompense pour avoir conduit à leur avantage cette difficile transaction. Il entama donc les négociations avec Nicolas Correa Madouly, un Portugais résidant à Saint-Thomé et grand ami des Français. Il lui demanda d'en parler à François Baron. En entendant les propositions de China Paly, Madouly souleva naturellement des objections. Si China Paly avait reçu l'ordre de vendre la ville aux Portugais, que dirait le roi de Golconde en apprenant que Mirza se disposait à la vendre aux Français ? La réponse de China Paly est intéressante à citer : « Puisque j'ai déjà contrarié le roi sur trois lettres qu'il m'a écrites de faire rompre la ville, je suis certain qu'il ne prendra pas en mauvaise part si je lui écris qu'il vaut mieux traiter avec les Français qu'avec les Portugais. » (1). En un mot, China Paly essayait de convaincre Madouly que plus sa désobéissance était grande, plus il avait de chances de succès. En fait, le général golconde faisait fond sur sa désobéissance aux ordres,

1. Mémoire contenant l'entretien de Chinapaly Mirza avec Nicolas Correa Madouly. A. C. C² 62, f. 259-261.

en soulignant que « comme le roi était passionné contre les Français », il était tout normal que les Français donnent un plus gros prix, surtout si, comme le prétendait Madouly, ils désiraient non seulement la forteresse, mais encore la ville elle-même.

Baron aurait dû être très heureux des propositions de China Paly exposées par Madouly. Personne n'avait plus cruellement senti que lui la perte de Saint-Thomé. La perte lui avait semblé d'autant plus grande qu'il estimait sincèrement que la ville était « un des postes les plus avantageux pour toutes choses, qui soit dans les Indes » (1). Il y avait là, pensa Baron, une chance unique de reprendre la ville en l'achetant, méthode comparativement simple. Mais, règle générale, dans un marché, on demande toujours plus qu'on ne veut réellement obtenir. Quoique l'intérêt commandât de s'assurer Saint-Thomé, l'honneur exigeait qu'on n'en prit pas possession avant d'avoir fait oublier les torts passés. Baron avait suffisamment côtoyé la faiblesse politique de la cour golconde pour comprendre qu'amené par la médiation de China Paly à acheter Saint-Thomé, il serait aussi tenu de réparer les torts passés. Il informa donc China Paly qu'il ne se prêterait à aucune négociation sans que certaines conditions fussent remplies. Elles étaient les suivantes :

1^o Le roi de Golconde, dans une ambassade envoyée à Louis XIV, exprimerait ses regrets pour l'assassinat de Mal-fosse, le chef français de la factorerie de Masulipatam, pendant le second siège de Saint-Thomé.

2^o Mahomed Reza, le gouverneur responsable de l'outrage, serait puni comme il convenait, et complet dédommagement serait donné pour la mise à sac de la factorerie.

3^o Possession complète de Saint-Thomé et de ses dépendances serait donnée aux Français sans préjudice d'une large permission d'établir leurs factoreries partout où il leur plairait sur le territoire golconde (2).

1. Baron à Sa Majesté, 20 sept. 1674. A. C. C² 62, f. 254-255.

2. Mémoire de M. Baron à Chinapaly Mirza. A. C. C² 62, f. 263-264.

Pour China Paly, toutefois, le point essentiel n'était pas les conditions qu'il acceptait tout de suite, mais le prix donné par les Français pour acquérir la ville. Lorsque Madouly revint rapportant la réponse de Baron, la première question de China Paly fut pour le prix. La réponse de Madouly est amusante dans son obscurité voulue : « A l'égard de vous et de ceux qui travaillent avec vous pour cette affaire, M. le Directeur général prétend vous reconnaître particulièrement, et à eux aussi, et que vous en seriez contents, sans que cela eût rien de commun avec ce que vous devez espérer de l'Empereur de France » (1). Ce verbiage eut le don d'irriter China Paly qui écrivit à Baron une lettre brutale dans laquelle il lui demandait quel prix il comptait offrir pour Saint-Thomé. A cette question sans détour, Baron ne pouvait répondre ; il n'avait ni les moyens, ni d'ordres de Colbert pour traiter. Il répondit à China Paly, lui demandant de se souvenir des dépenses et des ennuis passés que les Français avaient eus à supporter. Il lui montrait les avantages futurs que la cour golconde récolterait si les Français revenaient à Saint-Thomé. Mais Baron savait que l'argument de bénéfices imprécis, encore à venir, ne serait pas du goût de China Paly ; aussi après de nombreux marchandages, Baron s'inclina devant le montant de la somme fixée par China Paly, c'est-à-dire 10.000 pagodes.

Les négociations étant entrées dans leur troisième phase entre China Paly et la cour golconde, Baron eut quelques mois à lui. Nous le trouvons passant le temps avec toute l'impatience d'un enfant attendant le jouet promis. Un jour, il écrit à De la Haye pour lui dire où en sont les négociations. Dans le feu du récit, il retrace la manière dont les déserteurs français à la cour golconde, fatigués d'attendre l'arriéré de leur solde, ont surpris Mahaduna Punt et pendant que « deux se saisirent des rênes du cheval qu'il montait, trois lui ap-

1. Réponse de Chinapaly Mirza à la lettre de M. Baron. A. C. C² 62, f. 264.

puyèrent leur fusil à l'estomac... et tous, d'une voix, crièrent qu'ils voulaient de l'argent... Le roi qui vit toute l'action avec le sourcil froncé, dit que les Français sont d'étranges gens, vivre ou mourir leur est égal. Ils ne souffrent rien que ce qu'il leur plait à souffrir » (1). A d'autres moments, nous le voyons s'inquiétant de savoir comment il payerait à China Paly la somme stipulée. Dans son anxiété, il engage les pères français de Madras, aussi avides que lui du retour de Saint-Thomé, à se réunir en un congrès ecclésiastique, pour souscrire parmi eux une somme destinée à l'achat de la ville (2).

Vers janvier 1675, un pas considérable avait été fait dans la marche des négociations. Un message fut dépêché par China Paly à la cour golconde, pour exposer au roi cette délicate question, et obtenir son consentement à la vente. Les lettres de Baron à Colbert, à cette époque, trahissent son anxiété, il exprime sa crainte que les Hollandais, venant à connaître les négociations, ne les contrarient. Tremblant d'appréhension, il écrit que « Si Sa Majesté eût la bonté de faire promener encore une escadre, les choses s'exécuteront sans peine (3). » Le 20 février, le message de China Paly revenait, avec une réponse résolument défavorable. Cinq jours plus tard, China Paly se mettait lui-même en route pour se rendre à la cour golconde. Il voulait conclure l'arrangement dont dépendait sa propre fortune aussi bien que les bénéfices de la Compagnie. Il n'était pas encore éloigné de son point de départ, qu'il rencontra le courrier du roi, envoyé de Golconde, porteur d'une lettre pour le général, rédigée en termes obscurs : « Pour tous les négoes que vous savez, leur heure viendra et je mènerai tout à bien. » (4). Les explications verbales du courrier étaient plus explicites. Mahaduma Punt, le ministre brahmane, était tout puissant à la cour golconde. Les Hollandais l'avaient gagné par une ample moisson de

1. Baron à De la Haye, 14 déc. 1674. A. C. C² 62, f. 271-279.

2. Mémoire du Conseil Ecclésiastique. A. C. C² 62, f. 310.

3. Baron à Colbert, 23 janvier 1675. A. C. C² 62, f. 312-313.

4. Baron à Colbert, 23 déc. 1675. A. C. C² 62, f. 318-324.

présents, et, là-dessus, la démolition de Saint-Thomé avait été décidée. Ainsi que le dit Baron dans une lettre à Louis XIV, « Les présents que les Hollandais ont fait au roi de Golconde et l'argent qu'ils ont dépensé à la cour de ce prince l'ont em-



porté sur le crédit de China Paly Mirza » (1). Mais déjà Baron avait été attiré sur une autre piste, et son esprit chercheur et toujours en éveil scrutait maintenant les possibilités ouvertes par l'Inde du Sud. C'est d'ailleurs ce que nous allons examiner maintenant.

1. Baron à Sa Majesté, 24 déc. 1675. A. C. C² 62, f. 325.

IV. — ETAT POLITIQUE DU CARNATIC.

A cette époque, le Carnatic était divisé en deux, du point de vue politique. Ces deux divisions correspondaient à l'ordre nouveau imposé par les royaumes pathans et à l'ordre ancien survivant à la ruine de l'empire Vijayanagar. Le haut Carnatic, c'est-à-dire le pays situé au-dessous de la Krishna, formait, en théorie du moins, une partie administrative des royaumes de Bijapur et Golconde. En fait, elle était sous l'autorité de gouverneurs venus de ces Etats, mais à demi-indépendants. Leur chef était Nazir Mahomed, dont la capitale était Gingi, Shere Khan Lodi dont la capitale était Valgonde, et Venkaji qui tenait le pays autour de Bangalore Cera et Ouscotta. Le bas Carnatic, région du sud de la Cauveri, était sous l'autorité du Naik de Madura, qui revendiquait encore un droit de suzeraineté sur ses voisins, les Naiks de Tanjore, à l'est, Maravas au sud et Travancore à l'ouest. Mysore, au nord-ouest, était la plus importante survivance du royaume de Vijayanagar en haut Carnatic. Les Etats malabars du Canara sud, Calicut et Cochin, sur la côte ouest, n'avaient jamais pris part aux combinaisons politiques du Carnatic proprement dit, aussi on peut logiquement les exclure de cette énumération. Le groupement des Etats carnatics ne reposait pas sur un principe religieux ou politique, mais seulement sur une ambition prédominante ou sur l'intérêt politique du moment. Martin note cela dans ses mémoires, quand il parle de la façon facile et gaie dont « les petits souverains de ces quartiers » ont rompu et renoué dix fois des alliances qu'ils avaient faites les uns avec les autres et ensuite les uns contre les autres... toutes leurs entreprises cependant, n'aboutissant qu'à la prise de quelques aldées, ou l'attaque de quelques pagodes fortifiées, sans en venir à une décision » (1). Pendant les deux années durant lesquelles Martin surveillait

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 6-7.

la situation, il nota des velléités de la part des Etats mahométans du Nord, avec ou sans l'aide de Mysore, d'intriguer contre le naïquate hindou de Madura, au sud. Pendant ce temps, Madura, aux rares intervalles où il était livré à lui-même, cherchait à consolider son autorité sur Travancore, Tanjore et Maravas.

A la tête de ces turbulentes combinaisons, se trouvait l'ambitieux gouverneur de Bijapur : Shere Khan Lodi. Si nous faisons dans les mémoires de Martin une inquisition prudente, nous voyons que, de toute évidence, Shere Khan Lodi formait l'ambitieux projet de grouper tous ses proches voisins au Nord, en vue d'une attaque contre Madura, dont il désirait apparemment annexer les territoires, avant de procéder à de nouvelles conquêtes, dont il caressait secrètement l'idée. Shere Khan Lodi n'était pas seulement le suzerain immédiat des Français, mais encore le créancier de la Compagnie, Martin lui ayant emprunté de l'argent, à la fin du siège de Saint-Thomé, trop tard malheureusement pour être d'aucun secours à la ville assiégée. Quoique Shere Khan, ainsi que nous l'avons vu, eût seulement aidé les Français dans un but intéressé, en surveillant les avantages qui pourraient résulter de cette aide, il était pourtant le seul prince à avoir témoigné quelque amitié aux Français dans les jours sombres du siège de Mylapur, et ni lui, ni les Français ne l'oubliaient. Cette vieille association allait les placer côte à côte, dans les événements qui allaient se dérouler dans la politique carnatic.

V. — LA POLITIQUE DE BARON MISE EN PRATIQUE. ALLIANCE AVEC SHERE KHAN LODI.

Baron arriva à Pondichéry en janvier 1675. Deux mois plus tard (mars 1675), Shere Khan lui écrivit pour lui demander d'envoyer quelques Français pour assister à une entrevue qu'il allait avoir à Porto-Novo avec le gouverneur de Gingy.

Shere Khan, qui n'avait pas abandonné l'idée d'attaquer le Naik de Madura, voulait impressionner Nazir Mahomed dont il briguait l'alliance par l'idée qu'il avait les Français derrière lui. Baron se rendit à sa requête et lui envoya « 1 sergent à la tête de 20 hommes, soldats et matelots, et 50 lascarins, qui furent joindre Chir Kam à Goudelour et qui le suivirent à Porto-Novo. Ils y restèrent pendant le séjour que ces deux seigneurs y firent et retournèrent ensuite à Pondichéry, fort satisfaits des bons traitements qu'ils avaient reçus » (1).

Le mois suivant, en avril, Shere Khan demanda une entrevue à Baron. L'un et l'autre étaient intéressés à se voir, Shere Khan à cause des ambitieux projets qu'il méditait, Baron parce qu'il avait besoin d'alliés qui éventuellement l'aideraient à trouver des postes territoriaux. La rencontre eut lieu à trois milles de Gondelour. Baron s'y rendit en palanquin, escorté par 5 ou 6 Français à cheval, précédé d'une garde de 20 hommes et suivi de 100 lascarins. De son côté, Shere Khan y vint accompagné de son fils aîné, Ibrahim Khan, et de 2 de ses oncles. Sa suite comprenait, ainsi que l'évalue Martin, 500 cavaliers, 1.500 lascarins, et 2 éléphants, tandis que Baron, dans sa lettre à Colbert, en décrit exactement le double. La cérémonie fut aussi impressionnante que l'escomptait Shere Khan. Lorsqu'arrivés à six pas l'un de l'autre, Baron descendit de son palanquin pour offrir ses civilités au gouverneur, Shere Khan alors monta sur son éléphant, Baron fut hissé sur un autre, et les deux chefs accompagnés de leur grouillante escorte, entrèrent à Goudelour. Shere Khan logea son visiteur dans un bâtiment somptueux qu'il avait récemment fait ériger et traita Baron, pendant les quatre jours qu'il resta à Goudelour avec un sens de l'hospitalité très caractéristique de la race hindoue (2). Ce qui nous intéresse, en tout cas, ce n'est ni la magnificence de la réception, ni le nombre et la valeur des cadeaux faits par Baron, que

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 13.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 17-18.

Martin évalue à l'imposant total de 10.000 roupies, mais bien les conversations qui eurent lieu entre les deux chefs. Baron nous en donne un compte rendu complet dans la lettre écrite à Colbert. En lisant cette lettre, on se demande franchement lequel des deux chefs en présence à Goudelour était le plus grand diplomate, Shen Khan ou Baron. La balance peut paraître pencher très légèrement en faveur de Shere Khan.

Les projets de Shere Khan en rencontrant le directeur français à Goudelour, avaient été très certainement étudiés soigneusement à l'avance. Le gouverneur voulait enlever de haute lutte l'active et enthousiaste collaboration des Français à ses dessins politiques en Carnatic et dans le Deccan. Mais une alliance de cette sorte ne pouvait être cimentée que par la conviction qu'il fallait insuffler aux Français qu'il y allait de leur intérêt de faire cause commune avec Shere Khan. Shere Khan s'y employa avec ténacité et persévérance. Entamant la conversation sur les récentes négociations qui avaient eu lieu entre Baron et la cour golconde, à propos de l'achat de Saint-Thomé, Shere Khan démontra à Baron que le seul moyen d'assurer le succès de la cause française n'était pas d'entrer dans des transactions avec la cour golconde mais de détruire l'Etat lui-même. Aussi longtemps que Mahaduna Punt et les Hollandais seraient tout-puissants à Golconde, les Français n'auraient aucune chance de réussir. Pour mener à bien ces fins ambitieuses, Shere Khan avait un plan déjà échafaudé. Avant tout, il devait rendre plus complète sa conquête dans l'Inde du Sud des naïquates du carnatic. Avec les ressources de ces Etats derrière lui, il nouerait une alliance amicale avec BullolKhan, généralissime de l'Etat de Bijapur, « qu'il avait élevé et nourri », et qu'il considérerait comme un fils. Shere Khan et Bullol Khan marcheraient ensuite contre Golconde, les Français pourraient non seulement obtenir tous les postes possibles sur la côte de Coromandel, mais encore s'assurer tous les avantages territoriaux ou commerciaux

qu'ils pourraient désirer. Ayant ainsi ébloui Baron par le brillant tableau qu'il avait esquissé avec tant de clairvoyance, Shere Khan arriva au point essentiel de la conversation. Le plan entier de soumission de l'Etat de Golconde, ainsi qu'il le révélait, tournait autour de la conquête préliminaire des naïquates carnatics. Pour entreprendre cette conquête, Shere Khan avait besoin de l'argent nécessaire à l'entretien de 40.000 hommes en campagne pendant un an. Pourquoi les Français, au lieu de dilapider leur argent en armes et expéditions ainsi qu'ils l'avaient fait par le passé, ne lui avanceraient-ils pas cinq lacks de roupies, avec la certitude que cette somme serait rendue au centuple à la Compagnie en influences et en avantages territoriaux. « Si l'empereur de France, concluait Shere Khan, veut m'assister pour une seule fois de cinq lacks de pagodes, j'entreprendrai la chose et j'en viendrai à bout avec l'aide de Dieu en moins de dix ans. » (1).

C'était justement la sorte de plan qui entraînait dans la politique de Baron. Il voulait servir les ambitions politiques de quelques princes et se faire payer ses services en importants avantages commerciaux et territoriaux. Il n'est pas étonnant que Baron eût prêté la plus grande attention aux ambitieux projets du gouverneur de Bijapur. Pour le moment, Baron n'avait rien à offrir à Shere Khan, que la promesse d'écrire en France et d'exposer ses propositions à Colbert. Baron le fit promptement et dans les termes les plus chaleureux. Mais avant de quitter Pondichéry pour Surat, mai 1675, Baron recommanda à son lieutenant, Martin, d'entretenir soigneusement les relations amicales nouées avec Shere Khan Lodi.

Baron atteignit Surat après avoir obliqué à l'ouest et fait escale à Rajpur sur la côte Concan. Dans cette ville, il rencontra Anaji Punt, ministre de Shivaji et parla politique avec lui. Entre autres choses, Anaji Punt laissa entrevoir à Baron que si Aurangzeb continuait à être occupé par sa campagne

1. Baron à Colbert, 23 déc. 1675. A. G. C² 62, f. 318-324.

contre les Pathans, au Nord, Shivaji était sûr de pousser sa conquête jusqu'en Carnatic. Un autre point surgit dans la même conversation : une alliance entre Shivaji, Bullol Khan et Shere Khan Lodi, mais nous ne savons pas de qui vint la proposition originelle (1). En tout cas, nous trouvons Baron écrivant à Martin de sonder Shere Khan sur son opinion à propos de cette proposition en triple alliance. Martin lui-même, doué d'un instinct diplomatique plus profond, ne fut pas enthousiasmé de la proposition, mais, néanmoins, l'exposa à Shere Khan. Celui-ci répondit purement et simplement que la chose était impossible car Shivaji ne respecterait jamais les conventions. Cependant, si le chef Maharate voulait bien contracter l'alliance en faisant un serment solennel « nommé salagram, fort respecté chez les gentils », il était disposé à y souscrire (2).

VI. — LA POLITIQUE D'INTERVENTIONS ET D'ENTENTE CONÇUE PAR BARON MISE EN ACTION.

Les recommandations d'adieu de Baron à Martin en quittant Pondichéry avaient été de consolider la bonne entente qu'il avait établie avec Shere Khan Lodi. Martin eut tout le loisir de s'y employer durant les années qui suivirent car il n'y avait rien à faire au point de vue commerce. Même si Martin avait eu de l'argent, les conditions nécessaires aux transactions manquaient. La guerre avec les Hollandais continuait toujours et dura jusqu'en 1679. Les Hollandais commandaient les mers, et aucun navire n'osait quitter la France pour se rendre aux factoreries établies sur les côtes de l'Inde. Comment Martin allait-il employer son capital ? Shere Khan, de son côté, pour réaliser sa combinaison, avait un urgent besoin d'argent, quoique déjà débiteur de la Compagnie pour une somme de 10.000 roupies remise par Golconde.

1. Baron à De la Haye, 20 oct. 1675. A. C. C² 62, f. 316-317.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 24.

Martin comprit qu'il ne pouvait rien faire de mieux que de prêter à Shere Khan l'argent qu'il possédait, ce qu'il fit aux taux de 18 % (1).

Entre temps, l'éternelle agitation des Etats carnatics autour de Pondichéry continuait. En juin 1675, Venkaji, le général maharatte, envahit et s'empara de Tanjore au naik de Madura, pendant que Shere Khan, nourrissant ses ambitieux projets cherchait à tirer de ses voisins autant d'argent qu'il le pourrait. Des événements allaient survenir dans le Deccan qui devaient avoir sur la politique du Carnatic une répercussion profonde. En novembre 1675, Bullol Khan, commandant en chef des armées de Bijapur, assassina son rival, Kavesh Khan, et assuma la régence du jeune prince Sikandar. La version française attribue la révolution de Bijapur à une intrigue de cour entre Bullol Khan et la reine-mère, contrairement à ce qu'on relate généralement (2). Quoi qu'il en soit, les événements de Bijapur changèrent le cours des alliances en Carnatic. Ils détruisirent la vieille amitié de Nazir Mohamed et de Shere Khan, et en tant que partisans de factions rivales à la cour, ils se trouvèrent rangés dans deux camps opposés. Les vues de Shere Khan, jusque-là dirigées vers le sud, se tournèrent forcément au nord. Avec les moyens à sa disposition, Shere Khan tira immédiatement avantage de la pauvreté et de l'impuissance de Nazir Mahomed pour le déposséder des territoires situés autour de Porto-Novo et du port lui-même.

Sentant que dans la guerre à venir, contre Nazir Mahomed, l'alliance française lui serait sûrement utile, Shere Khan, rapidement, fit des ouvertures à Martin. Il refusa d'écouter les Hollandais qui lui demandaient de chasser les Français de Pondichéry. En avril, il offrit à Martin le poste de Devicotta. Celui-ci, cependant, déclina la proposition lorsqu'il sut qu'elle ne comprenait pas la session du pays situé autour

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 20-21.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 34.

de Devicotta, mais la forteresse seulement. En septembre 1676 Shere Khan, rendu plus fort par les dissensions de l'armée de Gingi, et après avoir vainement essayé de négocier une alliance avec Venkaji, déclara la guerre à Nazir Mohamed. Il demanda à Martin d'attaquer pour lui la forteresse de Valdaour appartenant à Nazir Mohamed (1).

Martin se trouvait dans une situation difficile. Le mois précédent seulement, août 1676, Baron lui avait écrit de ne pas s'engager dans une expédition contre Devicotta car « c'était le sentiment de la Compagnie, de ne s'attacher à aucune action qu'après la paix en Europe, et de tâcher seulement de se maintenir et de ménager les dépenses ». En dépit des injonctions de Baron, d'avoir à donner à Shere Khan toute l'aide possible, il est clair que la demande du prince hindou était incompatible avec les ordres positifs donnés par les directeurs. Il y avait tout de même un subterfuge pour esquiver ces ordres péremptoirs. Shere Khan Lodi était suzerain de Pondichéry. Les Français, à cause de cette qualité, étaient tenus de lui obéir. Martin se mit donc à couvert en s'assurant de Shere Khan un ordre écrit lui demandant de prendre Valdaour pour le roi de Bijapur. Muni de cet ordre, il marcha contre la ville (2).

Valdaour fut pris par Martin, avec l'aide d'un petit détachement, aux troupes rajputs de Nazir Mohamed, dans une attaque de nuit, le 24 septembre 1676. Deux petits groupes enlevèrent les remparts en prenant le fort de flanc, après une brillante escalade, pendant que le plus gros de l'expédition commandé par Martin attaquait l'entrée principale du fort. La garnison, surprise par cette méthode d'attaque inaccoutumée rendit le fort après une faible résistance. Le jour suivant, Martin avait la satisfaction d'annoncer cette prise à Shere Khan. Shere Khan fut charmé de la promptitude et de la vigueur de son allié français. Il envoya à Martin des

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 44.54.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 54-55.

présents et une garnison pour prendre possession du fort. Martin retourna rapidement à Pondichéry, craignant pour la ville une contre-attaque de Nazir Mohamed (1). En octobre 1676, Shere Khan demanda aux Français de s'emparer de Tendivaron, autre fort de Nazir Mohamed. Le 18 octobre, Martin se mit en campagne avec 40 Français et 600 indigènes. Les soldats indigènes, impressionnés par la force de la garnison, refusèrent de donner l'assaut. Pendant que Martin était toujours devant la ville, la nouvelle arriva que Shere Khan avait signé la paix avec Nazir Mohamed. Elle permettait à ce dernier de garder Gingi, mais il devait abandonner à Shere Khan ses autres possessions de Carnatic. Le siège de Tendivaron fut donc levé (2).

En avançant de l'argent à Shere Khan, en servant ses ambitions aux dépens de ses voisins, en combattant pour lui dans la bataille, Martin avait mis en application les doctrines de Baron. Son idée était que pour acquérir à la Compagnie des bénéfices commerciaux aux Indes, ses agents devaient servir les intérêts d'un quelconque prince indigène. La vérité du principe allait être prouvée. Qu'obtiendraient les Français pour avoir pris avec tant de cœur les intérêts de Shere Khan, allant même jusqu'à la désobéissance aux ordres venus de la mère patrie ? Un événement se préparait qui allait frustrer les Français de la récompense méritée pour les services rendus. Cet événement était l'invasion du Carnatic par Shivaji.

VII. — L'INVASION MAHARATTE DU CARNATIC.

La conquête du Carnatic par Shivaji est en connection suffisante avec la politique de Baron, pour mériter une section dans ce chapitre. Baron avait-il eu des raisons d'antici-

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 57-63.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 66-76.

per sur la conquête du Carnatic par les Maharattes ou l'événement le prit-il au dépourvu ? Nous trouverons réponse à cette question dans la conversation qui eut lieu entre Baron et Anaji Punt à Rajpur en 1675, deux ans entiers avant l'entrée de Shivaji en Carnatic. Racontant cette conversation dans une lettre à la Haye, Baron dit : « L'ayant mis sur la conquête du Carnate, Anaji Punt, premier ministre de ce preneur de villes (Shivaji), m'avoua avec beaucoup de franchise que si le Mongol continuait la guerre de ce côté de Lahore, Shivaji porterait ses armes de ce côté-là, et que, pour avoir moins de difficultés à l'entreprise, il avait envoyé un ambassadeur à la cour de Golconde pour faire expliquer le roi et pour tirer quelque argent de ce prince » (1). Cette conversation trahit non seulement les intentions de Shivaji d'envahir le Carnatic, mais encore le processus d'intrigue par laquelle cette invasion allait se faire.

Donc, si Baron était pleinement au courant des velléités de conquête de Shivaji en Carnatic, et cela déjà en 1675, comment se fait-il qu'il ne tenta rien pour arrêter les conséquences de cette invasion sur la situation de son allié Shere Khan Lodi, et par conséquent sur la situation des Français eux-mêmes. La réponse à cette question se trouve encore dans la correspondance de Baron. Baron ne parla pas à Shere Khan Lodi de troubles à venir, simplement parce qu'il était dépisté par la nouvelle que Shivaji désirait une alliance avec Bullol Khan, le commandant en chef de Bijapur, l'ami et le protecteur de Shere Khan. Les lettres de Baron sont, sur ce point très explicites. « L'on dit que Shivaji serait d'accord avec Bullol Khan et qu'il lui a fourni le moyen de se défaire de son ennemi (Kavesh Khan). Considérez s'il vous plaît, Monsieur, ce que Shivaji et le Nabab pourront entreprendre, s'ils sont bien unis (2) ».

Selon nous Baron accorda trop de crédit à ces bruits

1. Baron à De la Haye, 20 oct. 1675. A. C. C² 62, f. 316-317.

2. Baron à Colbert Surat, 13 feb. 1676. A. C. C² 62, f. 338.

d'amitié entre Shivaji et Bullol Khan. L'histoire du Deccan au cours de ces dernières années aurait dû convaincre Baron qu'entre ces deux chefs, il ne pouvait y avoir d'amitié, simplement parce que Shivaji considérait Bijapur du même œil qu'un loup considère un agneau. Il entraînait plus dans le caractère de Shivaji de s'allier à Golconde pour fondre sur l'état de Bijapur. Au moment où il eut vent de pourparlers survenus entre l'émissaire de Shivaji et le roi de Golconde, Baron aurait pu penser à coup sûr que rien de bon ne sortirait d'une telle alliance pour Bullol Khan ou pour son ami Shere Khan en Carnatic. Ceci ne prouve pas d'ailleurs que Baron manquait de clairvoyance, mais simplement que Shivaji était infiniment plus retors que lui.

Le plan de l'invasion de Shivaji en Carnatic avait été soigneusement et secrètement préparé à l'avance, entre son émissaire et Mahaduna Punt. A un moment fixé, Shivaji lui-même devait se trouver dans le voisinage de Golconde. Mahaduna Punt devait alors envoyer chercher Shivaji dans la capitale, pour donner le change, et lui demander s'il voudrait entreprendre la conquête du Carnatic pour le roi de Golconde. Shivaji, après avoir fait montre de quelque répugnance, devait finalement accepter. Le roi de Golconde devait lui fournir un convoi d'artillerie et Shivaji devait agir en qualité d'agent de la cour golconde. Il devait alors envahir le Carnatic, et au lieu de donner à Golconde, comme promis, les territoires conquis, il devait garder pour lui ses conquêtes. Le tout était une jolie comédie dans laquelle, par la trahison de Mahaduna Punt, le Carnatic bijapur allait tomber aux mains Maharattes et le roi de Golconde mis dans l'obligation de tirer les marrons du feu pour le plus grand bénéfice de Shivaji (1).

Les choses non seulement se déroulèrent selon le programme établi, mais encore, à la dernière minute, Nazir Mohamed dut inconsciemment se prêter à l'intrigue. Voyant que Shere Khan lui avait pris, dans le combat, le plus clair de ses ter-

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 90-91.

ritoires, il vint se placer sous la protection golconde et fournit ainsi à Mahaduna Punt, une plausible excuse pour hâter l'expédition de Shivaji en Carnatic. En mars 1677, Shivaji, qui était arrivé près de Golconde à la tête d'une imposante armée, fut invité par Mahaduna à venir en sa capitale. Le roi de Golconde, convaincu que l'envoi de ses propres troupes en Carnatic lui attirerait l'hostilité du Mongol, fut aisément persuadé par Mahaduna Punt de charger Shivaji d'agir pour lui. Vers avril, Shivaji était descendu en Carnatic par le col de Damalcherry. Cinq mois plus tard, il avait pris le Carnatic Bijapur aux mains de son gouverneur et s'en revenait dans ses Etats (1).

VIII. — VOLTE-FACE DIPLOMATIQUE DES FRANÇAIS.

Pendant ce temps, que devenaient les princes carnatics ? En janvier 1677, les rapports ne parlaient que de la reddition de Gingi au roi de Golconde par Nazir Mohamed, et de la venue de Shivaji pour prendre possession du fort. Si l'alarme occasionnée par ces nouvelles avait provoqué l'union des princes carnatics pour résister à l'envahisseur, cela n'aurait pas été un mal. Mais cela servit seulement à montrer le néant des alliances carnatics. Shere Khan voulait qu'on attaquât et qu'on prit tout de suite Gingi avant de voir tomber la ville aux mains de Shivaji. Cette idée, si elle avait été mise à exécution sur l'heure, aurait certainement coupé l'avance maharatte à son début. Mais Venkaji refusait de coopérer avec Shere Khan, sans que la possession du fort lui fût au préalable garantie. Un temps précieux fut ainsi gaspillé en inutiles négociations avec Nazir Mohamed qui donna un démenti formel aux bruits de son alliance avec Golconde et prit tout ce que Shere Khan et Venkaji lui offrirent comme prix de sa neutralité.

1. Martin, *Mémoires* ; Grant Duff, *History of the Mabrattas*, vol. I, chap. IX, p. 234-238.

En mai, aucun doute ne pouvait plus subsister sur la duplicité de Nazir Mohamed. Shivaji était entré en Carnatic et avant que les princes eussent pu se remettre du coup porté par cette avance, Gingi était passé aux mains de Shivaji. Tout semblait perdu. Pendant que les princes et les paléagars envoyaient des ambassades au conquérant, apportant leur soumission, le peuple fuyait vers le Sud ou dans les bois de Arilour, pour y chercher le salut (1).

La situation des Français dans cette confusion générale semblait la plus désespérée. Shivaji avait envahi le Carnatic en tant que champion de Nazir Mohamed et agent du roi de Golconde. Les Français n'avaient aucune raison de compter sur la générosité de l'un ou de l'autre, leur amitié pour Shere Khan étant beaucoup trop connue. Gingi pris, la plupart des princes ayant effectué leur soumission, les Maharattes allaient pousser au Sud. Rapidement le tour des Français allait venir. Dans cette expectative, Martin envoya un courrier à Shere Khan et un peu plus tard, vit son fils Ibrahim Khan à Trivady. Les résultats de ces deux tentatives furent tout à fait décourageants. Sans doute, Shere Khan opposait aux événements un front courageux. Il déclarait que Bullol Khan avait envoyé des renforts qui devaient rapidement arriver. En tout cas, il était décidé, pour lui, à combattre Shivaji jusqu'à son dernier souffle. Mais, en même temps, son fils et lui s'empressaient de transporter leurs biens dans les bois d'Arilour. Il apparut clairement à Martin que cet ancien allié était lui-même en fâcheuse posture et que, dans le conflit à venir, les Français devraient se tirer d'affaire par leurs propres moyens. Dans ces circonstances, la décision de Martin fut vite prise. Il convoqua son conseil, et, le 31 mai, on décida à l'unanimité l'envoi d'une ambassade à Shivaji pour faire la paix avec lui (2).

Au début de juin, on reçut des nouvelles de l'ambassadeur

1. Martin, *Mémoires*, vol II, p. 88-92.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, chap. XIII, p. 92-96.

brahmane envoyé au camp maharatte. Il avait eu trois rencontres avec Shivaji à Gingi. La première fois, Shivaji s'était amèrement plaint des Français, surtout de leur attaque de Valdaour, et de leur hostilité envers le roi de Golconde qui, disait-il, était pour lui comme un père. Dans la seconde entrevue, l'astucieux maharatte traça une noire esquisse de la situation dans laquelle se mettaient les Français. Il demanda ensuite au brahmane ce que les Français comptaient faire pour racheter le passé. Aideraient-ils Shivaji à reprendre Valdaour, lui donneraient-ils leurs soldats, ou, enfin, achèteraient-ils un bon prix leur sécurité ? Les réponses du brahmane à ces questions ne furent pas encourageantes. Les Français, dit-il, étaient affaiblis, ils n'avaient fait aucun commerce, et surtout n'avaient pas d'argent pour payer. Lorsque Shivaji comprit qu'il n'avait rien à obtenir, mais, par contre, rien à craindre, il renvoya le brahmane, à la troisième entrevue, en lui remettant un firman qui garantissait la sauvegarde de l'établissement français de Pondichéry (1). Tout était donc pour le mieux. Mais Shere Khan était débiteur de la Compagnie et s'il était écrasé par Shivaji, comme il devait l'être selon toute apparence, l'argent qui lui avait été avancé serait perdu en entier. Aussi Martin décida-t-il d'essayer de récupérer quelque chose avant la complète débâcle. En juin, il vint voir le gouverneur à Trivady. Ce devait être leur dernière rencontre. Shere Khan semblait espérer encore, ses ministres brahmanes lui ayant assuré que la résistance était sa seule planche de salut. Ils savaient bien pourtant que la résistance seule amènerait sa ruine. Il demanda à Martin ce qu'il devait faire. Le Français lui conseilla de ne pas offrir la bataille, mais d'armer ses forts et de se retirer au milieu des bois. Considérant que Shivaji ne pourrait jamais avoir le moyen de rester longtemps en Carnatic, c'était le meilleur avis que Martin pouvait certainement lui donner. Même si Shere Khan avait été disposé à le suivre, ses ministres brahmanes firent surgir des

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, chap. XIII, p. 98-99.

difficultés quant à l'exécution. Shere Khan alors demanda à Martin de se joindre à lui pour résister à Shivaji. Martin lui démontra que dans la situation désespérée des Français, leur sécurité dépendait, non de leur résistance mais de leur soumission. Il informa Shere Khan de ses négociations avec Shivaji, et aborda enfin la délicate question de l'argent avancé, déclarant à Shere Khan que les Français étaient en si piteux état qu'ils ne savaient même pas comment ils pourraient vivre. Shere Khan déclara qu'il en était au même point. Martin, d'une façon détournée, parla alors de la cession formelle de Pondichéry aux Français, en garantie de la dette, mais il lui fut rétorqué que « les choses n'étaient pas pressées jusque-là ». Il dut se tenir pour satisfait avec cette réponse (1).

En juillet, Shere Khan était définitivement vaincu à la bataille de Trivady. Il signait ensuite un traité avec Shivaji. Par ce traité, il rendait au capitaine maharatte tous ses forts et consentait à donner en otage son fils Ibrahim Khan, jusqu'à ce que fût payé intégralement un tribut de 20.000 pagodes dont venait de le frapper Shivaji (2).

Pour se concilier les bonnes grâces de Shivaji, qui, maintenant, poursuivait contre Venkaji, au Sud, sa triomphale chevauchée, Martin, par son courrier brahmane, lui fit parvenir une lettre censée venir de Baron, mais réellement écrite par Martin lui-même. La teneur de la lettre était en substance que « M. Baron ayant appris le départ de Shivaji pour venir de ces côtés, et ne doutant pas qu'il n'y eût tout le succès favorable, qu'il le suppliait de prendre sous sa protection les gens de la Compagnie qui étaient au comptoir de Pondichéry. (3) » Le brahmane, porteur de cette missive, écrivit à Martin de Bonneguiry « qu'on parlait fort mal de n'avoir pas envoyé des Français rendre visite à Shivaji... qu'il fallait absolument envoyer un Français avec des présents pour cette

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, chap. XIII, p. 100-103.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, chap. XIII, p. 104-105.

3. Martin, *Mémoires*, vol. II, chap. XIII, p. 106.

visite, que c'était la seule façon de nous maintenir à Pondichéry ».

Une ambassade dut donc être organisée en hâte. Martin confia cette mission à Germain. Mais la grande question était celle des présents, les Français n'ayant à Pondichéry rien qui pût convenir. « On s'arrêta à la fin à prendre une vieille pièce de brocard d'or et de soie, dont les couleurs étaient presque passées, cinq ou six aunes de drap blanc, un châle aurore... une paire de pistolets à deux coups, et quatre pièces de toile peinte. » C'était peu, en vérité, mais les Français ne pouvaient faire plus. Lorsque Germain rejoignit le brahmane à Bonneguiri, ce dernier trouva les présents insuffisants et Martin dut y ajouter quelques étoffes imprimées et cinquante pagodes. Les ambassadeurs, finalement, virent Shivaji dans son camp, sur le Coleroon. « Ils furent introduits à l'audience de ce seigneur, dit Martin, les présents furent présentés ; Shivaji n'en fit grand compte, mais il avait été informé que nous n'étions pas bien opulents. Ils restèrent trois jours dans le camp. Shivaji leur fit délivrer un firman en forme pour notre sûreté dans Pondichéry. Il m'écrivit et fit réponse à la lettre de M. le Directeur. Nos gens eurent chacun un présent d'une pièce d'étoffe de quatre ou cinq pagodes, après quoi, ils eurent la liberté de se retirer. » (1).

Les Français de Pondichéry étaient passés aux mains de leurs nouveaux maîtres, les Maharattes.

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 107-114.

CHAPITRE IV

De la politique d'intervention et des services rendus, conçue par Baron, à la politique de patience et de ménagements mise en œuvre par Martin

(1677-1685)

I. — PAUVRETÉ FINANCIÈRE DE LA COMPAGNIE FRANÇAISE.

Nous devons admettre que les résultats de cette première expérience de la politique de Baron, mise en pratique, n'avaient pas été très heureux. Baron et Martin avaient espéré acquérir à la Compagnie, des concessions territoriales, en entrant dans les vues politiques de Shere Khan et en l'aidant d'argent et d'hommes. Au dernier moment, Shivaji avait détruit tous leurs calculs en envahissant le Carnatic et en anéantissant Shere Khan Lodi.

Jusqu'à quel point Baron peut-il être blâmé de ne pas avoir prévu cet événement ? Ceci est matière à discussion et nous avons déjà tenté d'y répondre dans une précédente section de chapitre. Baron n'envisagea pas l'éventualité d'une union de Shivaji avec Golconde parce qu'il avait été dérouteré par la nouvelle que Shivaji négociait avec Bullol Khan contre le Mongol. Cette dernière combinaison, cependant, n'était pas naturelle et n'avait jamais eu lieu, aussi loin qu'on puisse remonter dans l'histoire du Deccan. Les événements futurs devaient montrer qu'il n'était pas impossible, au loup maha-

ratte de pactiser avec l'agneau bijapur lorsqu'il était question d'attaquer le lion mongol ou de se défendre contre lui. C'était pourtant une rare exception dans la politique de l'Inde centrale. La règle générale du Deccan, en matière d'alliance, illustrée par toute l'histoire maharatte, était de foncer sur l'agneau et d'assurer sa destruction par tous les moyens possibles. Anaji Punt, déjà, avait prévenu Baron des intentions d'alliance de Shivaji avec Golconde pour attaquer le Carnatic bijapur. Baron aurait dû prévoir que si cet événement se réalisait, rien de bon n'advviendrait de Shere Khan, et par contre-coup, de ses alliés français.

Une telle discussion, d'ailleurs serait oiseuse, car si Baron est à blâmer, dans le fait précédent, il n'eut pas d'autre occasion dans le futur, de profiter des leçons acquises avec Shere Khan. Le crédit financier de la Compagnie en France, durement touché par l'échec de De la Haye, avait encore chancelé depuis 1674. Tous les secours fictifs donnés récemment par Colbert, avaient été inopérants devant le complet arrêt des affaires causé par la guerre avec la Hollande. En 1677, les directeurs prévenaient leurs agents aux Indes d'avoir à abandonner leurs vues territoriales, de comprimer les dépenses et de borner leur énergie à préserver du mieux possible les établissements français existants, à Surat et à Pondichéry (1).

Ce fut à ce devoir que Baron et Martin concentrèrent toute leur attention.

II. — RELATIONS DE MARTIN

AVEC LE GOUVERNEMENT MAHARATTE DU CARNATIC.

1677-1681.

Avec la conquête maharatte du haut Carnatic, Martin entra en relations politiques et diplomatiques avec une nouvelle sorte de maîtres, la hiérarchie des Brahmanes officiels à qui Shivaji confia le Carnatic après son départ. Ils étaient

1. P. Kaepelin, *La Compagnie des Indes Orientales*, p. 127-134.

légions. Martin, solennellement, nous affirme que 20.000 Brahmanes, à l'affût d'une place, avaient accompagné le capitaine maharatte dans sa campagne en Carnatic. Apparemment ceci n'a rien d'exagéré, puisqu'à Pondichéry, qui n'était qu'un village à cette époque, il y avait deux Brahmanes pour s'occuper de l'administration. Au-dessus des havildars, à la tête des bourgs moins importants et des aldées, il y avait les subedhars ou percepteurs d'impôts et au-dessus de tous ces fonctionnaires régnait le gouverneur général Rugonath Narain Hunwontay qui, nous le tenons de Grant Duff, avait été le principal instigateur de l'invasion. Martin n'eut pas beaucoup de bien à dire des gouverneurs brahmanes du Carnatic. Il les nomme invariablement « cette canaille » ce qui était bien la plus forte injure que pouvait décerner Martin aux façons si policées. Il a saupoudré sans contrainte ses mémoires de mordantes explétives, toutes exprimant sa complète abomination des brahmanes et de leurs procédés. Nous verrons cependant Martin, vivre en bons termes avec eux, mais il est certain qu'il ne les aimait pas et que ceux-ci le méritaient bien (1).

En fait, rien n'aurait pu être plus intrigant, plus tyrannique, plus rapace, plus concussionnaire que ledit gouvernement du Carnatic sous les brahmanes. Ce gouvernement n'était, en réalité, rien moins qu'un brigandage organisé dans le pays par ces rapaces. Leur pulullement leur permettait de se trouver partout à la fois et leur insatiable appétit les conduisait à se mêler à tout. Ils ne négligeaient pas plus l'événement insignifiant survenu dans un petit village, que les intrigues politiques les plus importantes d'une cour princière. Ils faisaient rendre gorge à quiconque se trouvait sur leur chemin. Lorsqu'ils ne prélevaient pas de contribution sur les riches citadins, ils rançonnaient les pauvres paysans ou exploitaient les prêtres. Et lorsque tout dans le ciel et sur la terre avait exaucé leur rapace convoitise, ils retournaient la

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, chap. XV.

terre à la recherche d'un trésor caché. Ainsi que le remarque tristement Martin, « toutes les voies de tirer de l'argent leur étaient permises ». « La religion des Brahmanes est l'intérêt seul. » (1). On pourrait penser qu'avec ces officiels draineurs d'or, l'Etat maharatte n'aurait jamais eu besoin d'argent. La vérité est tout autre. En 1678, Rugonath Pundit demanda à l'ambassadeur brahmane des Français, un prêt de 10.000 pagodes, disant qu'il n'avait pas assez d'argent pour payer ses troupes. Le commentaire de Martin est lumineux : « Il est vrai, dit-il, que les finances manquaient au gouverneur pour payer les troupes mais cela provenait de deux raisons : la première que les Brahmanes volaient impunément depuis le premier officier jusqu'au dernier, la seconde raison que le mauvais traitement que l'on faisait au peuple en portait beaucoup à quitter et à passer chez les princes voisins. En sorte que la province ne rendait que les 2/3 du revenu ordinaire. » (2).

Un gouvernement de cette sorte, rapace et tyrannique allait sûrement trouver les occasions de soumettre les Français à sa règle, pour son plus grand avantage pécuniaire, et cela d'autant plus que les Français, anciens alliés de Shere Khan, étaient soupçonnés d'entretenir une correspondance avec lui. De l'autre côté, la pauvreté financière de la Compagnie, et la crainte de l'hostilité des Hollandais, toujours en guerre avec la France, rendaient Martin anxieux d'éviter toutes les occasions d'avoir « de méchantes affaires dans la conjoncture présente. » Il était décidé, si ces occasions survenaient, à adopter un ton plus conciliant que celui qu'il aurait eu, si les circonstances avaient été différentes. En fait les relations de Martin avec ses maîtres maharattes, pendant cette période, vont du désir panique de conciliation à quelque chose ressemblant à de la fermeté, et de cette apparence de fermeté à quelque chose ressemblant à une reconnaissance réciproque d'autorité.

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 134.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 154.

En août 1677 un Français maltraita un garçon indigène, dans son service, causant ainsi sa mort. Martin craignant les pires conséquences si les Brahmanes venaient à l'apprendre mit promptement le Français en prison. Ceci ne contenta cependant pas les membres de la tribu du jeune garçon qui salèrent le cadavre et se disposèrent à le promener dans tout le pays pour exciter l'opinion publique contre les Français. Martin sentit l'urgence d'empêcher le macabre défilé. Avant que quelque chose de pire ait eu le temps de surgir, il ordonna de payer une certaine somme aux parents du jeune homme. L'affaire fut ainsi étouffée (1). Vers la même date le subedhar maharatte arriva à Pondichéry en tournée d'inspection. Martin, selon la coutume en pareille occasion, envoya son ambassadeur Germain faire une visite au subedhar. Mais l'arrogant officiel maharatte fut blessé au vif dans sa dignité de ne pas avoir reçu la visite de Martin en personne. Pour humilier le chef français il ordonna que tous les indigènes au service de la Compagnie vinssent le voir. Martin lui dépêcha son interprète pour lui dire que les employés de la Compagnie, ne tombant pas sous le coup de la juridiction du subedhar, il ne voyait pas la possibilité d'obéir à cet ordre. Cette réponse rendit le subedhar encore plus furieux. Il affirma savoir que les Français cachaient dans leur factorerie les biens de Shere Khan et menaça de faire payer cher aux Français leur prétendue obstination. Martin se rendant compte que tout le mal venait d'une vanité heurtée, décida d'apaiser le courroux de l'officiel par une visite, ce qu'il fit quelques jours plus tard nanti de toile et d'étoffes imprimées pour l'amadouer. Les choses en restèrent là (2).

A la convoitise forcenée du gouvernement maharatte, Martin opposa dès le début une attitude d'inébranlable fermeté. Pendant que Shivaji était encore dans le pays, un incident surgit avec le havildar maharatte administrant

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 110.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 117.

Pondichéry au sujet du brahmane au service de la Compagnie. Sous le prétexte lointain que ce brahmane avait un frère ayant fait fortune au service de Bullol Khan, le havildar ferma et mit les scellés sur la maison du brahmane à Pondichéry, emprisonnant sa femme, ses enfants et ses vieux parents, pendant que le brahmane lui-même était retenu au loin avec la mission française envoyée à Shivaji.

Si la tyrannie ne l'avait pas aveuglé au point de lui faire perdre le sens du ridicule, le havildar aurait facilement pu se rendre compte de l'absolu non-sens de son procédé. Car même si ce qu'il prétendait avoir été exact, quel droit avait-il donc de s'approprier la fortune en question et surtout de rendre responsables jusqu'à la sanction, pour cette prétendue offense, les parents du brahmane, sa femme et ses enfants. Et ceci n'est qu'un exemple entre mille du « zulum » maharatte. Martin donna connaissance de l'incident à son ambassadeur Germain qui allait arriver au terme du voyage le conduisant vers Shivaji. Il lui demanda d'exposer les faits au capitaine maharatte. En même temps il fit de sa propre autorité enlever les scellés de la maison du brahmane (1).

A peine Shivaji avait-il quitté le Carnatic que l'extraordinaire avidité des officiers brahmanes se donna libre cours. Les marchands de Porto-Novo et des autres grandes villes furent mis à contribution. Les « rédys » ou cultivateurs furent lourdement taxés. Il apparut bientôt que ni les Hollandais de Tevenapatam, ni les Français de Pondichéry ne pourraient échapper au réseau de plus en plus étendu des exactions maharattes. En 1678 le subedhar exigea des Français le paiement d'une taxe sur toutes les maisons construites à Pondichéry et sur le jardin de la Compagnie situé en dehors de la factorerie. Il exigea encore le paiement d'une autre taxe sur tous les indigènes employés par la Compagnie. Si les Français avaient cédé, les exigences du subedhar n'auraient plus eu de bornes. Martin se composa une attitude très ferme et informa le subedhar qu'il ne payerait pas les impo-

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 116-117.

sitions parce que contraires au « firman » octroyé par Shí-vaji aux Français. Quoique le subedhar s'en fût fort en colère, déclarant qu'il chasserait les Français de Pondichéry, rien ne résulta de ces menaces, ce qui prouve seulement que les Maharattes savaient jusqu'où ils pouvaient aller avec les Français (1). Que Martin, par un dosage judicieux de fermeté et de conciliation ait eu un succès positif avec ses maîtres maharattes, cela est certain. Mais l'exploit de se tenir en équilibre sur la corde raide de la diplomatie allait se compliquer du fait de l'hostilité des Hollandais.

En septembre 1678 Martin fut très intrigué et même mystifié par les étranges agissements des Hollandais à Tévenapatam. Pendant que tout indiquait le prochain abandon du poste par les Hollandais, les mouvements de leurs navires au voisinage de Pondichéry suggéraient que c'était pour mieux frapper l'établissement français. Le subedhar maharatte de Tevenapatam, Gopal Pundit, ne fut pas moins intrigué par toutes ces allées et venues. Il écrivit à Martin pour lui demander ce que cela signifiait. Martin lui répondit qu'il l'ignorait, mais qu'il veillerait et qu'il alerterait le subedhar s'il décelait quelque danger pour les intérêts maharattes. Pendant ce temps pour être prêt à parer à toutes les éventualités, Martin chargea un Lingaredy de transporter dans les bois d'Arilour les plus précieux des objets appartenant à la Compagnie. Il fit doubler la surveillance des côtes et se tint prêt, lui et ses hommes, à repousser une attaque de Pondichéry par les Hollandais. Après de longs jours d'attente anxieuse, on sut que les Hollandais avaient bien, en effet, l'intention d'attaquer Pondichéry et qu'ils avaient retiré de Tévenapatam leurs familles et leurs biens pour prévenir les représailles maharattes. Cependant ils avaient, au dernier moment, abandonné cette tentative comprenant que les Français avaient été prévenus de leurs intentions. Tout se terminait donc pour le mieux, mais en quittant

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 119, 128.

Tévenapatam, les Hollandais avaient essayé de porter préjudice à la situation de leurs rivaux en prétendant qu'ils s'en allaient parce que le gouverneur maharatte était sûr pour eux, qui lui procuraient de gros revenus, et pas assez pour les Français qui ne faisaient aucun commerce à Pondichéry. Comme c'était justement la sorte de rumeur qui pouvait porter préjudice aux Français à la cour maharatte, Martin, très avisé, décida d'envoyer un ambassadeur brahmane Rugonath Pundit, à Ginji, pour s'assurer des sentiments du Gouverneur général envers les Français. Le résultat de l'ambassade fit apparaître clairement que Rugonath Pundit avait été manœuvré par les Hollandais. Il se plaignit à l'ambassadeur brahmane de ce que les Français ne faisaient pas de commerce à Pondichéry, et, ne rapportant pas d'argent au trésor maharatte, étaient encore cause du départ des Hollandais de Tévenapatam. Il ajouta que si les Français ne lui prêtaient pas 10.000 pagodes, il serait contraint de les faire sortir de Pondichéry. Mais Rugonath Pundit se heurtait à forte partie. Le brahmane lui répondit qu'en effet les Français ne faisaient aucun commerce à Pondichéry, mais seulement à cause de la guerre avec la Hollande. Les hostilités une fois closes, ils sauraient bien lui montrer qu'ils étaient capables de faire des transactions commerciales et peut-être encore mieux que les Hollandais. Il souligna que si les Français ne faisaient pas d'affaires ainsi que le constatait Rugonath Pundit lui-même, ils ne pourraient évidemment pas lui avancer les 10.000 pagodes dont il avait besoin. La dernière réponse du brahmane était un chef-d'œuvre, quelque chose comme la flèche du Parthe : « il lui répondit que si l'on voulait absolument nous mettre hors de Pondichéry, que nous n'hésiterions pas à nous retirer... Mais qu'après cela nous serions aussi en état de rendre le change à ceux qui nous auraient insultés, que les intentions de Shivaji n'étaient pourtant pas qu'on en usât de la sorte avec nous. » Cette ferme réponse réduisit au silence Rugo-

nath Pundit et mit fin à l'entrevue d'une façon satisfaisante pour les Français (1).

Avec la conclusion de la paix à Nymwegen, nouvelle qui atteignit Martin à la fin de 1679, le commerce reprit. Il était devenu urgent de déterminer les conditions dans lesquelles il serait permis aux Français de faire des transactions à Pondichéry sous les autorités maharattes. A cet effet des négociations furent entreprises avec le subedhar, mais Rugonath Pundit étant venu à le savoir, et comptant qu'on pourrait monnayer l'entente, insista pour établir lui-même les conditions d'un accord. Il fut finalement entendu, contre un présent de 500 pagodes, que les Français payeraient un droit sur toutes les exportations. Ce droit augmenterait annuellement d'un quart pour cent jusqu'à atteindre le montant fixe de deux pour cent (2). Maintenant que les Français s'adonnaient de nouveau au commerce, les officiers maharattes étaient devenus de plus en plus vigilants et cherchaient évidemment toutes les occasions de leur extorquer de l'argent. En novembre 1680, les Français capturèrent un bateau de Masulipatam, et, comme prise, l'amènèrent devant Pondichéry. Le subedhar, ayant eu vent de l'affaire, déclara que le gouvernement maharatte devait avoir une part de la prise, « sous prétexte que nous ne pouvions pas amener des prises devant une place qui n'était pas à la compagnie en propre. » Il partit pour Pondichéry afin de mieux soutenir ses revendications. Les circonstances rendirent Martin vertueux. Sous prétexte que le navire appartenait à un vieil ami des Français à Masulipatam, le marchand Miller Doulbaquir, il restitua sa capture. Aussitôt que le sudhebar fut arrivé à Pondichéry, Martin lui envoya le brahmane de la Compagnie pour lui exposer ce qu'il venait de faire. L'autre ne fut pas très satisfait de voir la proie échapper aussi aisément à son étreinte. Il

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 143-154.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 196-197.

envoya ses hommes à bord du bateau pour s'enquérir des faits. Comme le rapport ne lui offrait aucune possibilité d'intervention et même se trouvait tout à l'honneur des Français, le subedhar fit contre mauvaise fortune bon cœur. Il vint visiter la factorerie française, où son fils et lui furent parfaitement reçus. Son humeur s'adoucit à la vue de présents consistant en « quelques bagatelles de curiosités d'Europe (1). »

Il est certain que Martin, par un mélange rare de fermeté et de tact réussit à établir les relations des Français avec les gouverneurs maharattes en Carnatic sur un pied de sécurité et même, nous dirons presque de cordialité. Tout en défendant les privilèges, à lui donnés par le firman, il avait refusé de s'en laisser imposer ou de souscrire à d'irrecevables demandes. Il avait désarmé la suspicion première des officiers maharattes à propos de son ancien allié Shere Khan et avait réussi à vivre en assez bons termes avec eux.

Il apparut un moment, avec la mort de Shivaji en 1680 (17 avril), que la guerre éclaterait à propos de l'ouverture de sa succession. Son fils Sumbaji était connu pour avoir les brahmanes en exécration. La hiérarchie complète des brahmanes officiels voyait son existence même menacée par ce nouveau règne. Aussitôt que le Carnatic sut la nouvelle de la mort de Shivaji, le pays entier s'agita en une grande confusion. « Les principaux officiers semblaient vouloir se cantonner dans leurs gouvernements et se rendre indépendants ». Comme le désordre durait, les chefs carnatics décidèrent de s'en remettre à la décision de leurs principaux leaders dans le Concan. Nous savons comment les énergiques mesures prises par Sumbaji coupèrent le nœud gordien de l'intrigue et lui permirent d'accéder au trône maharatte. Mais l'incertitude des événements durant les quelques premiers mois donna à Martin des raisons de grande appréhension (2).

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 209-212.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 194-195.

En 1681 les choses semblèrent plus brillantes. Rugonath Pundit demanda à Martin de lui envoyer un chirurgien français pour soigner une maladie de l'oreille dont il souffrait depuis de nombreuses années et qui avait résisté à la science des meilleurs médecins anglais et hollandais. Martin, trop heureux d'obliger le gouverneur général maharatte, lui envoya Petitbois, le chirurgien de la Compagnie. Mais trois jours après Petitbois était de retour à Pondichéry. En atteignant Gingi, la capitale maharatte, il avait trouvé les portes fermées et la ville elle-même en proie au plus grand désordre. Un brahmane lui apprit que, suivant les ordres reçus de Sumbaji, Rugonath Pundit avait été mis aux arrêts et placé sous l'inculpation de détournements. La nouvelle n'était que trop vraie. De nombreux ennemis de Rugonath Pundit, jaloux de la grande fortune qu'il avait accumulée, — Martin nous parle de 800.000 écus amassés en trois ans — avaient malignement informé Sumbaji « que cet officier avait des intelligences avec le roi de Golconde pour se rendre souverain du pays ». Les charges invoquées contre Rugonath Pundit n'ayant pu être prouvées, il fut relâché peu après. Une des toutes premières choses qu'il fit, fut de demander à Martin de lui renvoyer le chirurgien français. Petitbois revint donc à Gingi et ne s'en retourna qu'après avoir traité et guéri le gouverneur général (1).

III. — RELATIONS DE MARTIN

AVEC LES AUTRES PRINCES HINDOUS DE CARNATIC.

1677-1681.

Pendant que Martin, de Pondichéry, essayait de vivre dans les meilleurs termes possibles avec les gouverneurs maharattes du haut Carnatic, quelles étaient les conditions politiques du bas Carnatic et du sud de l'Inde. Shivaji, ainsi que nous l'avons vu n'avait pas poussé sa conquête jusqu'au

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 213-215.

sud de l'Inde en 1677. Au double titre de lieutenant de Golconde et de fils de Shahji, il était seulement venu conquérir le Carnatic bijapur et revendiquer auprès de Venkaji, sa part du patrimoine paternel. Même s'il avait projeté l'entière soumission du Carnatic, il n'eut pas le temps de remplir le programme qu'il s'était tracé, car les combinaisons politiques du Deccan, l'obligèrent à revenir. Aussi, en septembre 1677, après un séjour de seulement cinq mois, Shivaji quittait le Carnatic, abandonnant l'exécution des plans ultérieurs qu'il pourrait concevoir à ses lieutenants maharattes (1).

De ces plans les deux plus importants sont le siège de Vellore, qui, après sa prise complèterait la conquête du Carnatic nord, et la conquête de Tanjore. En septembre 1678, après plus d'un an de vaillante défense, Vellore fut prise, non à cause de la valeur des assiégeants mais, ainsi que le souligne Martin, à cause d'une foudroyante épidémie de peste qui s'était abattue dans le fort assiégé (2).

Au mois de novembre précédent, 1677, l'armée maharatte avait passé le Coleroon pour tenter la conquête de Tanjore, pendant que Venkaji, à la tête d'une armée de 5.000 hommes et de plusieurs milliers de cavaliers, se préparait à lui barrer le passage. Les lieutenants de Shivaji étaient plus forts en infanterie, mais Venkaji possédait plus de cavalerie. Les deux armées restèrent face à face pendant quelques jours, aucune ne prenant l'initiative du combat, quand, ainsi que le raconte Martin, une bande de vautours apparut, planant au-dessus de l'armée maharatte. Ceci sembla de fort mauvaise augure aux troupes de Shivaji qui se retirèrent par le Coleroon abandonnant l'idée de conquérir Tanjore (3).

Le résultat brut de l'expédition de Shivaji en Carnatic avait été le passage de la partie nord du pays des mains des lieutenants de Bijapur aux mains des lieutenants de Shivaji.

1. Grant Duff, *History of the Mahrattas*, vol. I, chap. IX, p. 240.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 142.

3. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 121.

L'abandon du reste du Carnatic laissait le pays dans l'état d'anarchie où il se débattait auparavant. Pas plus que Bijapur ou Golconde, le capitaine maharatte n'avait réussi à assurer au Carnatic un gouvernement solide et durable. Naturellement pendant que les Maharattes en occupaient le nord, le sud du Carnatic retournait à son ancien désordre. Il y avait cependant une différence. Le destructeur de la paix n'était plus Shère Khan Lodi, mais les princes hindous de Mysore et Tanjore.

Ces deux princes avaient entrepris de conserve une attaque contre Madura (octobre 1679) qui depuis 1675 avait continuellement décliné. Quoique n'entrant pas dans les détails de ces luttes, nous sommes obligé de les signaler, car les conflits entre Venkaji et Madura fournirent à Martin deux occasions d'accroître les possessions territoriales de la Compagnie, qu'il eut cependant à repousser. En octobre 1679, Venkaji fit à Martin une proposition intéressante. Il suggéra aux Français de venir s'établir dans l'île de Carcanachery. L'endroit était excellent pour y établir un poste de commerce. C'était, en effet, une île longue d'une lieue, large d'une demie, isolée de la terre au nord, à l'ouest et au sud par les bras du Coleroon. A l'est s'étendait la mer. L'île contenait deux villages et une pagode. Sur le continent, en face, se trouvaient des villages de tisserands. Le sieur Germain qui vint visiter les lieux, et négocier les termes de l'accord, s'en retourna avec la promesse que Venkaji était prêt à céder l'île aux Français, dans les mêmes conditions que celles exigées par Shere Khan Lodi, lors de la cession de Pondichéry. Les Français devraient payer un droit de douane sur toutes leurs importations et leurs exportations, ils devraient encore céder les épaves prises. Une clause spéciale précisait que les Français n'essayeraient pas d'attirer dans l'île les tisserands établis sur le continent dans les parages de l'île. Cette dernière condition était sans doute un peu dure, mais le ministre de Venkaji assurait aux Français qu'elle pourrait être modifiée pour

leur être agréable s'ils envoyaient à la cour de Venkaji un ambassadeur muni de pleins pouvoirs pour traiter. La pauvreté financière de la Compagnie empêcha Martin d'améliorer ou de conclure le marché. Lorsque les négociations reprirent plus tard, les prétentions de Venkaji étaient devenues plus exorbitantes. En mai 1680, il demandait aux Français de lui prêter aide pour expulser les Danois de Tranquebar et les Hollandais de Negapatam, en manière de préliminaires aux propositions de cession (1).

Le même mois, le Naik de Madura, menacé par Venkaji et Maisur demanda aux Français de Pondichéry de lui fournir deux ou trois cents soldats européens. Il leur promettait une solde de 12 pagodes par mois et d'autres avantages, mais on fut obligé de ne pas accepter son offre.

Martin allait être transporté dans une autre sphère d'action où les événements politiques les plus importants du Deccan allaient influencer les destinées de la diplomatie française. En 1681, il reçut à propos de la santé de Baron, qui déclinait, de mauvaises nouvelles. On lui enjoignait de venir en toute hâte à Surat pour prendre la direction de la factorerie.

IV. — VOYAGE DE MARTIN A TRAVERS LE CARNATIC ET LE DECCAN. SES RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS DE SURAT. 1681-1686.

L'urgence de son départ fit prendre à Martin la route terrestre. Partant de Pondichéry à la fin de mai 1681, il suivit la côte de Coromandel, par Madras, Armagon et Ramiapatam jusqu'à ce qu'il eût atteint Mangalgiri aux environs de Bezvada. De là il se dirigea vers l'ouest jusqu'à Hyderabad et poursuivit son voyage en appuyant encore plus vers l'ouest par Charbidar et Aurangabad jusqu'à ce qu'il eût atteint Surat en août.

Martin a décrit son voyage, de Pondichéry à Surat, avec la

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 176, 179-180.

même minutie dans les détails que lors de son précédent voyage de Surat à Masulipatam en 1670. Le contraste entre les deux peintures de l'Inde centrale à 11 ans d'intervalle est d'un passionnant intérêt pour ceux qui étudient l'histoire de l'Inde.

Le Carnatic golconde n'avait apparemment rien gagné au gouvernement de Mahaduna Punt. Les pernicioeux effets des extorsions brahmanes et de leur mauvais gouvernement, étaient bien plus visibles, surtout sur l'industrie du tissage aux alentours de Masulipatam. Mangalgiri, « une grande peuplade... considérable autrefois par le grand nombre de tisserands et peintres » était ruinée par la déplorable administration des Brahmanes. Valaby « considérable autrefois par une belle manufacture de chittes d'impression où l'on avait compté jusqu'à 2.000 peintres n'en avait pour lors une vingtaine. » A Antéguir, « les habitants étaient dans la dernière misère » et n'osaient même pas mâcher des feuilles de betel, « de crainte de faire connaître par là qu'ils avaient quelque chose au delà de ce qui est nécessaire pour couler la vie et que cela porterait les brahmanes à leur faire des avanies. » La seule amélioration que Martin découvrit pendant son voyage, fut entre Masulipatam et Golconde : « de quatre lieues en quatre lieues de grands bâtiments en forme de granges, bâtis par l'ordre du ministre Madena où l'on faisait cuire du riz chaque jour. » Mais ce secours était exclusivement réservé aux brahmanes. « On n'y aurait pas donné une goutte d'eau pour aumône à d'autres personnes, chrétiens, mahométans ni des autres tribus des gentils. »

Le sentiment général, prévalant dans le royaume golconde et dans sa capitale, était décidément en faveur des Français. A Ventepalam, les marchands vinrent supplier Martin de créer une factorerie française à Pétapoly, l'assurant qu'Idal Khan, le gouverneur golconde de la région « souhaitait fort de nous voir établir dans son gouvernement ». A Golconde même, Martin reçut un chaleureux accueil de Mirza Sherif

ul Mulk beau-frère du Roi. Il offrit aux Français un souper et un bal. Avec un sens de l'hospitalité bien persan, il offrit à ses invités, lorsqu'ils quittèrent la salle du festin, les plus belles danseuses pour les accompagner dans leurs demeures. Cette catégorie de femmes constituait alors, comme maintenant d'ailleurs, une grande partie de la population d'Hyderabad. Martin évalue leur nombre à plus de 12.000. Une proposition de Mahomed Ibrahim, généralissime golconde, fut cependant beaucoup plus sensible à Martin. Le généralissime pressait beaucoup Martin de rétablir une factorerie française à Masulipatam, offrant même d'user de son influence à la cour pour obtenir le firman nécessaire. Martin refusa de donner suite à cette offre avant d'avoir obtenu réparation des torts passés.

La route de Golconde à Charbidar, était comme auparavant : « une enfilade de bureaux de distance en distance pour faire payer les droits. » Martin voyagea sans avoir à acquitter les octrois, grâce à une exemption obtenue de la cour golconde.

Les voyageurs avaient à peine pénétré en territoire mongol que le résultat des déprédations maharattes devint douloureusement visible. « A l'exception de quelques lieux de défense, dit Martin, tout le reste était presque détruit et bien différent de ce que le pays était en 1670... Il n'y avait pas la moitié des terres ensemencées quoiqu'elle soit la meilleure du monde, presque partout et fort peuplée pour lors, ou à présent l'on rencontrait des aldées où il n'y avait personne. » C'est ici que Martin, pour la première fois mentionne la présence de bandes pillardes, à moitié indépendantes, qui surgissaient des ruines de l'ancienne organisation militaire de Shivaji. On trouvait ces bandes dans toute l'étendue du Deccan, levant des contributions partout où elles se trouvaient, pillant les villes qui refusaient de payer et les brûlant, et guettant au passage les caravanes. Martin et sa troupe devaient être efficacement protégés par des lettres du gouver-

neur de Gingi, adressées à quelques chefs maharattes qui auraient pu se trouver dans la région, mais on n'eut aucune occasion de s'en servir (1).

Extrêmement gêné par les pluies torrentielles qui étaient tombées avec la mousson, Martin arriva enfin à Surat le 21 août. En y arrivant, il fit une pénible découverte : les Européens ne jouissaient plus de l'estime dans laquelle les avaient tenus les autorités indigènes dix ans auparavant. Leurs chefs étaient traités avec peu de courtoisie par les officiels mongols. Leurs marchandises étaient soumises aux mêmes inquisitions acharnées que celles des marchands indigènes, leur liberté d'entrer et de sortir de la ville, considérablement diminuée. Martin affirme que les Anglais seuls étaient à blâmer de cet état de choses et si nous nous reportons aux faits, nous sommes obligés d'admettre qu'il avait raison.

Dans toutes les controverses qui, dans le passé, s'étaient élevées entre un pouvoir européen et les autorités indigènes, les autres Européens s'étaient toujours tenus strictement à l'écart du conflit. Lorsque des intérêts communs étaient menacés, ils s'étaient toujours très solidement unis. Cette solidarité entre Européens avait contribué à augmenter la considération dont ils jouissaient et préservé leurs privilèges d'empiètements de la part des pouvoirs indigènes. Cette unanimité était maintenant rompue par l'égoïste conduite des Anglais, à la fin, d'ailleurs, pour leur plus grand préjudice et celui des autres commerçants européens (2).

En 1680, pour appliquer indirectement le « gisia » à tous les chrétiens de l'empire mongol, l'Empereur Aurangzeb avait déclaré que les droits de douane payés par les commerçants européens à Surat et sur tout le territoire mongol, passeraient de 2,5 % à 3,5 %. Cette décision était contraire aux firmans ou aux chartes de commerce que les Européens tenaient du

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 228-269.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 271-272.

Mongol. Ces firmans et ces chartes fixaient, en effet, les droits perçus à 2,5 % et ne stipulaient aucune augmentation future. Les chefs hollandais, français et anglais se réunirent et s'élèverent contre l'augmentation de la taxe, obtenant du gouverneur de Surat la suspension des effets du décret jusqu'à ce que les Européens eussent exposé leurs doléances à la cour golconde. Aucune décision ne vint de Delhi. A l'expiration du délai prévu, le gouverneur de Surat demanda le paiement des droits au taux exigé. C'était le moment où les dirigeants des trois compagnies européennes auraient dû se réunir à nouveau et se concerter sur les moyens d'une action commune. Au lieu de cela, le président anglais de Surat acquitta les droits au nouveau taux. Français et Hollandais n'eurent d'autre alternative que d'en faire autant. La raison donnée par Martin de cette désertion des Anglais dans ce moment critique est très intéressante. Il dit que les Anglais étaient plus occupés par leur propre commerce personnel que par celui de la Compagnie. Comme ils pâtissaient des délais demandés, les Anglais s'étaient soumis à l'augmentation des droits, rendant ainsi indéfendable les causes hollandaise et française (1).

En 1682, le président anglais se conduisit encore une fois d'une façon égoïste et exclusive. Cette année-là, le gouverneur de Surat reçut d'Aurangzeb l'ordre d'organiser une flotte à Surat et de l'envoyer sur la côte Concan pour coopérer avec l'armée en vue d'attaquer les territoires appartenant à Sumbaji. M. Child, en apprenant cela, offrit de mettre les navires anglais à la disposition du gouverneur, à la condition d'exempter les Anglais des droits de douane. L'offre n'eut pas de suite, mais elle sert à mettre en évidence la véracité des accusations de Martin. Les Anglais par leur empressement à traiter séparément avec les Mongols gâtèrent tout, pour les commerçants européens de Surat, comme pour eux (2).

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 284.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 297.

Que cela soit dû à ces derniers faits ou à d'autres, il est certain, qu'après cela, la situation des commerçants européens de Surat empira. Des marchandises détenues dans les entrepôts de la douane, et même si une longue station les avait avariées, on exigeait les mêmes droits que si elles avaient été délivrées en bon état. Des difficultés surgirent quant à la façon de charger les marchandises exportées sur les navires ancrés dans le port. Les Français n'ayant qu'un petit courant de transaction, à cette époque, ne sentirent pas le contre-coup de toutes ces difficultés. Mais les Hollandais qui avaient un commerce actif s'en inquiétèrent beaucoup. En 1683, le commissionnaire hollandais, en vue de forcer la décision mongole, s'en fut à Sualy. Une rumeur courut que, suivant des instructions de son gouvernement à Batavia, il attendait l'arrivée de navires venant du golfe Persique, pour demander réparation des torts passés auprès des autorités de Surat. Les navires ne vinrent jamais, et bientôt après, les Hollandais dont le commerce souffrait de cet état d'hostilité, firent la paix avec le gouverneur et revinrent dans la ville.

En 1684, arriva à Surat le premier d'une longue suite de gouverneurs tyranniques, le Tartare Usbeck Salabat Khan, qui ainsi que nous le verrons plus tard, justifiait son origine, par le caractère féroce de son autorité. Martin lui-même se tint en assez bons rapports avec lui. Mais quelques mois après son arrivée, des plaintes venues des marchands indigènes de Surat, commencèrent à atteindre la cour impériale avec tant de persistance et de régularité qu'Aurangzeb dut intervenir. En 1683, Salabat Khan fut prié de rendre compte d'une somme de 15.000 roupies qu'on lui payait annuellement pour soulager les pauvres et qui selon toute apparence, passait dans la propre poche du gouverneur. Ceci n'eut pas de suite, Salabat Khan, ayant montré, pour justifier son gouvernement à Surat, des reçus pour une valeur de 903.000 roupies, accusant une plus value de 60.000 roupies sur ce

que son prédécesseur avait montré dans les années précédentes (1).

Pendant ce temps, en dépit des efforts de Martin, le commerce français à Surat était en piètre état. Avec leur crédit déprécié et leur capital épuisé, les directeurs, en France, avaient peu de bateaux et peu d'argent à envoyer à leurs agents aux Indes. Si de l'argent arrivait, il ne pourrait être mis dans le commerce, car la plus grande partie servait à payer les dettes qui ligottaient la factorerie de la Compagnie.

Pour lutter contre les difficultés financières qui augmentaient, Colbert, en 1682, avait aboli le monopole de la Compagnie et permis à des marchands libres de faire du commerce aux Indes. En 1682 la factorerie de Tellichery dut être abandonnée par manque d'argent et deux ans plus tard, celle de Bunder Abbas subissait le même sort (2).

En 1683, Martin vint inspecter, au nord, les centres de Broach, Baroda, Nariad et Ahmedabad, en partie pour trancher les différends qui étaient survenus entre les agents de la Compagnie, en partie aussi pour accélérer la préparation des ordres donnés à la Compagnie. La description qu'il nous a laissée de ces contrées jette une vive lumière sur les éléments de désordre sommeillant dans l'empire mongol, mais prêts à entrer en effervescence au moindre signe d'affaiblissement de l'autorité centrale. Martin affirme qu'entre Baroda et Nariad, « tous les habitants (étaient) voleurs de profession, même les uns contre les autres, lorsqu'ils ne trouvent point d'autre butin, les femmes suivent le mari à la guerre et... se chargent d'un pot rempli d'eau sur la tête pour rafraîchir les hommes de leur course ; à l'égard des enfants ils sont élevés dans le vol dès l'âge de connaissance. » Syedmahmoud, gouverneur de Nariad et Baroda avait récemment détruit les bois servant de refuge à ces voleurs et rasé tous les villages. Quoique ces mesures eussent un peu amélioré les choses, les routes

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 370-373.

2. Paul Kaepelin, *La Compagnie des Indes Orientales*, p. 134-140.

étaient toujours dangereuses. « On dit, ajoute Martin, que les habitants de la campagne jusqu'à Agra sont du même caractère. »

Plus au nord, dans le voisinage d'Ahmedabad, se trouvait une sorte de voleurs encore plus audacieux, que Martin décrit sous le nom de « gratias ». Ils avaient leur quartier général près de Diu. Ils sortaient à cheval par bandes de vingt ou trente, armés d'une lance et d'une épée. Ils attaquaient les villages du Guzerath, capturaient les « mukadums » ou notables, et les libéraient ensuite contre rançon. Plus tard encouragés par l'apathie du gouvernement mongol, ils poussèrent leurs incursions jusque sous les murs de Surat. La chose la plus curieuse rapportée par Martin, sur les voleurs qui se tenaient près d'Ahmedabad, était leur imitation de cris d'animaux pour s'avertir les uns les autres et signaler à l'aide de ces cris « du nombre des voyageurs, de leur suite; si ce sont des mores ou des gentils, de ce qui concerne leur équipage par détail... et même de résoudre entre eux en se répondant et répliquant les uns aux autres, s'ils donneraient dessus ou s'ils les laisseraient passer » (1).

A la même époque, la mer était devenue incertaine. Nous avons là le premier signalement de ces pirates qui furent dans les années suivantes la ruine du commerce hindou. Martin parle, en particulier, des Sangans, écumeurs des mers venant de Cutch. A l'abri dans leurs forteresses de la côte guzerath, au nord de Diu, ces pirates s'aventuraient sur de légers bateaux, fondant sur les vaisseaux marchands, arrivant à Surat ou en partant. En 1684, leurs déprédations étaient devenues si fréquentes, qu'influencé par les plaintes continuelles qui lui parvenaient, l'Empereur Aurangzeb nomma Syedmahmoud le gouverneur de Baroda au poste de Sourat, port à l'embouchure de l'Indus. Le nouveau gouverneur avait des ordres formels. Il devait armer des bateaux, attaquer les forteresses des pirates sur la côte, et leur donner

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 312-317.

la chasse jusqu'en haute mer. Considérant que le Mongol n'avait pas de flotte, pour mettre ce programme à exécution, il est curieux de savoir ce que fit le gouverneur en cette occasion. Il demanda aux Compagnies européennes de lui prêter les bateaux, les canons, les marins nécessaires à l'exécution des ordres reçus. Les Européens se retranchèrent sous un prétexte ou sous un autre pour ne pas accéder à cette requête (1). Cette dépendance du Mongol sur les marchands européens de Surat, devait plus tard, entraîner de sérieuses conséquences pour ces derniers.

V. — PASSAGE A LA POLITIQUE DU MAINTIEN DES POSTES.

De l'étude précédente des rapports de Martin avec les autorités de Surat, durant ces cinq années, le changement en pire des conditions de commerce dans l'empire mongol apparaît comme évident. Le pays situé autour de Surat était devenu de moins en moins sûr. Il était aussi incapable d'absorber les marchandises que les Français avaient à vendre que de leur fournir celles dont ils avaient besoin. Les autorités étaient devenues plus exigeantes dans leurs demandes et plus tyranniques dans leurs procédés.

Ces conditions de plus en plus mauvaises, quoique attribuées, en partie à d'autres causes, étaient principalement dues à un grand changement politique qui s'accomplissait dans l'Inde centrale en ces dernières années. Le « Soubah » du Deccan, qui, jusqu'alors, avait été seulement une province impériale, allait devenir, en quelque sorte, le quartier général de l'Empire mongol et le centre de vastes opérations militaires dirigées contre le Deccan, le Carnatic et le Maharashtra. L'attention de l'empereur, retenue depuis 1658 par la consolidation de la conquête de l'Inde du Nord, s'était fortement portée vers l'extension de l'Empire au centre et

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 336.

au sud de l'Inde. Vers 1685, la grande entreprise qui devait occuper les vingt dernières années de son règne, venait juste de commencer. La fuite, à la cour de Sumbaji, de son fils révolté Akbar l'avait attiré vers le sud. Mais Aurangzeb avait soudainement abandonné le projet de soumettre les possessions de Sumbaji et concentrait maintenant, sur la destruction préliminaire des Sultanats pathans, toutes ses forces.

De Pondichéry, déjà, Martin avait clairement discerné la ruine inévitable des sultanats du Deccan. Depuis son arrivée à Surat, il avait étroitement suivi le cours des opérations militaires d'Aurangzeb. Qu'il n'ait pas méconnu ou amoindri l'importance de leurs conséquences sur la situation des Français, cela est tout à fait démontré par la place importante qu'il donne à leur minutieuse description, dans ses mémoires. Son esprit logique et pratique avait clairement entrevu, qu'un projet politique de cette ampleur, une fois entrepris, ne serait pas facilement abandonné. Si on en poursuivait l'accomplissement, il confirmerait et intensifierait les conditions défavorables que Martin avait pu constater de 1681 à 1686.

Quelle était donc alors la meilleure politique à adopter dans ces conditions, qui, après tout pouvaient bien devenir les conditions normales de la vie politique aux Indes. Quelle que pût être cette politique, Martin aurait dû être persuadé que ce ne pouvait plus être la vieille politique conçue par Baron. Cette politique, déjà rendue difficile par la pauvreté financière de la Compagnie, et l'état d'anarchie du Carnatic, était hors de question au moment où toute l'Inde était menacée de passer sous la domination mongole. Il y avait une autre ligne de conduite à adopter. Les forces déclenchées dans l'Inde centrale étaient trop imposantes pour être contrôlées ou canalisées par les Français. Tout ce qu'ils pouvaient faire était de courber la tête sous la tempête et d'y survivre comme ils pourraient. Pendant que le puissant Mongol, allait selon toute apparence, devenir de plus en plus grand, les

Français, si rien ne survenait, allaient devenir de plus en plus misérables. Les conditions financières de la France et les conditions politiques de l'Inde, les obligeaient à revenir au rôle purement commercial qu'ils avaient adopté à l'origine, lorsqu'ils vinrent aux Indes pour la première fois en 1666, c'est-à-dire en simples marchands, sous la tolérance du Grand Mongol.

Leur politique, par conséquent, devait se rapprocher, maintenant, de ce qu'elle avait été dans le passé. Ils devaient accepter les conditions politiques du pays, quelles qu'elles fussent et ne pas espérer les changer, conduire leurs affaires de leur mieux, accepter les tracasseries avec résignation, en constatant leur impuissance à les endiguer, solliciter des faveurs quand ils en avaient besoin, traiter les princes avec douceur et persuasion, de façon à vivre aussi bien que possible et garder leur emprise commerciale sur le pays en attendant des jours meilleurs.

Telle était la politique du maintien commercial par l'emploi de la patience et de la prudence qui maintenant allait être poussée à son apogée par son plus grand représentant : François Martin.

CHAPITRE V

Maintien et extension des comptoirs par la politique de prudence et de patience mise en œuvre par Martin

(1686-1698)

I. — INTRODUCTION.

L'histoire des Français aux Indes, pendant la gestion des affaires de la Compagnie par Martin, à cette époque, 1686-1706 est étroitement liée à la succession des faits de l'histoire du Mongol. Rien de surprenant à cela. Pondichéry, leur principal établissement, était dans le Carnatic. Masulipatam, où ils devaient bientôt s'établir, à nouveau, se trouvait dans le Deccan. A cette époque, Deccan et Carnatic étaient bouleversés. Les opérations militaires d'Aurangzeb contre les Etats du Deccan précédèrent ses tentatives de subjugation du Carnatic maharatte, 1689-1707.

Les problèmes diplomatiques auxquels Martin eut à faire face, jusqu'à la perte de Pondichéry en 1693, furent directement causés ou tout au moins intensifiés par les révolutions qui se déroulèrent à ce moment dans l'Inde du centre et du Sud.

D'autre part tous les problèmes politiques et diplomatiques qu'eurent à résoudre les lieutenants de Martin à Surat, et au Bengale, entre 1686 et 1697 survinrent par suite de conséquences administratives des campagnes d'Aurangzeb,

dans les provinces environnantes de l'empire mongol. C'est parce que l'empereur mongol se trouvait occupé par ses conquêtes militaires dans le Deccan ou dans le Carnatic, que ses propres provinces de l'Inde du nord tombèrent dans un état à demi-anarchique, entraînant ainsi tous les problèmes fâcheux qu'eurent à envisager Pilavoine à Surat et Deslandes à Chandernagor.

Il devient donc indispensable en poursuivant ce travail de relier l'histoire des Français à celle des Mongols. Cette relation est aussi intéressante et aussi instructive pour celui qui étudie l'histoire de l'Inde qu'elle l'est pour celui qui étudie les rapports français avec notre pays.

II. — RELATIONS DIPLOMATIQUES DE MARTIN AVEC LE DECCAN ET LE CARNATIC, 1686-1693...

Martin arriva à Pondichéry en mai 1686, en vue de mettre à exécution le programme de Seignelay. En 1685, la Compagnie française, créée par Colbert, avait été reconstituée par le ministre Seignelay. Tout en continuant d'être la créature servile de la monarchie, comme elle l'était auparavant, la nouvelle Compagnie constituait un centre plus restreint, avec un conseil d'administration plus homogène et un programme nettement commercial, bien que hautement protectionniste. Les toiles imprimées de Surat, étant en concurrence avec celles de France, leur importation fut restreinte. Toute la côte ouest de l'Inde perdit de son importance, la factorerie de Surat, de ce fait, perdit sa principale raison d'être. Elle eût même été entièrement supprimée si les dettes pesant sur le comptoir n'avaient pas rendu son maintien une nécessité d'avenir. Par contre cependant, les côtes de Coromandel et du Bengale, devaient gagner considérablement au programme de Seignelay. La création d'un établissement fut envisagée dans le Siam, et confiée à une expédition royale. Des comptoirs devaient être ouverts à Masulipatam et au Bengale.

L'exécution de ce programme pour ce qui est des établissements de la côte de l'Inde fut confiée à François Martin. Son intégrité et son dévouement à la Compagnie, dans le passé, furent à cette occasion, hautement reconnus (1).

Les navires nécessaires à ce nouveau commerce, étant attendus à tout instant de France, la première tâche de Martin fut de leur trouver un assortiment varié de cargaisons. Comme le seul poste de Pondichéry n'eut jamais pu suffire à cela, sa seconde mission fut de hâter la création des comptoirs prévus par le programme de Seignelay, l'un à Masulipatam et l'autre au Bengale.

Comment trouver des cargaisons et comment créer des comptoirs : tels furent les deux problèmes qu'eut à se poser Martin, pendant les années 1686 et 1687.

Lorsqu'il se disposa à les résoudre, il se trouva en présence de sérieuses difficultés. 1686 fut l'une de ces années fatales comme il en advient, hélas, en trop grand nombre dans l'Inde. A la suite du manque de pluie une famine atroce sévissait dans le Guzerath et l'Inde centrale. Ne pouvant plus trouver leur nourriture dans le nord, les populations affamées commencèrent à émigrer vers le sud. De Pondichéry, Martin fut témoin du sombre exode d'armées entières de squelettes se dirigeant vers le fertile delta du Cavery (2). La désolation causée cette année-là et l'année suivante par la famine et sa conséquence directe, la peste, fut un spectacle terrible à voir. Duhautménil, de passage à Madras, relata que deux cents personnes étaient mortes en deux jours, et que les hommes ne suffisaient pas pour enterrer les morts. J.-B. Martin se rendant de Masulipatam à Pétapoly écrivait que le pays était jonché des os des morts, les maisons et les rues remplies de cadavres, et des survivants « une partie moribonde et les autres comme des squelettes », il en restait très peu. La mortalité était considérable « l'on pourra en

1. Paul Kaepelin, *La Compagnie des Indes Orientales*, p. 193.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, chap. XXII, p. 449, 462.

juger, écrit Martin, par cet échantillon, un canton de terre rempli de plusieurs villages fort peuplés où l'on comptait jusqu'à 30.000 ouvriers, l'on aurait de la peine à présent à en trouver 300 (1) ». Le commerce devenait une dérision dans de semblables conditions. Rien de ce que la Compagnie envoyait dans l'Inde ne pouvait être vendu — pas de transactions d'achat possibles. Comme il était impossible d'obtenir quoi que ce fût aux environs de Pondichéry, Martin comprit la nécessité impérieuse de hâter l'établissement des nouveaux comptoirs à Masulipatam et au Bengale.

En 1686, Martin envoya les marchands Pellé, Regnault, et Grégoire Boutet au Bengale, non seulement pour y chercher des cargaisons, mais aussi pour y poser les fondements de comptoirs nouveaux. La même année son correspondant Guesty était pourvu d'un firman donné par la cour de Golconde en vue du rétablissement d'un comptoir à Masulipatam. Ce nouveau comptoir ne put, toutefois, rien produire à cause de la désolation du pays environnant et ce fut principalement avec des cargaisons rassemblées au Bengale que les navires de la Compagnie furent chargés et renvoyés en France.

A peine le firman était-il obtenu, que Golconde fut assiégée par l'armée mongole, février 1687. Cette capitale jadis florissante, devait tomber dans une atmosphère d'angoisse inouïe. « Il semblait, dit Martin, que tous les fléaux du ciel, de la terre et de la mer même eussent dû priver le royaume de Golconde de tous ses habitants. La famine et une espèce de peste étaient répandues partout ; les morts restaient à milliers dans les rues de Bagnagar et dans les campagnes : il n'y avait pas de gens pour les enterrer (2). » Les opérations du siège selon l'opinion de Martin, furent dirigées par un renégat italien, autrefois ingénieur, « qui avait pris le turban ». En dépit de ces circonstances accablantes les assiégés donnèrent de nombreux exemples du courage afghan. Mais la

1. Martin et Deslandes Boureau à la Compagnie. A. C. C² 63, f. 90.

2. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 473.

famine et la trahison firent œuvre sûre et la dernière description de Martin à ce sujet est suffisamment éloquente. « On reçut enfin des nouvelles sûres de la prise de Golconde par le Mongol, octobre 1687, une partie manque de vivres, mais particulièrement par l'intelligence que ce prince y avait entretenue et qui lui avait enfin réussi. On trouva un matin les portes ouvertes, les troupes sur les murailles et sur les bastions, endormies et sans armes, le Roi dans son sérail avec une espèce d'indolence de même que s'il n'avait point eu de guerre et que l'action ne l'eût point touché (1). » La chute de Golconde fut suivie de l'occupation par les Mongols du Carnatic golconde.

A début de janvier 1688, Martin apprit que Mahomed Jafar, le nouveau gouverneur de Masulipatam, avait non seulement abrogé plusieurs privilèges des commerçants européens de la ville, mais encore qu'il leur avait interdit tout commerce à Masulipatam jusqu'à ce qu'ils se fussent assurés de nouveaux firmans auprès du Mongol. Les nouvelles étaient déconcertantes. En effet c'était surtout pour obvier à une difficulté semblable que, peu de temps après avoir obtenu le firman golconde, Martin avait envoyé Bertrand et Duval, fonder au plus vite un comptoir à Masulipatam, pour pouvoir, le cas échéant, mettre le gouvernement mongol devant un fait accompli. Il se vit dans la nécessité de tout recommencer : après avoir payé un firman à la cour golconde il eut à en obtenir un nouveau du Mongol (2).

C'était là déjà chose assez désastreuse. Cependant un nouveau problème plus pressant encore, se trouva soulevé du fait de la conquête du Carnatic golconde par le Mongol. La frontière mongole par suite de l'annexion du royaume golconde avait été amenée à proximité du Carnatic maharatte. Or il n'y avait pas à espérer que Mongols et Maha-

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 505-506.

2. Martin, *Mémoires*, chap. XXIII, p. 511.

rattes, de chaque côté de la frontière pussent vivre en bonne intelligence. Au début de janvier 1688, des troupes maharattes de Gingi et de Valdaour, commencèrent des incursions sur le territoire mongol, brûlant des villages, enlevant le bétail et rançonnant la population. Pour repousser ces incursions, les Mongols commencèrent, en mars, à rassembler leurs troupes à Wandiwash (1). Bref, tout indiquait que le Carnatic allait devenir le théâtre de luttes prochaines entre Mongols et Maharattes. En pareilles circonstances quel serait le sort du comptoir français de Pondichéry pris entre le marteau mongol et l'enclume maharatte. Tels furent les problèmes qu'eut à se poser Martin en 1688.

Considérant avant tout les intérêts de la Compagnie, Martin comprit que Pondichéry, situé au plus fort du combat imminent deviendrait rapidement un centre commercial impraticable. Il était indispensable que Martin s'assurât d'autres postes situés en dehors de la zone dangereuse du Carnatic. Ces centres continueraient à alimenter la Compagnie en cargaisons tandis que Pondichéry essuierait la tempête. Deslandes Boureau fut envoyé en août pour s'assurer d'un firman et pour commencer l'établissement des comptoirs au Bengale. Ordre fut donné à Guesty d'obtenir audience de l'empereur Aurangzeb, avant son départ pour Bijapur, en vue de sa campagne maharatte. Il lui fut enjoint de s'assurer du firman reconnaissant et précisant le précédent, même s'il était obligé de suivre l'empereur à Bijapur, pour l'obtenir. Des négociations furent engagées avec le rajah de Tanjore pour l'établissement d'un nouveau poste sur ses territoires : les Français pourraient de cette façon, s'y réfugier si leur situation à Pondichéry devenait trop précaire. A la fin de l'année, Martin eut la satisfaction de voir aboutir toutes ces négociations. Tandis que Deslandes Boureau posait les bases de l'établissement du Bengale, Guesty avait obtenu du Mongol, le firman requis, en échange d'un présent de

1. Martin, *Mémoires*, chap. XXIII, p. 532-533.

500 pagodes, et Collandé avait obtenu l'autorisation d'établir un comptoir à Caverypatam (1).

Restait maintenant la question de Pondichéry. Martin pensa d'abord que tout irait bien s'il obtenait des chefs, alors en conflit, la promesse de respecter la neutralité de l'établissement français, au cours de leurs luttes respectives. Mais les incursions continuèrent et Martin se rendit compte que la sécurité de la ville ne pourrait être assurée qu'en la fortifiant. Il apaisa le havildar maharatte en lui faisant un présent, puis il procéda à l'érection d'un mur sur le côté ouest de la ville. Des brahames de la ville allèrent rechercher auprès du gouvernement de Gingi un firman autorisant les fortifications. Quelques jours plus tard, ils produisirent un prétendu contrat. Grande fut la surprise de Martin lorsque bientôt après, il reçut une lettre émanant de la cour maharatte. La cour exprimait son étonnement que les Français eussent entrepris la construction des murailles sans en avoir, au moins, demandé la permission au gouvernement maharatte. Martin naturellement envoya chercher les brahmanes. Avec une audace imperturbable, ils nièrent avoir jamais eu connaissance du firman. Ils déclarèrent qu'ils avaient seulement dit à Martin qu'ils lui procureraient le firman en échange d'un présent assez important à la cour maharatte. On peut aisément s'imaginer quelle fut l'indignation de Martin. « C'est dans ces occasions dit-il avec beaucoup de sang-froid, que la patience d'un homme est mise à la plus rude épreuve et où il convient d'être le maître de soi-même pour n'en pas venir aux extrémités. » Mais il n'y avait pas à lutter et tout fut à recommencer. Martin eut la conviction désagréable qu'il se trouvait à la merci de la cour maharatte puisque la muraille était déjà à demi-édifiée. Son ambassadeur Germain se comporta toutefois très habilement devant la cour de Gingi. Il fit remarquer au Gouverneur général que les moyens de défense de Pondichéry étaient aussi utiles aux populations voisines

1. Martin, *Mémoires*, chap. XXIII, p. 526-527, 556.

qu'aux Français. Puis il menaça de les laisser dans leur état actuel d'inachèvement si le rajah persistait dans ses demandes exorbitantes. Heureusement pour les Français, la cour maharatte alarmée à la nouvelle de l'approche des Mongols, désirait au plus haut point se faire de l'argent par tous les moyens possibles. Finalement on en vint aux conventions suivantes : en échange de 5.000 chacaras, les Français pourraient élever une muraille de l'épaisseur qui leur conviendrait mais avec quatre bastions de dimensions spécifiées (1).

Les problèmes qui avaient accablé Martin depuis 1686 atteignirent leur plus haut degré de gravité en 1689 et dans les quatre années suivantes. Vaincus dans le Concan par l'attaque mongole et désorganisés par la prise de leur roi Sumbaji, traîtreusement livré à Aurangzeb, qui le mit cruellement à mort, les Maharattes proclamèrent roi Ram Rajah en 1689. Ils l'envoyèrent alors en Carnatic pour attirer sur lui l'attaque mongole et alléger ainsi le Maharashtra du poids de cette attaque. Ce mouvement stratégique réussit fort bien. Ram Rajah s'enfuit de son pays et alla se réfugier à Gingi. Il y fut assiégé par Zulfikar Khan qui fut rappelé du Concan à cet effet.

Gingi, ainsi que nous le savons, se trouvait tout près de Pondichéry. En tant que quartier général du gouvernement maharatte, la ville était sûre de subir tout le poids de l'attaque mongole. Non seulement les belligérants se battraient aux portes de l'établissement français, mais encore Zulfikar Khan et Ram Rajah étaient certainement prêts à leur faire des demandes de toutes sortes : Ram Rajah en qualité de suzerain immédiat et Zulfikar Khan en tant que conquérant éventuel. Comment Martin allait-il assurer la sécurité de Pondichéry et en même temps rester en bons termes avec les deux partis tant que l'issue de la lutte resterait incertaine. C'était devenu non plus une question commerciale, mais une question de vie ou de mort.

1. Martin, *Mémoires*, chap. XXIII, p. 569-571.

Cependant, un problème plus grave encore devait s'ajouter aux précédents. En avril 1689 Martin apprit que la guerre avait éclaté entre la France et la Hollande. Cet événement semblait rendre la situation presque désespérée. Les Hollandais étaient les ennemis acharnés des Français et la cour de Gingi étant notoirement pauvre, les Hollandais allaient sûrement intriguer auprès de Ram Rajah pour obtenir qu'il chassât les Français de Pondichéry. Comment Martin allait-il parer aux intrigues hollandaises dans les cours hindoues et assurer la sécurité de Pondichéry.

De tous ces problèmes, le plus urgent était certainement le dernier. En octobre 1689 Martin envoya deux émissaires l'un au Maharaja de Tanjore, l'autre à Ram Rajah. Il était temps. Les Hollandais étaient déjà en train d'essayer d'obtenir de Tanjore l'expulsion des Français de Caverypatam. Bien que l'émissaire français eût évité ce danger, il ne put empêcher les Hollandais de gagner le poste de Trimivas à trois lieues au nord, poste qui avait été offert, auparavant, aux Français. Quant à Ram Rajah, il fut prodigue de promesses, pour ce qui était de la protection des Français à Pondichéry. Si jamais garanties sur parchemin eurent quelque valeur, Martin eut la satisfaction de les obtenir. L'évidence devait bientôt prouver leur inutilité. Au début de janvier 1690, Martin apprit que le havildar maharatte de Porto-Novo, acheté par les présents des Hollandais avait entrepris de faire expulser les Français de Pondichéry. En prévision de ce mouvement, le gouverneur de Negapatam Laurens Pit préparait une flotte pour attaquer l'établissement français par mer. Martin envoya immédiatement Germain à la cour de Ram Rajah. L'entrevue de Germain avec le Rajah fut des moins satisfaisantes. C'est en vain que Germain produisit tous ses firmans de protection. Ram Rajah lui répondit que les Maharattes avaient besoin d'argent et que s'ils ne pouvaient l'obtenir des Français, ils l'obtiendraient bien des Hollandais. En fait, voici ce qui se passait : le gouvernement

maharatte avec son habileté coutumière avait découvert toutes les possibilités d'utiliser à son profit la guerre franco-hollandaise. Les Hollandais étaient disposés à payer pour obtenir l'expulsion des Français de Pondichéry. Les Français étaient également prêts à payer pour n'être pas chassés. La cour maharatte avait un besoin d'argent pressant. Tel le singe de la fable Ram Rajah se décida à exploiter la situation à son avantage. Ayant empoché les 20.000 chacaras que Pit avait déjà versés, Ram Rajah se retourna vers Germain et lui proposa de garantir la sécurité de Pondichéry en échange de 6.000 chacaras. Dans cette transaction à trois, c'étaient les Hollandais qui certainement s'en tirèrent le plus mal : pour toute leur dépenses et leur perte de temps, ils n'avaient rien obtenu. Quant aux deux autres contractants, il est difficile de dire lequel l'emporta sur l'autre. Les Français, sans aucun doute paraissaient avoir obtenu beaucoup pour leur argent. Car les 6.000 chacaras que Germain avait payés à Ram Rajah n'étaient pas un don mais un prêt payable à 18 % d'intérêts et couvert par l'abandon aux Français de revenus que les Maharattes tiraient de Pondichéry. Comme Ram Rajah ne serait jamais en mesure de rembourser ce prêt, la transaction revenait virtuellement à l'aliénation des revenus de Pondichéry pour la somme insignifiante de 6.000 chacaras. Mais le procédé par lequel Pit avait été abusé par le gouvernement maharatte aurait dû mettre Martin sur ses gardes, car le même artifice pouvait être renouvelé, à l'avenir contre lui. En effet, si Ram Rajah après avoir empoché l'argent des Hollandais pouvait encore vendre le revenu de Pondichéry aux Français, qui pouvait l'empêcher de vendre la ville entière à un acquéreur futur pour un prix encore plus élevé ? La même nécessité qui justifiait le procédé indélicat dans un cas justifiait sa répétition à l'avenir.

Dans l'intervalle, la durée du siège de Gingi, à présent confié par Aurangzeb à son fils Cambux (1691) avec l'aide de Zulfikar, se prolongeait au delà de toute attente, par suite

de la résistance maharatte. Martin reçut alors des requêtes embarrassantes de la part des Mongols et des Maharattes. En ce qui concerne les derniers, la pénurie de la cour de Gingi étant bien connue, ces requêtes consistaient principalement en demandes d'argent. En septembre 1690, Ram Rajah offrit de vendre Tevenapatam aux Français. Or ceux-ci, ne pouvant profiter de cette offre, assez promptement, la ville fut vendue aux Anglais au grand regret de Martin. En mars 1691, Ram Rajah offrit de vendre Pondichéry aux Français, mais Martin refusa cette proposition. Dépendant du gouvernement maharatte, les Français pouvaient toujours prétendre à sa protection, alors que, entièrement libres ils seraient exposés à l'attaque hollandaise. En avril 1691, Ram Rajah demanda de nouveau un prêt de 10.000 chacaras. Martin prétexta pour refuser que les bateaux français attendus n'étant pas arrivés, il ne possédait pas l'argent nécessaire.

Quant aux requêtes de Zulfikar, elles consistaient surtout en demandes de secours militaires ou navals. En octobre 1690, le général mongol demanda le prêt de la flotte Duquesne-Giton pour chasser les Anglais de Tévenapatam. Martin, vu l'état problématique du siège, décida sagement de refuser. De nouveau en octobre 1691, Zulfikar, ayant eu connaissance des exploits passés de Martin, lui demanda de prendre Valdaour pour les Mongols. Martin déclina la proposition sous prétexte qu'il était en état de paix avec Ram Rajah.

Les difficultés militaires que Martin avait eu à affronter pendant ces années critiques, étaient aussi fâcheuses que ses embarras diplomatiques. Pondichéry, se trouvant au cœur du combat, souffrait beaucoup des incursions mongoles, aux alentours de la ville. Les troupes mongoles envahissaient les faubourgs de l'établissement, détruisant les moissons, emportant le bétail et parfois s'opposant à l'entrée des vivres dans la ville. Vers la fin du siège, Martin souffrit beaucoup de ces incessantes incursions.

Vers 1693, le siège de Gingi avait, du point de vue de la stratégie militaire, entièrement accompli son but. Les lieutenants maharattes Suntaji et Dhunnaji avaient par d'héroïques efforts, recouvré toutes leurs possessions perdues dans le Concan. En 1693, ils opérèrent un mouvement audacieux. Echappant à la vigilance des troupes mongoles, ils prirent la route de Satara avec une armée grosse de plus de 20.000 cavaliers. Effectuant des avances rapides avant qu'on eût pu leur barrer la route, ils descendirent en Carnatic. Les assiégeants mongols de Gingi se trouvaient maintenant réduits à leur tour au rôle d'assiégés. Zulfikar et Cambux furent bien heureux d'acheter le privilège de se retirer en sûreté à Wandiwash.

* * *

En jetant un regard en arrière, nous ne pouvons qu'admirer combien Martin conduisit ses affaires avec circonspection pendant les sept années si pleines d'événements, s'écoulant de 1686 à 1693. Dans un temps où tout le vieil ordre politique du Deccan disparaissait dans une atmosphère de guerre et d'intense souffrance humaine, il avait rétabli le comptoir de Masulipatam et posé les fondements des établissements français du Bengale. Puis quand l'orage de la guerre maharatte-mongole avait éclaté dans le Carnatic et avait fait rage furieusement à Gingi, à quelques milles de l'établissement français, il avait établi le comptoir de Caverypatam. Grâce à la prudence qu'il apporta dans les relations diplomatiques avec les rajahs hindous et les généraux mahométans, il conserva l'établissement de Pondichéry et cela en dépit de la guerre franco-hollandaise.

Il semblait que la levée du siège de Gingi eût dû mettre fin à la période d'incertitude que Martin venait de passer, et qu'il eût eu seulement à renouer avec le gouvernement maharatte les relations paisibles de jadis. Il ne devait cependant pas en être ainsi.

III. — RELATIONS DE MARTIN AVEC RAM RAJAH
CHUTE DE PONDICHÉRY (FÉVRIER-SEPTEMBRE 1693.)

A peine l'armée mongole s'était-elle retirée à Wandiwash que Ram Rajah avait repris ses éternelles sollicitations d'argent. En février 1693, il demanda à Martin soit de lui faire l'avance d'un prêt, soit d'acheter entièrement Pondichéry au gouvernement maharatte. Dans d'autres circonstances les Français eussent bien accueilli l'idée de devenir entièrement maîtres de la ville et de s'émanciper ainsi, une fois pour toutes de l'incessant esclavage des exactions maharattes. Mais en 1693, la perspective de devenir maîtres de Pondichéry, ne paraissait plus aussi intéressante. En qualité de dépendants de Ram Rajah, les Hollandais regarderaient à deux fois avant de s'aventurer à attaquer les Français et à supposer qu'ils le fissent, ceux-là pourraient toujours revendiquer la protection de Ram Rajah leur suzerain. Au contraire, les Français étant maîtres de Pondichéry, non seulement les Hollandais les attaqueraient, sans la moindre hésitation, mais encore la charge de la défense incomberait entièrement aux Français. Or ces derniers étaient difficilement en état de résister aux forces supérieures des Hollandais. Martin conclut donc qu'il était préférable de rester dépendant du Rajah et d'être en sûreté que de devenir maître de Pondichéry et de s'exposer au danger. Aussi tandis qu'il espérait recevoir des secours de France, pour améliorer la situation, décida-t-il de temporiser avec Ram Rajah et de réduire ses ministres au silence en leur envoyant des présents en argent et en étoffes. Mais ce n'est pas un os maigre qui peut apaiser un loup affamé. La cour de Gingi était réellement à bout de ressources. Il ne pouvait en être autrement après la dévastation du pays par la guerre, le recouvrement de ses revenus suspendu et ses soldats réclamant à grands cris leur solde. Il devint bientôt évident que si Ram Rajah n'obtenait pas

des Français ce dont il avait besoin, il essaierait de l'obtenir de leurs adversaires les Hollandais.

En mars, Martin apprit que les agents de Laurens Pit, gouverneur de Négapatam, s'empressaient d'intriguer à la cour de Gingi. Au même moment comme pour confirmer la nouvelle, les fonctionnaires maharattes devinrent plus tracassiers et Martin essaya à nouveau de calmer leur maître par d'autres présents. Les quatre mois suivants furent pour Martin une période tendue et pleine d'anxiété. En mai, la flotte hollandaise vint de Ceylan à Négapatam et de là à Tevenapatam, le port anglais où, en dépit des remontrances du gouverneur elle croisa pendant sept semaines. Martin, dans l'intervalle, espérait qu'arriveraient des secours de France, quand les Hollandais quittèrent Tevenapatam en juillet ; il sembla alors à Martin, que l'aide attendue allait arriver de France, mais c'était là faux espoir. Les Hollandais s'étaient retirés uniquement pour attendre les résultats de la campagne diplomatique qu'ils avaient entreprise à la cour maharatte, campagne qui devait leur gagner définitivement Ram Rajah. Avec la coopération tacite des Maharattès, l'établissement français de Pondichéry était devenu simplement intenable.

En août, Martin eut connaissance de bruits répétés insinuant que les agents hollandais avaient gagné à leur cause la cour de Gingi. En hâte Germain fut envoyé à Gingi pour déjouer l'intrigue. Le rapport qu'il fit à Martin était des plus alarmants. Non seulement il confirmait la rumeur d'une entente entre les Maharattes et les Hollandais mais il adressait la copie positive du traité signé entre eux. Ce traité stipulait qu'en échange de 28.000 pagodes, les Hollandais obtiendraient non seulement Pondichéry et ses dépendances mais de plus, qu'ils seraient exempts de tout contrôle des officiers maharattes. Ils jouiraient en outre du droit de frapper leur propre monnaie. C'est en vain que Germain produisit tous les firmans protectifs qui avaient été accordés aux

Français par les Maharattes. Pour toute réponse Ram Rajah lui dit qu'il avait besoin d'argent, et le plus qu'il pouvait faire c'était d'offrir aux Français la première option pour l'achat de Pondichéry. Il les avertit que cette offre n'était toutefois valable que pendant six jours. A cette nouvelle Martin s'accrocha à sa dernière planche de salut et offrit d'acheter la ville. Mais les Hollandais pour n'être pas battus s'empresèrent de surenchérir. Si bien que lorsque l'envoyé de Martin arriva à la cour maharatte pour fixer les conditions de l'achat, celles-ci s'étaient considérablement accrues, les Maharattes voulaient maintenant et un prix plus élevé et un plus gros acompte. Cependant Martin ne perdit pas tout espoir ; mais il allait devenir évident que le marché avec les Hollandais avait été définitivement conclu. En effet toutes les lettres de Martin à la cour de Gingi restèrent sans réponse.

Que devait faire Martin en présence d'une telle duplicité ? Déterminé à trouver des alliés, au moins pendant la guerre qu'il prévoyait maintenant comme inévitable il écrivit à Zulfikar Khan à Wandiwash. Par l'intermédiaire de son agent golconde Guesty, Martin informa ce général qu'il était prêt à placer Pondichéry sous la protection mongole s'il voulait envoyer des troupes pour occuper la ville immédiatement. La rumeur s'étant répandue que le général avait reçu l'ordre de reprendre le siège de Gingi, Martin pria également Guesty d'offrir l'aide des Français en vue de la conquête de Valdaour et de tous les pays jusqu'à Porto-Novo. Guesty confia toutes ces propositions à son ambassadeur auprès de Zulfikar, un jésuite, le père Dolu. Mais bien qu'il eût demandé à ce dernier de faire toute diligence, il avait à peine commencé les négociations, lors de la chute de Pondichéry.

En même temps Martin entra en négociations avec le Maharaja de Tanjore. Il lui fit remarquer comment les Hollandais essayaient alors de se rendre maîtres de la côte, et combien il était nécessaire que les princes hindous se liguassent

contre eux, enfin il implora son secours pour sauver Pondichéry. La réponse du Maharaja fut très décourageante. Il rappelait à Martin qu'il avait voulu en 1690 renvoyer les Hollandais de Négapatam, et que les Français à toutes ses demandes d'aide avaient fait la sourde oreille.

Le résultat inévitable de l'échec diplomatique de Martin fut la chute de Pondichéry qui, après une brève résistance, capitula devant les Hollandais le 9 septembre.



IV. — RELATIONS DE PILAVOINE ET DE J.-B. MARTIN
AVEC LES GOUVERNEURS DE SURAT (1686-1698).

Si, de Pondichéry, nous reportons notre attention vers Surat, nous sommes tout d'abord frappés de voir empirer la situation politique dans le Guzerath. Cette province était la première où l'anarchie du régime et le déclin de l'administration montraient les conséquences des campagnes d'Aurangzeb dans le Deccan. Ces conditions qui forment un sombre arrière-plan aux relations entre Pilavoine et les Gouverneurs de Surat (1686-1698) sont dépeintes de façon frappante dans les rapports français de l'époque.

En octobre 1686, lorsque Bijapur venait de tomber devant les armées mongoles et que l'état des choses n'était pas cependant aussi mauvais qu'il allait le devenir plus tard, Pilavoine écrivait aux Directeurs : « Le pays est dans la dernière désolation par une espèce de famine, les peuples soulevés de tous côtés qui mettent tout à feu et à sang... Cette rivière est remplie de bâtiments qui ne trouvent de quoi s'agir, et ne savent plus où aller, car, pour comble de disgrâce, des corsaires se sont mis aux mers d'ici (1). » Deux ans plus tard, nous retrouvons le même tableau, mais les couleurs en sont considérablement assombries. Les grands chemins de Guzerath sont infestés de brigands et de voleurs, « et encore plus par les peuples soulevés qui pillent et enlèvent presque toutes les caravanes (2) ». Les régions entourant Surat sont appauvries et désolées ; « les maladies se mêlent à la misère et enterrent un nombre infini de gens jusqu'à rendre les villes et les villages déserts. » Les mers sont parcourues en tous sens par des pirates européens, trop heureux de trouver leur compte dans le désordre régnant. « Les An-

1. Pilavoine aux Directeurs, 15 oct. 1686. A. C. C² 63, f. 83.

2. Pilavoine et les marchands de Surat à la Compagnie. A. C. C² 63, f. 123-126.

glais se sont postés dans toutes les embouchures des rivières qui coulent de l'Indoustan dans la mer... Certains flibustiers des Isles de l'Amérique ont pris pour asile la côte d'Arabie, au port d'Aden, pour être mieux postés aux embouchures de la Mer Rouge et du sein persique... Les Danois se sont étendus vers le sein persique et la mer d'Arabie, et prennent tout ce qu'ils peuvent, sans distinction de ceux avec qui ils ont démêlés (1). »

Quel commerce aurait pu résister à de telles conditions ? Lorsque la prospérité et le bonheur règnent dans un pays, les habitants achètent ce que les marchands ont à vendre ; ils fournissent ce que les marchands veulent acheter. Lorsque le besoin les a appauvris, lorsque le coût élevé de la vie les a amoindris, leur pouvoir d'achat et leur désir de travailler disparaissent. D'un autre côté, si les marchands sont assurés dans une mesure suffisante de la sécurité des mers ou de celle des routes, ils comptent sur des profits et s'engagent dans des affaires. Les mers et les routes sont-elles incertaines, les profits le sont aussi ; le commerce devient alors un jeu de hasard et une spéculation.

La tyrannie des gouverneurs de provinces s'appliquait maintenant à rendre impossible tout commerce pouvant encore subsister dans le pays. Nous avons déjà parlé du caractère oppressif du gouvernement de Salabat Khan, en 1685, à l'époque où Martin était encore à Surat. A peine eut-il quitté ce port que la tyrannie du gouverneur devenait « sans mesure et sans exception envers toutes les Compagnies » (2). Bien que ne possédant aucun document qui puisse nous montrer combien la grande moyenne des sujets souffrit de cette tyrannie de Salabat Khan, nous pouvons cependant l'imaginer d'après les souffrances qu'elle causa aux marchands français. Leurs pires persécuteurs étaient les douaniers. Des

1. Pilavoine et les marchands de Surat à la Compagnie, le 17 jan-1688. A. C. C² 63, f. 112.

2. Pilavoine à la Compagnie le 17 jan. 1686. A. C. C² 63, f. 75.

marchandises arrivant aux magasins de la Douane y étaient conservées pendant plusieurs mois, et leur livraison était refusée aux marchands. Lorsqu'enfin, ceux-ci pouvaient entrer en possession de leurs biens, il survenait invariablement des ennuis au sujet des droits de douane. On imposait des articles à tout jamais exempts de droits. Avec le firman, le taux était seulement de 3 1/2 % mais on établit à cette époque un taux beaucoup plus élevé. Si des marchandises arrivaient de l'intérieur du port de Surat, elles étaient imposées dans cette ville, quoiqu'elles eussent déjà payé un droit à Ahmedhabad, à Baroda ou à Broach. Les persécutions ne s'arrêtaient pas à la Douane impériale. Elles poursuivaient les marchands, en quelque lieu qu'ils pussent aller. Laisaient-ils leurs comptoir pour faire une excursion à Suvaly ? Les inévitables douaniers se présentaient au cours du voyage et faisaient subir à chacun, y compris les femmes, une visite rigoureuse. On comprend facilement que le commerce et l'existence elle-même fussent devenus intolérables avec un tel système d'intervention importune et de persécution (1).

Depuis que cette tyrannie s'exerçait sur tous les marchands, européens aussi bien qu'indigènes, le seul remède était, soit de se révolter, soit de suspendre tout commerce. La sagesse de l'idée d'une révolte s'imposait souvent à Pilavoine : « Quand on se roidit à ne point acquiescer à tout ce que l'avidité du bien veut exiger injustement, on ébranle beaucoup la fierté des puissances. » Mais la pauvreté de la Compagnie dictait alors une politique officielle de conciliation. « Vous ne jugerez pas à propos », écrit Pilavoine aux Directeurs « que nous en usassions par d'autres voies que par la douceur ». Et, anxieux d'obéir aux ordres donnés, le chef français ne fit pas cause commune avec les autres marchands, qui résistaient à cette tyrannie. Il n'entretint pas davantage,

1. Demandes présentées au Gouverneur Salabat Khan, le 24 oct. 1688. A. C. C² 63, f. 86.

à ce moment, l'idée de se retirer de Surat. Il se contenta simplement de protester, en vain, d'ailleurs.

En juin 1686, un marchand mahométan débarqua certains articles venant de Perse. La douane de Surat les évalua 6.000 roupies de plus qu'ils n'avaient coûté. Le marchand dut payer un droit en rapport avec cette estimation. Il protesta auprès de Salabat Khan et « il fut fort maltraité de paroles ». Mis en fureur, le marchand réunit un certain nombre de mécontents. Ils préparèrent une protestation collective dirigée contre le Gouverneur. Salabat Khan redouta les conséquences d'une telle pétition. Nous en avons la preuve par l'anxiété qu'il montra à voir dissoudre cette ligue. Les Français se tinrent à l'écart de ce mouvement ; ils n'en retirèrent d'ailleurs aucun avantage. Bientôt Salabat Khan sut diviser ses ennemis. Il promit à certains qu'ils seraient mieux traités à l'avenir, causant ainsi la dissolution de la ligue formée contre lui (1).

Un peu plus tard dans la même année, de nouveaux événements se produisirent. Ce fut, pour les Compagnies européennes de Surat, un avant-goût de ce que le Mongol allait leur faire endurer à propos des pirates. Un bateau de pèlerins revenait de Moka, chargé de richesses, les pirates anglais le surprirent et le dépouillèrent. A l'annonce de cette nouvelle, Aurangzeb déclara immédiatement la guerre à tous les Anglais vivant sur ses territoires. Il ne prit même pas le temps de considérer quel rapport pouvaient avoir les commerçants anglais des Indes avec leurs compatriotes de la haute mer. Les Anglais de Surat tournèrent la difficulté en achetant fort cher Salabat Khan pour l'arrêter jusqu'à ce qu'ils aient eu le temps de quitter Sualy sans être inquiétés. La guerre continua cependant entre eux et le Mongol pendant les trois années suivantes. Pilavoine avait pu se douter que la situation deviendrait dangereuse pour les Anglais d'abord, mais aussi pour tous les Européens de Surat. En octobre 1686

1. Pilavoine aux Directeurs, le 17 juin 1686. A. C. C² 63, f. 75.

les persécutions des officiers douaniers devinrent intolérables. Les Français présentèrent une pétition, exposant leurs griefs contre Salabat Khan. Ce Gouverneur fut enfin révoqué en 1687, mais ce fut sur la plainte des marchands indigènes.

Sous son successeur Mahmoud Khan, la situation ne fit qu'empirer. « La tyrannie y est à tel excès », écrit Martin, « qu'on n'a jamais rien vu de semblable, et si les peuples qui l'habitent savaient ou fuir pour être mieux, il est constant qu'il n'y resterait pas une âme. Autrefois, on se contentait de les arrêter pour tirer l'argent qui leur était demandé ; aujourd'hui, on commence par les coups et la torture, sous lesquels on en a vu expirer plusieurs, et sont forcés de payer sans avoir seulement la liberté de dire leurs raisons ». Nous savons par Martin qu'en 1688, les marchands indigènes de Surat fermèrent leurs boutiques pour protester contre la tyrannie du Gouverneur. L'affaire vaut certainement d'être mentionnée, car cette façon d'agir ne diffère pas de celle du « hartal » que les marchands hindous emploient si couramment aujourd'hui contre les actes de violence de l'autorité anglaise. En 1689, les Anglais conclurent la paix avec le Mongol, par l'intermédiaire des Portugais « qui appréhendaient que la perte de Bombaim n'entraînât aussi celle de leurs places », et revinrent immédiatement à Surat (1).

Durant les trois années qui suivirent, 1689-1692, les Français n'eurent presque rien à faire à Surat. Depuis que son importance avait été réduite par le programme de Seignelay, Surat, depuis 1687, ne recevait plus qu'un navire par an. L'argent envoyé avait à peine suffi à procurer les cargaisons nécessaires. Aussi les dettes du comptoir français avaient-elles augmenté. Lorsqu'en 1689, la guerre éclata avec la Hollande, le commerce fut réduit à une stagnation complète. Il aurait cessé complètement s'il n'y avait pas eu des arrivées,

1. Martin, *Mémoires*, vol. II, p. 481 ; Pilavoine et les marchands de Surat à la Compagnie. A. C. Cē 63, f. 123.

irrégulières il est vrai, d'escadres armées qui, en temps de guerre, devaient escorter les bateaux de commerce de la Compagnie jusqu'au port. Les exactions du Gouvernement de Surat prirent fin à cette époque grâce à la venue d'un nouveau Gouverneur.

Comme l'escadre de Dandennes venait d'arriver, un conflit qui ne manque pas d'intérêt s'éleva entre les Français et des marchands arméniens de la ville. Dans ce conflit, le Gouverneur de Surat fit aux Français la faveur de leur donner l'avantage. Sur sa route, l'escadre de Dandennes avait capturé un bâtiment anglais, l'« Elizabeth », et l'avait emmené à Surat comme prise de guerre. Entre autres articles, l'« Elizabeth » transportait 159 balles de drap anglais, destinées à des marchands arméniens de Surat. A cette nouvelle, les dits marchands firent savoir que les 159 balles leur appartenaient. D'un autre côté, les Français affirmaient que, selon les lois de la guerre, le navire, étant leur butin, devenait leur propriété avec tout ce qu'il contenait. Les marchands refusèrent d'adopter la point de vue Français. Pilavoine chercha alors un moyen de clore la discussion. Il donna l'ordre de décharger 30 de ces balles à Sualy. Les Arméniens s'en emparèrent aussitôt et refusèrent de s'en déssaisir. L'affaire alla jusqu'au Gouverneur de Surat. Pilavoine fit alors valoir ses arguments auprès de celui-ci. Il déclara même que si les Arméniens ne rendaient pas les 50 balles dont ils s'étaient emparés, il ferait saisir toutes leurs marchandises se trouvant à Surat ou « à fret, chargées sur les navires mores ». Cette menace surprit beaucoup le Gouverneur. « ces gens n'étant pas accoutumés à recevoir de tels compliments ». Cependant il comprit que les Français étaient en mesure de mettre cette menace à exécution, grâce à la présence de l'escadre devant Surat, aussi il déclara que les Français étaient dans leur droit et contraignit les Arméniens à rendre les balles dont ils s'étaient emparés (1).

1. Pilavoine à la Compagnie, le 24 jan. 1693. A. C. C² 64, f. 58.

Cette affaire de « l'Elizabeth » était relativement insignifiante. Une question beaucoup plus grave allait maintenant se poser. Elle allait rendre plus difficiles les rapports des Compagnies européennes à Surat avec le gouverneur. Elle allait aussi faire comprendre aux Français que l'incident de 1686 les intéressait particulièrement. Cette question était celle des pirates européens. Nous avons déjà mentionné le développement de la piraterie dans les eaux hindoues ainsi que dans les mers de l'Ouest servant de voies au commerce hindou qui rayonnait à partir des ports de l'Inde. L'Empire Mongol était entièrement dépourvu de toute force navale ; aussi le mal s'aggrava-t-il dans les dernières années. La côte occidentale de l'Inde était infestée de pirates Malabars, Maharattes et Sangans qui fondaient sur les bâtiments de commerce allant d'un point de l'Inde à un autre. Les corsaires anglais et danois agissaient dans un champ plus éloigné, leurs points d'attache se trouvant sur les côtes arabes et persanes. Ils avaient commencé, eux aussi, à écumer les mers. Leurs succès ne faisaient qu'attirer un nombre toujours croissant de recrues dans cette entreprise si lucrative. Les dernières années avaient vu d'autres pillards anglais s'établir sur la côte de Madagascar d'où ils s'abattaient sur les navires de commerce hindous.

En 1693, cet état de choses fut poussé à l'extrême. Un bateau de pèlerins revenait de la Mecque à Surat lorsqu'il fut capturé par ces écumeurs de mers. Il fut dépouillé d'une somme de 4 à 5 millions en or et en argent. Plusieurs dames de qualité mahométanes qui se trouvaient à bord furent l'objet des pires outrages. Or, tout portait à conclure que les agresseurs étaient des pirates anglais. Mais, si on attribuait aux Anglais de Surat des rapports quelconques avec leurs compatriotes de la haute mer, la justice voulait que, seuls, les Anglais fussent passibles de châtement, personne d'autre. Aurangzeb, lui, allait confondre tous les Européens, en tant que « topiwallas » ou gens de chapeaux. Il ordonna bien,

en effet, l'emprisonnement des marchands anglais de Surat, mais, en même temps, il frappa d'interdiction générale le commerce européen sur le territoire mongol (1).

Itmad Khan, gouverneur de Surat, fut plongé dans un grand embarras. Le commerce n'avait pas été très florissant durant les dernières années, aussi bien à Surat que partout ailleurs dans l'Inde. Déjà, les Européens avaient de médiocres raisons de se louer de leur séjour dans le port mongol de Guzerath. Il sentit que la mise en vigueur de l'interdiction serait le suprême écueil. Les Européens haïraient alors Surat, mais de plus, mués en ennemis, ils n'auraient aucun scrupule à soutenir une guerre contre la flotte mongole. Il protesta donc contre l'interdiction, faisant valoir toutes ses raisons auprès de l'Empereur. Cette protestation parvint à la Cour où le Cazi de l'Empereur, que des amis des Français avaient gagné à leur cause, parla chaleureusement en leur faveur. Il fit remarquer que les Français avaient toujours été fidèles sujets du Mongol, qu'ils étaient ennemis des Anglais et avaient récemment capturé et amené à Surat un bâtiment anglais comme prise de guerre. Cette plaidoirie fit l'effet désiré sur l'esprit de l'Empereur. Aurangzeb donna donc de nouveaux ordres, interdisant aux Anglais et aux Hollandais de faire du commerce, « jusqu'à ce qu'ils puissent répondre des actes de brigandage ». Les Français étaient exempts de cette interdiction. Cette mesure de faveur était laissée au bon plaisir des gouverneurs locaux. Bien que Pilavoine s'en fût réjoui dans une lettre aux Directeurs, les événements ultérieurs ne semblent pas prouver, qu'en fait, les Français aient profité de cette exception.

En 1696, l'escadre de Serquigny arriva à Surat pour prendre à bord toutes les cargaisons rassemblées dans les comptoirs français de cette ville et du Bengale et les ramener en France. L'interdiction, à cette époque, pesait toujours

1. Copie de la Remonstrance faite par M. Pilavoine. A. C. C² 64, f. 149-155.

sur le commerce européen. Les navires de Serquigny ne purent embarquer leur chargement à Surat. Pilavoine s'adressa donc à Itmad Khan afin d'obtenir l'autorisation nécessaire. Celui-ci lui proposa quelque chose d'extrêmement intéressant. Il demandait à Pilavoine de lui prêter l'escadre française pour escorter les bateaux de pèlerins mongols se rendant à La Mecque. Il promit à Pilavoine, s'il lui accordait l'aide désirée, de laisser les navires français faire leur chargement à Surat. De plus, il promit « de nous obtenir du Mogol tous les avantages que nous pourrions souhaiter comme établissement en quelque lieu de sa dépendance, tant à Surat qu'en autres lieux, avec toutes les marques d'honneur que nous pourrions souhaiter, même au préjudice des autres nations d'Europe ». C'était là, évidemment, une offre tentante. Pilavoine ne s'intéressait pas à ce qu'elle impliquait pour l'avenir, mais à ce qu'elle valait pour le présent. Les navires de Serquigny devaient prendre leur chargement. Pour le faire, il n'y avait pas d'autre moyen que d'accepter les conditions posées par Itmad Khan. Un Conseil fut donc tenu dans le navire de Serquigny et Pilavoine fut autorisé à traiter avec Itmad Khan. Après une longue discussion, Pilavoine consentit à prêter à ce dernier non l'escadre entière mais un seul bâtiment « Les Jeux » et un quèche. Le gouverneur, alors, stipula qu'avant d'accepter l'offre, il devait obtenir l'autorisation de la Cour impériale. Ils tombèrent d'accord sur ce point. Trois mois s'écoulèrent cependant sans apporter la permission demandée. Sous la menace des Hollandais qui concentraient leur flotte à Cochîn pour attaquer l'escadre française, Serquigny décida de faire voile pour la France. Il n'avait pas pris un seul chargement à Surat et n'avait pas fait délivrer du blocus hollandais les établissements du Bengale.

En 1696, Aurangzeb comprit que cette interdiction du commerce était pour le Mongol une véritable folie et un suicide. Arrêter tout commerce dans l'ensemble des ports mongols,

parce que les mers de l'Ouest étaient infestées de pirates, c'était « se couper le nez pour punir son visage ». Les Compagnies européennes ayant ou non quelque rapport avec les pirates pouvaient souffrir de cette interdiction, mais le revenu impérial procuré par les taxes en souffrait encore plus. Itmad Khan reçut donc, en 1696, des instructions d'Aurangzeb, et fit aussitôt savoir que le commerce était à nouveau accessible aux Européens. Il y avait cependant une condition : l'obligation, pour chaque Compagnie, de fournir deux navires pour escorter la flotte hindoue sur les mers de l'Ouest (1).

Tout ceci était fort bien, mais les mers continuaient à être incertaines. Nulle escorte venant des Anglais, des Hollandais ou des Français, n'apparaissait. Aucune des Compagnies citées n'avait les moyens de perdre des navires en missions telles que celles que projetait le gouverneur. Tout au moins, aurait-il fallu être sûr d'en retirer un avantage commercial bien déterminé. Itmad Khan fit de vains efforts pour obtenir des escortes anglaises ou hollandaises. Vers la fin de 1696, il demanda à J. B. Martin, alors chef du comptoir, qu'on lui prêtât le « Pontchartrain » qui mouillait à Goa. Martin calcula soigneusement quels seraient les profits s'il accédait à la requête du gouverneur. Le « Pontchartrain » était la dernière unité de la flotte de Serquigny. Les Français espéraient lui faire emporter les cargaisons que l'escadre elle-même n'avait pu prendre. Ce plan rencontrait un seul obstacle. Il venait des Hollandais qui, devenus maîtres de la mer, empêchaient le « Pontchartrain » de gagner Surat. Itmad Khan demanda l'escorte des bâtiments mongols jusqu'à Moka. Martin réfléchit que si le « Pontchartrain » pouvait ainsi parvenir à Moka, il y pourrait prendre le chargement qu'il ne pouvait embarquer à Surat. Il accepta donc la proposition du gouverneur, à condition, toutefois, que celui-ci obtînt des Hollandais la garantie de ne pas attaquer le navire français. Les Hollandais refusèrent de donner cette garantie. Ils déclara-

1. J.-B. Martin à la Compagnie, le 25 juin 1696. A. C. C² 64, f. 185

rèrent également que, si le Gouverneur voulait simplement une escorte, ils lui en fourniraient une. Le « Pontchartrain » avait perdu la seule chance qui lui restait d'emporter une cargaison. Ce navire quitta donc Goa quelque temps après, en même temps que des bâtiments portugais. Il emmenait Pilavoine en France (1).

V. — RELATIONS DE DESLANDES BOUREAU
AVEC LES GOUVERNEURS DU BENGAL.
(1689-1698)

Après la perte de Pondichéry, en 1693, ce furent les établissements du Bengale qui devinrent le centre des affaires pour les agents de la Compagnie française de l'Inde. En 1693, Deslandes, chef des comptoirs français du Bengale, y fut rejoint par Martin. Celui-ci y resta jusqu'à la paix de Ryswick, dont la conclusion l'appela d'ailleurs à Pondichéry pour négocier la restitution et reprendre la direction de l'établissement français.

Les comptoirs du Bengale avaient été créés en 1689 par Deslandes Boureau ; il y avait été envoyé dans ce but par François Martin. Ces comptoirs se composaient de ceux de Balasore, d'Ougli et de Cassimbazaar. Balasore était le port d'accès des bateaux remontant le Gange et c'était là que s'engageaient les pilotes. En 1689, les Français n'y avaient pas encore établi de comptoir, mais avaient seulement acquis un emplacement approprié et l'avaient entouré de murs de terre. Le comptoir lui-même ne devait être installé que plus tard. Ougli était déjà un véritable comptoir se composant d'un bâtiment à deux étages et d'une cour, sur le devant, où les marchandises étaient emballées et déballées. Cassimbazaar fut le théâtre d'une lutte que Deslandes eut à soutenir contre les intrigues des Hollandais auprès du Nabab, avant de pou-

1. Les marchands de Surat à la Compagnie, le 30 nov. 1696. A. C. C² 64, f. 199-203.

voir entrer en possession du terrain acheté par Deltor pour la Compagnie. Mais les Français s'en étaient enfin rendus maîtres. Ils entourèrent alors leurs propriétés, puis y élevèrent leurs magasins et les bâtiments nécessaires (1).

Durant les deux années qui suivirent (1689-1691), les Français ne cessèrent de trafiquer au Bengale afin de recueillir les chargements nécessaires pour leurs navires. Leur situation commerciale dans le pays n'avait cependant pas encore été consolidée par un « firman » impérial ; ce qui leur occasionnait de gros ennuis. Ils n'avaient pas les mêmes droits d'accès ou de sortie du Gange que les autres Européens du pays. Ils ne pouvaient charger ou décharger leurs navires sans être surveillés par les officiers mongols. Ils ne pouvaient transporter leurs articles à l'intérieur du pays ni en apporter au port sans être soumis à une visite rigoureuse. Ils payaient des droits de douane très élevés, alors que les Anglais en étaient exempts et que les Hollandais n'en payaient que sur déclaration de la valeur de leurs marchandises. Tout ceci pénétra Deslandes de la nécessité pressante d'obtenir un « firman » impérial aussi rapidement que possible. Martin l'avait toutefois averti que les Français n'avaient pas le moyen d'envoyer une ambassade au Mongol et de lui faire de riches présents. Deslandes chercha donc à négocier l'autorisation nécessaire auprès du premier ministre du Bengale ou « divan ». Les négociations, commencées en 1689 durent être abandonnées. Le Divan demandait, en effet, 40.000 roupies pour le firman. De plus, il voulait qu'une ambassade française se rendit à la cour d'Aurangzeb en même temps que son délégué. En 1691, les négociations furent reprises. Cette fois, elles devaient aboutir. Moyennant 40.000 roupies, les Français obtenaient un permis du Mongol. Ce permis leur donnait le droit de faire du commerce avec les trois provinces du Bengale, de Bihar et d'Orissa, aux mêmes conditions que

1. Lettre de Deslandes Boureau à la Compagnie. A. C. C² 63, f. 212-214.

les autres Compagnies européennes. Ils avaient, dès lors, reçu le droit d'accès ou de sortie du Gange, la possibilité de transporter leurs marchandises à l'intérieur du pays en ne payant qu'un droit de douane de 3,5 %. Sur les 40.000 roupies dues au Trésor Impérial, 10.000 étaient payables à réception du firman, et le reste en versements annuels de 5.000 chacun (1).

Le commerce français au Bengale n'avait pas plus tôt été établi sur une base régulière qu'il se heurta à mille difficultés. Celles-ci le conduisirent, en fait, à une stagnation des affaires qui dura les quelques années suivantes. En 1693, l'interdiction dont Aurangzeb avait frappé le commerce européen en représailles des ravages des pirates anglais, dut être mise à exécution au Bengale. A Patna, dans le Bihar, elle fut appliquée avec la plus extrême rigueur. Au Bengale, le Divan apporta plus de modération. Il autorisa les Compagnies à rassembler toutes les marchandises commandées avant l'interdiction. Il promit, en même temps d'écrire à la Cour en faveur des trois nations. Mais, dans le cas même où l'on obtiendrait la liberté nécessaire, les Français seraient réduits à une situation telle qu'ils n'en pourraient profiter. Vers la fin de 1693, la flotte hollandaise qui avait pris Pondichéry arriva à Balasore. Là, elle s'établit et réussit à empêcher tous les navires français de quitter les ports du Gange ou d'y entrer (2).

Les Français se trouvèrent impuissants devant le blocus hollandais qui, en fait, dura jusqu'à la fin de la guerre hollandaise en 1697. Martin avait alors rejoint Deslandes. Il put espérer, un instant, que l'escadre de Serquigny, arrivée à Surat en 1696, allait se rendre directement au Bengale pour forcer les Hollandais à se retirer. Mais, nous le savons

1. Deslandes Boureau à Pilavoine, le 20 jan. 1693. A. C. C² 64, f. 104.

2. Deslandes à Pilavoine, le 29 sept. 1693. A. C. C² 64, f. 110.
27 déc. 1693. A. C. C² 64, f. 112.

déjà, cette escadre était retenue à Surat, à cause du désir qu'avait Pilavoine de rendre service au Gouverneur. Il fut bientôt prouvé que c'était là espoir vain. L'escadre française battit alors en retraite à l'Ouest devant la flotte hollandaise. Elle renonçait à essayer de secourir les établissements du Bengale. Réduits à l'inaction, les Français tentèrent de faire lever le blocus hollandais. Ils sollicitèrent l'intervention du Nabab ; mais ce fut en pure perte. « Nous n'avons rien pu avancer auprès du Vice-Roi, sur l'opposition des Hollandais à la sortie de nos vaisseaux » écrit Deslandes aux Directeurs en 1696, « c'est un effet du mauvais gouvernement qui règne à présent dans toute l'Inde. »



Au Bengale, les troubles politiques dont parle Deslandes étaient d'un caractère bien différent de ceux qui régnaient dans le Guzerath. Leurs effets sur le commerce étaient tou-

tefois les mêmes. Dans le Guzerath, nous l'avons vu, les troubles venaient du désordre extérieur et de la dureté du régime intérieur. Les ravages des pirates sur les mers de l'Ouest étaient cause de la tyrannie du gouvernement qui ruinait le commerce. Au Bengale, les troubles venaient, tout au moins à cette époque, du désordre intérieur et de la faiblesse du gouvernement. Des rajahs très importants du pays se révoltaient contre le régime impérial. Les gouverneurs mongols ne s'en souciaient pas ou ne voulaient pas sévir. L'agitation régnant alors était un sérieux obstacle au commerce.

La correspondance française de cette époque est particulièrement riche en notes sur la révolte de Mansingh qui agita le Bas-Bengale et le Bengale-Supérieur pendant plus de huit mois (novembre 1696-juin 1697). Mansingh devait être un vassal Rajput du Mongol dans la province du Bengale. Vers la fin de 1696, son neveu Subahchand déposséda un rajah de ses voisins, Kichevam et avec la fortune ainsi acquise, il rassembla une forte armée. Il s'empara alors des territoires de ses proches voisins et les contraignit à lui payer un tribut. La mort vint briser soudain cette carrière aventureuse. Son oncle Mansingh s'empessa alors de poursuivre ses conquêtes.

Un gouvernement énergique aurait eu vite étouffé la révolte de Mansingh à sa naissance. Mais le Nabab du Bengale restait indifférent, et en quelques mois, Mansingh eut conquis tout le Bas-Bengale dans un rayon de 30 lieues autour d'Ougli. Il levait ses propres droits tout au long du cours du Gange. Ougli, on le sait, était le centre commercial des Compagnies européennes. Le gouvernement local ne pouvant ou ne voulant pas agir, les Compagnies durent, pour défendre leurs établissements, prendre les armes contre celui qui troublait la paix. En décembre, des troupes hollandaises débarquèrent dans le port. Elles repoussèrent Mansingh du fort d'Ougli où son voisinage devenait inquiétant pour le comptoir hollandais. Au cours du même mois, les troupes rebelles incen-

dièrent quelques maisons de Chandernagore. Les Français ouvrirent alors le feu et les chassèrent de ces lieux.

Mansingh laissa un de ses détachements occuper le pays autour d'Ougli. Lui-même poursuivit sa route vers le Nord. En janvier 1697, des villes importantes, Murshidabad, Rajmahal, et Cassimbazaar avaient succombé sous son avance. Vers la fin du même mois, ses troupes pénétraient plus au Nord en Maldeah. Cassimbazaar était le centre commercial le plus important du Bengale. Mansingh, qui était à court d'argent, s'empessa de mettre à contribution, d'abord les marchands indigènes, puis les Compagnies européennes. Sous la menace du « chabouc », les Hollandais reçurent l'ordre de verser 4.000 roupies et les Français 2.000. Le chef du comptoir français, Fonvielle, l'avait déjà quitté. Le commis qui en avait la garde s'enfuit à son tour à Ougli, à la faveur de la nuit, par crainte de violences possibles. Le comptoir français fut alors pillé par les rebelles qui y dérobèrent pour plus de 3.000 roupies de marchandises.

Ce fut seulement à ce moment, alors que la révolte menaçait d'embrasser le Bengale tout entier, que le Nabab s'émut. Il comprit la nécessité de réprimer ce soulèvement. Son fils, Zabardas Khan, fut donc envoyé combattre le Rajah rebelle. Il fit aussitôt établir des retranchements le long d'une rivière. Et bien que très inférieur à Mansingh par le nombre, il lui résista pendant quatre mois et l'empêcha de poursuivre son avance vers le Nord. Puis, grâce à un renfort, il put surprendre un détachement ennemi à Rajmahal, battit l'armée principale à Cassimbazaar et contraignit Mansingh et ses insurgés à regagner leur pays. Pendant ce temps, les Français s'étaient joints aux troupes mongoles pour forcer un détachement laissé à Ougli par Mansingh à quitter le pays. En fait, l'insurrection avait été brisée, lorsqu'en janvier 1698, le petit-fils de l'Empereur, le sultan Moussedy, fut envoyé au Bengale à la tête d'une forte armée « pour détruire entière-

rement les révoltés et rétablir la tranquillité dans le pays (1). »

C'est à cette époque que les Français apprirent que la paix de Ryswick était conclue. L'escadre de Désaugiers arriva bientôt pour emmener Martin à Pondichéry afin de régler la restitution de cette ville aux Français.

1. Martin, Deslandes et Pellé à la Compagnie, le 21 nov. 1696. A. C. C² 64, f. 175 ; Martin et Deslandes à la Compagnie, le 16 jan. 1696. A. C. C² 64, f. 245 v^o ; le 19 oct. 1697. A. C. C². 64, f. 248.

CHAPITRE VI

Suite de la politique martinienne de patience et de prudence

(1698-1706)

I. — INTRODUCTION.

Les huit dernières années pendant lesquelles Martin géra les affaires de la Compagnie devaient être témoins d'un déclin accentué de l'état politique de l'Inde ainsi que d'un épuisement croissant des finances de la Compagnie. Pendant cette période, il n'y avait rien d'autre à tenter que de continuer à faire du commerce et de préserver du mieux possible les établissements existants.

De même que dans la précédente période, l'empereur Mongol apparaît encore comme « le grand ressort qui donne tous les mouvements » (1) au Continent hindou. Pendant ces dernières années de son règne, il est toujours dans le Deccan. La vieillesse l'a presque rendu aveugle et sourd ; mais il poursuit encore implacablement une lutte sans merci contre les Maharattes. « Il continue la guerre contre les Maharattes, et ceux-ci, en divers corps de cavalerie séparés, à ruiner et à désoler le pays » (2).

Tandis qu'Aurangzeb était en proie à cette obsession vaine au déclin de sa vie, son propre empire s'en allait rapidement en ruines. « Il y a des provinces », dit Martin, parlant de

1. Martin à Ponchartrain. A. C. C² 64, f. 11.

2. Martin à la Compagnie. A. C. C² 64, f. 6,

l'Empire en 1700, « où des rajahs forts par la situation des lieux où ils se sont retirés, font des courses partout, enlèvent les caravanes, pillent les marchands, et font contribuer jusqu'aux portes des villes principales (1) ». Dans d'autres provinces « les habitants sont voleurs de profession ». Sur mer, toute navigation est presque impraticable —. « Il y a tous les jours de nouveaux corsaires ». Les gouverneurs de provinces impériales restent indifférents aux ordres du Mongol ou cherchent uniquement leur intérêt. « Le mauvais gouvernement est presque général dans ce grand empire »... « les généraux, les commandants des troupes, les gouverneurs pillent partout ».

A mesure que s'écoulent les années, et il devient évident que l'Empereur ne vivra guère plus longtemps, les affaires vont de mal en pis. « Tout est en suspens dans le grand Empire dans l'attente de la mort du Mogol... Les fils de ce prince ont leurs partis faits, ainsi que plusieurs omerahs... toute leur application tend à se fortifier des troupes pour se rendre plus considérables au parti du prince pour qui ils s'intéressent, ou pour agir pour eux-mêmes » (2).

En même temps, la situation financière de la Compagnie française se désagrège peu à peu. Plus de la moitié de la période allant de 1687 à 1707 est occupée par la guerre entre la France et la Hollande. Cette guerre nécessite des armements coûteux. De plus, comme elle rend le commerce incertain, pour ne pas dire impossible, elle supprime tous les profits déjà réduits par les troubles intérieurs et le mauvais gouvernement du pays. A la fin de cette période, la Compagnie française est à la veille de la ruine. Les Directeurs font parvenir des ordres pressants à Pilavoine, à Martin et à Dulivier afin qu'ils réduisent les dépenses. Il est évident qu'en 1706, à la mort de Martin, la première période d'entreprises françaises dans l'Inde touche à sa fin.

1. Mémoire de Martin à Pontchartrain. A. C. C² 65, f. 62.

2. Martin, Deslandes et Pellé à la Compagnie, le 21 nov. 1696. A. C. C² 64, f. 175.

II. — RELATIONS DE FRANÇOIS MARTIN AVEC LES GOUVERNEURS MONGOLS DU CARNATIC (1699-1706).

Après de longues et difficiles négociations au sujet de la restitution — ou plutôt du rachat — de Pondichéry, Martin reprit possession de la ville. Il y trouva la situation politique du Carnatic légèrement meilleure que lorsqu'il l'avait quittée. La prise de Gingi, qui survint pendant l'occupation hollandaise de Pondichéry (1698), transporta le théâtre principal de la guerre mongol-maharatte dans le Deccan. Mais le Haut-Carnatic, qui était maintenant devenu une province du Mongol, était toujours dans un état de trouble. Le pays entier avait été dévasté au cours des dernières luttes. La population avait émigré vers le Sud et n'avait pas encore regagné son pays d'origine. Cette contrée n'avait pas encore été dotée d'aucune administration régulière. Quant aux gouverneurs mongols qui étaient en fonctions dans les forts principaux, ils pillaient leurs voisins afin de pouvoir payer leurs hommes, ou, suprême ressource, se dévalisaient entre eux (1).

Les événements du Deccan ne contribuaient certainement pas à améliorer la situation dans le Carnatic. Les bandes pillardes maharattes s'étaient multipliées comme les têtes d'une hydre. Et comme elles étaient trop puissantes pour l'armée d'Aurangzeb qui se déplaçait avec lenteur elles dévastaient le pays sur toute son étendue, prolongeant « leurs courses dans les royaumes du Deccan, de Visiapur, de Golconde, du Carnate... où ils pillent tout ce qui refuse de leur payer contributions ». Parlant d'eux à cette époque, Martin les compare aux Tartares de jadis, « ils marchent sans bagages, sobres, se contentent d'une galette faite de la farine de riz, font de grandes journées, et surprennent leurs ennemis par cette diligence » (2).

1. Martin et Chalonge à la Compagnie. A. C. C² 65, f. 26 v^o.

2. Martin à Pontchartrain. A. C. C² 64, f. 62.

Le pays qui l'entourait étant déchiré et troublé, donc, rien d'étonnant à ce que Martin se fût décidé tout de suite à défendre Pondichéry contre les ravages de ses voisins sans dis-



cipline. Il avait eu de ceux-ci un avant-goût désagréable à la fin de 1699. Le 17 novembre, on apprit à Pondichéry qu'un corps d'armée mongole, après avoir mis à sac le pays voisin,

s'était aventuré à la lisière de l'établissement français. Il avait même emmené un troupeau de 300 têtes de bétail appartenant aux habitants. Le commandant de la garnison, Livernan, et son enseigne, Maisonneuve, se mirent immédiatement à faire aux voleurs une poursuite acharnée. Le détachement commandé par Martin et Saint-Marc reçut l'ordre de les suivre. Ils surprirent les pillards dans un bois voisin, engagèrent la lutte avec plus de vaillance que de prudence et furent écrasés par le nombre. Lorsque le détachement principal, sous les ordres de Martin, y arriva, les voleurs s'étaient enfuis. Ils laissaient Maisonneuve et Livernan blessés, le premier d'un coup de sabre qui, plus tard, lui fut mortel. Martin écrivit donc aussitôt au gouverneur mongol de la province pour protester contre cette violence, mais la seule satisfaction qu'il obtint fut un blâme infligé au gouverneur de Valdaour. L'affaire eut des conséquences fâcheuses pour Martin. En effet, Maisonneuve mourut de sa blessure quelque temps après. D'autre part, plusieurs officiers de la garnison compliquèrent encore les choses en déclarant qu'on ne les avait pas envoyés à Pondichéry pour garder le bétail mais pour protéger le fort (1). En 1701, le Carnatic eut, pour la première fois, un gouverneur réel (2). C'était le Général afghan Daoud Khan, qui avait joué un rôle de premier plan sous les ordres de Zulfikar Khan, au siège de Gingi. Presque immédiatement après son arrivée à Arcot, Daoud Khan entreprit une tournée dans le Carnatic. Il voulait, à la fois, réprimer les révoltes paléagares et recueillir le tribut dû au Mongol par ses vassaux. Longeant la côte orientale, le gouverneur mongol s'avança vers le Sud à la tête d'une armée. Sur son passage, il reçut plusieurs ambassades. Après avoir recueilli ce qui était dû au Mongol, de Madura et de Tanjore, et contraint d'autres petits souverains à lui payer leur tribut, Daoud Khan regagna Arcot sans tarder. Comme il était im-

1. Martin à Pontchartrain. A. C. C² 65, f. 67 v^o.

2. Martin et Chalonge à la Compagnie. A. C. C² 66, f. 8.

portant de se concilier les bonnes grâces du gouverneur mongol, dès son arrivée, Martin avait dépêché en visite officielle auprès de Daoud Khan plusieurs officiers chargés de présents. Ces envoyés avaient reçu bon accueil ; ils avaient même ramené à Pondichéry un superbe cheval arabe et du drap, présents de Daoud Khan à Martin. Le gouverneur mongol avait reçu une ambassade semblable au moment de son départ pour son voyage en Carnatic ; les délégués français l'avaient même accompagné, à son retour, de Trivady à Villenour. Là, le gouverneur mongol exprima son désir de voir Pondichéry. On l'en détourna en lui donnant comme raison une maladie de Martin. En vérité, Martin n'avait pas les moyens de recevoir le gouverneur et sa nombreuse suite avec le luxe qu'il aurait fallu, et de plus « il n'était pas à propos que ce général reconnût la faiblesse de l'enceinte de la peuplade » (1).

La présence de Daoud Khan dans le Carnatic qui aurait dû être salulaire, ne modéra aucunement ses subordonnés, les gouverneurs de Valdaour et de Gingi, dont les pillages dans l'établissement français devinrent plus nombreux et plus intolérables. Ils occupaient avec leurs troupes la campagne environnant Pondichéry, empêchaient l'entrée des approvisionnements, et emmenaient le bétail. Ils allaient même jusqu'à s'aventurer dans les faubourgs de la ville, mettaient le feu aux maisons et brutalisaient les habitants. La vie était devenue incertaine et menacée avec ces incursions dans le territoire français. De plus, le commerce était devenu impossible puisque les marchands qui recevaient de Martin des commandes de drap ne pouvaient sortir de la ville pour recevoir les livraisons des tisserands. Martin écrivit donc au mois de juillet à Gungaram, gouverneur de Valdaour ; il se plaignait des violences de ses hommes et lui demandait ouvertement s'il voulait la paix ou la guerre. La réponse de Gungaram est bien caractéristique des explications hindoues.

1. Journal de François Martin. A. C. C² 66, f. 15-49,

Il déclinait toute responsabilité au sujet des violences de ses hommes et faisait remarquer que « le Cotwal de Villenour en est la seule cause, et qu'il avait obtenu la permission de Roup-sing, gouverneur de Gingi, de nous chagriner ; qu'il nous forcerait par là à lui faire présent d'une somme considérable ». C'en était trop. Comme le dit Martin « il était à propos de leur faire savoir que nous étions en état de les mettre à la raison ».

Près de Bommepalian, petit village situé au nord de Pondichéry, à une lieue environ, les gens de Valdaour s'étaient emparés d'un petit fort de terre d'où ils arrêtaient les approvisionnements destinés à Pondichéry. Martin mit M. Boisseux à la tête d'un détachement de 130 hommes et lui donna l'ordre de surprendre et d'enlever le fort. Ces ordres furent suivis plus qu'à la lettre. S'étant mis en route de bon matin, Boisseux arriva à Bommepalian à l'aube, prit le fort d'assaut, tua une partie des hommes de la garnison, fit prisonnier le reste et fit raser le fort jusqu'à terre. La conséquence fut immédiate. Le siège de Pondichéry fut levé sur-le-champ et « les gens de Valdaour firent avertir les habitants de Pondichéry que les chemins sont libres et qu'ils peuvent aller partout sans crainte » (1).

Ce qui avait encouragé Martin à agir énergiquement contre les gouverneurs de Valdaour et de Gingi, c'étaient les bonnes relations existant entre lui et Daoud Khan. Il savait également que le gouverneur n'approuvait pas la conduite de ses vassaux indociles. Mais, alors, en 1702, il sembla que ses bonnes relations avec le gouverneur mongol allaient arriver à une phase de tension critique.

Pour parer aux violences continuelles des pirates anglais dont souffrait la marine mongole, Aurangzeb n'avait pu trouver qu'un seul remède. Il frapperait le commerce d'interdiction et s'emparerait de la personne et des biens des marchands anglais de ses territoires. En 1702 — répondant à une nouvelle attaque — il ordonna aux gouverneurs du Gu-

1. Journal de François Martin. .

zerath, du Carnatic et du Bengale, de faire cesser tout commerce et de forcer les commerçants anglais à payer pour les forfaits de leurs compatriotes. En ce qui concernait le Carnatic, Daoud Khan se mit aussitôt à exécuter ses ordres. Il investit Madras par voie de terre, s'empara des marchandises et empêcha l'entrée des approvisionnements. En même temps, il instruisit les gouverneurs mongols vassaux du Carnatic ainsi que les Français et les Hollandais de n'avoir rien à envoyer à Madras en fait de vivres ou de munitions.

Le blocus causa une grande gêne aux Anglais. Sans toutefois les réduire, il interrompait sérieusement leur commerce, et le Président anglais de Madras chercha une alliance diplomatique avec Martin. Au mois de mars, il lui écrivit que l'affaire était de celles qui intéressaient tous les Européens en territoire mongol. Il était donc nécessaire, disait-il, que tous les Européens fissent cause commune avec les Anglais pour parer à l'action déraisonnable du Mongol. Comme allaient le démontrer les événements de Surat et du Bengale, le Président anglais avait raison. Si, aujourd'hui, c'était le tour des Anglais, ce serait demain celui des Français et des Hollandais. De toute façon, l'interdiction frappant le commerce intéressait tous les Européens des territoires mongols. Mais Martin sentit qu'il ne devait pas s'aliéner les faveurs de Daoud Khan, du moins, pas avant d'être certain que les Hollandais feraient cause commune avec lui. Il répondit donc au gouverneur que si les Hollandais étaient prêts à s'allier avec les Anglais, il ne resterait pas, pour sa part, en dehors de leur action. Selon toute évidence, les Anglais ne purent obtenir l'alliance hollandaise car l'affaire en resta là.

Pendant ce temps, il s'était produit de nouveaux faits. Depuis le début de 1702, Daoud Khan importunait Martin de messages, lui demandant de dépêcher un envoyé secret à Arcot. En février, Martin avait donc envoyé un certain Thanapa Chetty, mais Daoud Khan s'était refusé à lui faire aucune communication. En mars, il redoubla d'instances pour

obtenir la visite d'un envoyé français. Le bruit courait même à Pondichéry que Daoud Khan commençait à s'irriter de l'indifférence de Martin. Il avait été jusqu'à déclarer en plein « darbar » que les Français s'en repentiraient. Martin se décida donc à satisfaire à la demande du gouverneur. Le 18 mars, le marchand Desprez fut envoyé à Daoud Khan. Quelques jours plus tard, Desprez écrivait à Martin les résultats de l'entrevue. Daoud Khan l'avait très bien reçu ; ayant appris que le Français observait le Carême, il avait même eu la rare délicatesse de lui faire porter du poisson et des légumes de sa propre cuisine. Les propositions qu'il avait faites à Desprez étaient fort intéressantes. Daoud Khan voulait que les Français l'aidassent à attaquer Madras afin de reprendre la ville aux Anglais. S'il en était ainsi, le général mongol offrait de leur donner Saint-Thomé et même « après avoir enlevé Madras aux Anglais, il nous ferait remettre la place ». L'offre, sans aucun doute, était très tentante, mais Daoud Khan était-il sincère ? Martin, prudent, pesa soigneusement le pour et le contre. « Il y avait quelque réflexion à faire sur le premier établissement à Saint-Thomé », écrit-il dans son journal, « à l'égard de l'autre, il ne fallait pas s'attendre que les Mores nous remissent Madras, s'ils en avaient chassé les Anglais. Leur dessein, s'ils peuvent réussir, est de réduire les nations d'Europe de n'avoir que de simples comptoirs sur leurs terres, afin d'en être les maîtres ».

Dans ces conditions Martin eut vite pris son parti. S'il ne pouvait aider les Anglais, il n'aidait certainement pas Daoud Khan. Avec une grande sagesse, Martin laissa quelque temps s'écouler. Il savait bien que, tant que le gouverneur mongol ne posséderait pas une flotte pour servir ce projet, il n'arriverait jamais à dominer les Anglais d'une façon qui pût vraiment leur nuire. Martin n'avait pas fait là mauvais calcul. Le 19 mai, il apprit « que l'affaire avait été accommodée, aux conditions que les Anglais paieraient 25.000 roupies à Daoud Khan et que le général leur ferait rendre les toiles et les

autres effets de la Compagnie, ce qui montait à des sommes plus considérables » (1).

Une plus grande responsabilité allait cependant peser sur les épaules de Martin. Depuis le début de l'année, le bruit courait que la guerre avait éclaté de nouveau entre la France et la Hollande. Si la nouvelle était vraie, c'était, pour les Français, la perspective d'être réduits à Pondichéry à la situation qui était la leur en 1690. Les Hollandais allaient faire tout leur possible, pour arriver, avec Daoud Khan, à la même entente qu'ils avaient déjà obtenue avec Ram Rajah dans le but d'enlever Pondichéry aux Français. Martin, résolut de ne pas laisser la ville lui échapper une seconde fois s'il pouvait l'éviter. La nouvelle fut bientôt confirmée et il fut bien établi que la guerre avait été déclarée. Il commença aussitôt à faire fortifier Pondichéry et, par la même occasion, s'occupa d'entretenir et de consolider ses bonnes relations avec Daoud Khan.

Ceci demande une explication détaillée des faits. Des expériences antérieures avaient appris à Martin que les Hollandais avaient toujours soin, par des menées diplomatiques, d'anticiper sur leurs rivaux auprès des cours indigènes. A la fin de l'année 1702, il demanda au docteur vénitien, Manucci, qui se trouvait alors à Madras et était au mieux avec Daoud Khan de se rendre à la cour d'Arcot et d'assurer aux Français l'appui de celui-ci. La mission de Manucci réussit pleinement. Il obtint la promesse du général mongol de ne pas permettre que les Hollandais fassent de ses territoires la base de leurs opérations militaires contre les Français. De plus, moyennant 10.000 roupies, il obtint son alliance en cas d'attaque (2).

Fort de cette assurance, Martin continua à établir la défense de Pondichéry aussi rapidement que possible. Tandis que le travail de fortification avançait, Martin eut deux fois

1. Journal de François Martin, *mém. cit.*

2. Martin à la Compagnie. A. C. C² 67, f. 6 v^o.

l'occasion de profiter de l'amitié de Daoud Khan. Les Français se fournissaient, en bois et en chaux nécessaires à la construction de leur fort, dans la région environnant Pondichéry à l'Est et au Nord. Dans ces deux endroits, ils se heurtaient à une forte opposition. Les gens de Valdaour et de Gingi guettaient au passage les équipes françaises, allant jusqu'à « emporter leurs haches et serpes et empêcher les voitures françaises des bœufs pour la chaux ». Il n'était pas toujours possible de fournir une escorte aux ouvriers pour leur permettre de travailler en paix. Martin se plaignit de la conduite des gouverneurs à Daoud Khan. Celui-ci n'était pas non plus en bons termes avec eux. Il engagea donc Martin « à résister fortement aux insultes que l'on nous ferait. Le Nabab parla publiquement en plein divan de ces deux gouverneurs, et cela venu à leur connaissance, ils ont été plus retenus et nous n'avons pas trouvé d'empêchements au bois et à la chaux ». Un autre endroit qui fournissait des matériaux aux Français, par voie de mer, était le village de Potoupet, à quatre lieues au nord de Pondichéry. Les Hollandais qui s'étaient établis près de là, à Congimer, devinrent possesseurs de Potoupet à cette époque. Ils firent savoir aux Français qu'ils ne devraient plus se fournir en bois dans ce village. Or, il y avait non loin un autre village, Calapett, également riche en bois, et abandonné par ses habitants. Martin écrivit donc à Daoud Khan pour obtenir qu'il fût cédé à la Compagnie. Vers la fin de l'année (1703), Daoud Khan fit un second voyage à travers le Carnatic. On craignait qu'à son retour le général ne visitât Pondichéry. Il avait souvent exprimé son désir de voir cette ville et encore plus fréquemment depuis que l'on savait que les Français la fortifiaient. Grâce à des amis influents que Martin avait dans l'entourage du gouverneur, Daoud Khan fut encore dissuadé de faire cette visite. Le marchand Desprez qui, précédemment, avait rendu visite à ce dernier à Arcot, fut envoyé pour accueillir le Gouverneur général et lui faire les présents d'usage. Il fut très bien

accueilli et obtint de Daoud Khan, à son retour, la cession du village de Calapett (1).

La même année (1703), en novembre, un événement se produisit qui, n'eût été la prudence de Martin, aurait facilement pu faire tendre les relations entre Daoud Khan et les Français. L'escadre de Fontenoy, sur sa route vers Pondichéry, captura à hauteur de Ceylan un navire marchand qui arborait le pavillon anglais et l'emmena à ce port comme butin de guerre. Or, ce vaisseau n'était nullement un bâtiment anglais mais un navire mahométan appartenant à un marchand de Porto-Novo. Son « narcoda » ou capitaine était mahométan et une partie de la cargaison était « au compte du Nabab Daoud Khan lui-même ». Fontenoy ignorait la coutume, adoptée par tous les bâtiments indigènes, d'arborer, pour leur sécurité, les pavillons français, anglais ou hollandais. Il avait capturé le navire en toute bonne foi et l'avait emmené à Pondichéry. Martin comprit aussitôt que les Français ne pourraient jamais garder ce bateau puisque Abdul Nabi, gouverneur de Porto-Novo, et Daoud Khan lui-même, étant tous deux intéressés dans cette capture, protesteraient inévitablement. Martin savait aussi que les officiers royaux de l'escadre de Fontenoy qui avaient droit à une part dans tout butin ne la laisseraient pas échapper facilement. Il se retrancha donc derrière une décision du Conseil formelle, quant au renvoi du navire à son maître mahométan (2).

Mais ce fut à cette époque, lorsque l'inquiétude causée par la guerre franco-hollandaise pesait lourdement sur Martin et que ses espions travaillaient activement à Negapatam et à Ceylan pour surveiller les agissements des Hollandais qu'un changement s'opéra dans les dispositions du Gouverneur général envers les Français. A la fin de 1704, Daoud Khan, revenant d'une visite à la Cour mongole qui résidait

1. Martin à la Compagnie. A. C. C² 67, f. 137-138.

2. Martin et les marchands de Pondichéry à la Compagnie. A. C. C² 67, f. 140.

alors à Bijapur, écrivit à Martin afin de lui demander pourquoi il avait établi un fort à Pondichéry sans la permission des autorités mongoles. Cette construction de fort était un secret connu de tous depuis les derniers mois. Daoud Khan, lui-même, au cours de son récent voyage dans le Carnatic, avait exprimé le désir de le voir, montrant par là qu'il connaissait son existence. Que signifiait un tel revirement dans son attitude ? Les ennemis de Daoud Khan, à seule fin de lui attirer des ennuis, avait-ils par malveillance informé le Mongol que les Français étaient autorisés par le Général à établir un fort à Pondichéry, lorsque la politique professée par Aurangzeb ne permettait à aucun commerçant du pays d'établir des fortifications ? Daoud Khan était-il poussé par l'avarice ? Ou était-il tenté par l'or des Hollandais ? Martin, dans sa correspondance de cette époque, suggère ces deux dernières raisons pour expliquer ce changement d'attitude de Daoud Khan. « Le besoin d'argent où il se trouve présentement, ayant, suivant les apparences, consommé de grandes sommes pour se maintenir dans son emploi et pour obtenir un pouvoir plus étendu... ce besoin, joint aux continuelles sollicitations de nos ennemis qui ne manquent pas de nous desservir auprès de Daoud Khan ». — Voilà les deux causes que Martin, écrivant à Pilavoine, attribue à ce revirement du Général (1).

La conduite de Daoud Khan dans l'affaire du « Phénix d'Or » confirma bientôt les soupçons de Martin, selon lesquels le Gouverneur mongol aurait été en butte aux intrigues des Hollandais. Le « Phénix d'Or » était un riche bâtiment hollandais que l'escadre de Pallières avait capturé sur sa route vers les Indes. Lourd d'une précieuse cargaison, ce bateau avait à bord le Commissaire général hollandais Phoosen qui, ayant achevé une tournée d'inspection au Bengale,

1. Martin et le Conseil Souverain de Pondichéry à la Compagnie. A. C. C² 67, f. 252.

Martin à Pilavoine. A. C. C² 67, f. 275 v^o.

regagnait Batavia. Cette double prise causa une grosse émotion parmi les Hollandais, non pas tant à cause de la richesse du butin qu'à cause de l'importance du personnage. Voulant racheter les prisonniers, les Hollandais demandèrent l'intervention de Daoud Khan, mais elle leur fit défaut. Il leur fallut donc consentir à suspendre les hostilités sur la côte orientale de l'Inde pour toute la durée de la guerre. Quoi qu'il en soit, Martin était parfaitement fondé en répondant à Daoud Khan comme il le fit lorsque ce dernier lui demanda de rendre aux Hollandais le navire qui était leur butin. Ce navire, disait-il, avait été capturé dans la haute mer ; il appartenait à une nation en guerre avec la France. Daoud Khan n'avait donc rien à voir dans cette affaire. Après une telle réponse, Daoud Khan dut chercher une autre façon d'agir. « Voyant qu'il n'y a rien à répliquer à tout ce que nous lui avons représenté », dit Martin, « il nous a écrit que, comme nous avons bâti notre fort sans en avoir eu la permission du Roi, nous eussions à lui payer un lac de roupies, et qu'en cas de refus, il viendrait en personne le faire démolir » (1).

La situation était certes très critique. L'état des choses empirant, Daoud Khan pourrait décider ou non de la prise de Pondichéry. Mais un suzerain mécontent devient une proie facile pour les machinations de ses ennemis. Bien que le fort de cette ville fût déjà construit, il était indispensable de se concilier les bonnes grâces du Gouverneur mongol. Si Martin n'agissait pas ainsi, Daoud Khan pouvait facilement s'allier aux Hollandais et, comme en 1693, décider ainsi du sort de Pondichéry. Martin entreprit la tâche avec la plus grande patience. Il employa en négociations toute l'année 1705 et le début de l'année suivante. Un Brahmane alla même sur son ordre, résider à la cour du Gouverneur mongol. Cependant, rien ne semblait résulter de tous les efforts de Martin. Les menaces de Daoud Khan continuaient et l'on savait que les Hollandais offraient de grosses sommes

1. Martin à Pilavoine. A. C. C² 67, f. 275 v^o.

pour obtenir son alliance. En mars 1706, Daoud Khan revenant d'une tournée dans le Carnatic s'établit près de Pondichéry. Il paraissait sérieusement vouloir attaquer les Français. Mais, juste à ce moment, une circonstance des plus heureuses vint au secours de Martin. Le Gouverneur de Chiambrum qui était dans les meilleurs termes avec le chef français, entreprit, moyennant 10.000 roupies, d'arranger l'affaire avec Daoud Khan. Desprez fut aussitôt dépêché avec cette somme et une autre de 3.000 roupies pour les autorités de moindre importance. Cette intervention opportune fit cesser les menaces de Daoud Khan ; elle laissa aussi aux Français la possession du village d'Oulgar et situé à l'Ouest de Pondichéry. Un tel dénouement fut, sans aucun doute, facilité par l'amour de Daoud Khan pour les richesses, mais également par la conviction qu'il avait de ne jamais parvenir à dominer les Français maintenant que le fort de Pondichéry était terminé (1).

Cet épisode diplomatique fut le dernier chapitre, long et méritoire, de la vie de Martin. En effet, le dernier jour de décembre 1706 mourait ce grand Français.

III. — RELATIONS DE REGNARD ET DE PILAVOINE AVEC LES GOUVERNEURS DE SURAT (1698-1706).

Si la situation de Surat avait été peu satisfaisante de 1687 à 1698, elle allait devenir absolument intolérable pendant la période que nous allons maintenant aborder. Dans les mers voisines, les pirates anglais avaient étendu leur champ d'action et leurs ravages allaient, se répétant de plus en plus. Impuissants à lutter contre eux, l'Empereur et ses Gouverneurs persécutèrent les Compagnies européennes et finalement, ruinèrent le commerce dans ce port, jadis important, de l'Empire mongol.

Nous connaissons déjà la dernière tentative faite par le

1. Délibération du Conseil de Pondichéry. B. N., 8927, f. 138 Ariel,

Mongol dans le but de combattre les actes de piraterie commis dans les mers de l'Ouest. Aurangzeb savait que les navires poursuivant leur route en eaux persanes et arabes avaient besoin d'une escorte très sûre. Lui-même ne possédait aucune marine à cet effet. En 1696, il avait donc obligé les Compagnies européennes de Surat à lui fournir des escortes armées en les menaçant, en cas de refus, de leur interdire le commerce. En 1698, l'inutilité de cette précaution même devint évidente. Cette année-là, en septembre, un navire appartenant à un certain Hussein Ameydan, revenait de Java à Surat. A la hauteur de Bombay, il fut surpris par les pirates et dépouillé de 40 lacs de roupies, tant en espèces qu'en marchandises. Le retentissement causé par un tel attentat fut immédiat. Le bateau en question transportait des pèlerins se rendant à la Mecque, et parmi ceux-ci, plusieurs avaient été emmenés par les pirates, d'autres avaient même été dépouillés de leurs vêtements et jetés, demi-nus, sur le rivage. Comme cette violence était l'œuvre de « porte-chapeaux », Aurangzeb, sur-le-champ, donna l'ordre d'interdire tout commerce européen dans le port mongol, à moins, toutefois, que les Compagnies assumassent la surveillance de zones distinctes de la haute mer et se portassent responsables des actes de piraterie commis dans les parties qui leur étaient respectivement assignées (1). Cette attitude ridicule du Mongol, à ce sujet, devient évidente si nous l'expliquons par un parallèle approprié. Supposons un homme qui voit sa maison exposée à des vols continuels. Il ne possède aucune arme pour lutter contre les voleurs ; mais il a plusieurs hôtes qui possèdent un revolver. Il les informe donc qu'à l'avenir, ils seront tenus pour responsables de tout vol commis dans la maison. S'ils n'arrêtent pas les voleurs lors du prochain larcin tout ce qui leur appartient dans sa maison sera confisqué.

1. Traduction de l'ordre du Mogol à Anamed Khan. A. C. C² 65, f. 8.

A Surat, Anamed Khan, gouverneur des plus tyranniques, fit exécuter les ordres de l'empereur avec la plus grande rigueur. Les Hollandais furent portés responsables des actes de piraterie commis entre Surat et la Côte arabe. L'étendue comprise entre Surat et la côte persane fut assignée aux Français. Quant aux Anglais, ils devraient répondre de toute violence commise entre Surat, les côtes hindoues et la Sonde. Le Mongol, en fait, avait de beaucoup simplifié les choses. Dès qu'une attaque se produisait, dans un lieu quelconque, le Gouverneur de Surat n'avait qu'à en déterminer la zone juridique. Si, par exemple, l'attentat avait lieu dans les eaux hindoues, les marchands anglais étaient responsables puisque l'affaire relevait de l'étendue qui leur était assignée. Ils n'avaient plus qu'à découvrir les pirates et à les amener en justice. S'ils y manquaient, ils étaient responsables des dommages causés et n'avaient plus qu'à s'exécuter.

Dans le cas des Français, les conséquences prirent un développement critique. Regnard, alors chef du comptoir français, refusa de signer le dit projet. Il prétexta ne pouvoir le faire que sur un ordre reçu de France. Il déclara donc que dans ces conditions les Français quitteraient Surat (1). Mais Anamed Khan ne voulut rien entendre de tel. Il contraignit Regnard à lui donner la garantie demandée. Et, pour ajouter à l'ironie plutôt sinistre de cette affaire, il fallut que le chef français déclarât sur cet acte qu'il l'avait signé « de son plein gré et volonté » et que le contrat « était donné en manière de capitulation, afin que, dans le besoin, il serve d'écrit passé suivant toutes les formes de la justice devant le Cazy » (2).

C'était là, sans nul doute, un excès de tyrannie. Malheureusement, Regnard n'était pas homme à résister avec la fermeté requise dans ces circonstances. Il comprit bientôt

1. Ecrit envoyé à Anamed Khan par M. Regnard. A. C. C² 65, f. 10.

2. Ecrit forcé sur les Français par Anamed Khan. A. C. C² 65, f. 15.

qu'il avait établi un document compromettant qui pourrait lui occasionner des ennuis à tout moment. C'est pourquoi il envoya secrètement Alexandre de l'Etoile à la cour du Mongol, à Berhampore, afin de se plaindre de la tyrannie d'Anamed Khan auprès de l'Empereur et de rentrer en possession de l'acte compromettant, si cela était possible. C'est ce que fit Alexandre de l'Etoile. Introduit auprès du roi, dès son arrivée à Berhampore, il présenta sa requête et ses griefs (1). Aurangzeb l'écouta avec patience, le questionna, une heure durant, sur le pouvoir et la puissance de Louis XIV. Il le renvoya enfin, ayant mis de sa propre main, au dos de la pétition, les instructions suivantes destinées à son premier ministre Assud Khan : « Que Assud Khan sur cela écrive à Anamed Khan, qu'il lui envoie la copie de cette requête, et qu'il lui dise qu'il fasse sa négoce sans aucune interruption, et qu'il soit en plein repos et contentement ».

Alexandre de l'Etoile, à son retour à Surat, trouva que la situation s'était beaucoup améliorée pour les Français. Anamed Khan était mort en octobre (1699) et un nouveau gouverneur, Dineat Khan, lui avait succédé. L'escadre de Désaugiers venait d'arriver à Suvaly. L'amiral français apportait au gouverneur de Surat une lettre du ministre Pontchartrain. Celui-ci se plaignait des obstacles auxquels s'était heurtée, en 1696, la flotte de Serquigny en faisant son chargement. D'ailleurs, Désaugiers était chargé d'arranger les choses à Surat, usant de force si c'était nécessaire. Avec tant de circonstances en sa faveur, Regnard aurait pu se comporter très honorablement.

Mais c'est encore avec une faiblesse caractéristique que Regnard agit cette fois-ci. Il communiqua les instructions d'Assud Khan au Gouverneur de Surat, lui demandant en même temps s'il permettrait qu'une délégation d'officiers

1. Copie de la Requête présentée par de l'Etoile à l'Empereur. A. C. C² 65, f. 19.

de Désaugiers se présentât devant lui. Dineat Khan lut l'ordre, approuva et autorisa la délégation à le voir, « sans les faire marcher sur le tapis sans souliers, conformément à la coutume du pays ». Cette délégation produisit la lettre de Pontchartrain et en même temps discuta des griefs actuels des Français. Ces griefs touchaient les garanties obtenues de force et l'interdiction faite à Regnard et à ses associés de quitter le comptoir où on les détenait maintenant presque en esclavage. M. de Fequières, chef de l'ambassade, termina sur un ton de menace. « Il demandait les billets de caution, et si l'on ne voulait pas les rendre, il en ferait son rapport au roi qui était assez puissant pour se les faire rendre ». Dineat Khan traita cependant l'affaire très légèrement. Les garanties données par Regnard, dit-il, n'étaient pas en son pouvoir ; il ferait de son mieux pour rentrer en leur possession. En ce qui concernait Regnard et les Français de Surat, « il s'emploierait à nous procurer plus de repos et de bons traitements ». Quant à la lettre de Pontchartrain, il lui rédigerait une réponse qui serait envoyée en temps voulu. Ces promesses ne donnèrent aucun résultat. Regnard ne pourrait quitter le comptoir que si l'un des courtiers de la Compagnie se portait en sa faveur. De nouvelles difficultés surgirent alors, s'opposant à l'enlèvement des marchandises françaises à la Douane (1). Il était clair qu'on ne pouvait remédier à cette situation que par la force, et le faible Regnard ne pouvait ou ne voulait s'y résoudre. Quelques jours plus tard, arrivait la réponse de Dineat Khan à la lettre de Pontchartrain. Elle disait que les événements passés étaient le fait de son prédécesseur. Quant à lui « je puis l'assurer que pendant le gouvernement de ce serviteur du trône, aussi magnifique que le ciel, il n'arriverait jamais d'affaire qui puisse causer aucune peine au dit Seigneur, ni à la nation française ; au contraire que l'on verra briller l'épousée de notre secours et protection avec tous ses ornements, sur le

1. Lettre des marchands à la Compagnie. A. C. C² 65, f. 200.

lit nuptial de toutes les occasions et affaires qui se présenteront (1) ».

La situation était toujours aussi peu satisfaisante, lorsque Pilavoine arriva à Surat, en 1700 (août). Il venait recevoir de Regnard la direction du comptoir français. Comme il avait appris les derniers événements lorsqu'il était encore à Sualy, Pilavoine résolut de rétablir les conditions normales si nécessaires à l'existence même de la Compagnie française à Surat. Il écrivit donc à Dineat Khan, le priant d'autoriser les employés de la Compagnie à l'aller voir à Sualy. Cette permission fut accordée après de longues hésitations. Pilavoine put alors délibérer avec ses hommes et un ultimatum fut envoyé au gouverneur. Il était dit que si Dineat Khan ne laissait pas aux Français la liberté de circuler dans la ville pour vaquer à leurs occupations, s'il ne leur rendait pas les billets de caution qu'on avait fait signer et obtenus de force de Regnard, les Français quitteraient la ville en masse et transporteraient leurs affaires ailleurs. Pilavoine avait toujours soutenu qu'il n'y avait rien de tel que la force pour réussir auprès des Hindous et si cette assertion réclamait une preuve, elle allait l'avoir maintenant. En effet, Dineat Khan donna à Pilavoine l'assurance désirée et promit d'écrire à la cour pour récupérer les billets de caution. En même temps, il envoyait à Pilavoine un de ses officiers principaux chargé de répéter de vive voix cette assurance et de lui souhaiter la bienvenue à son retour dans cette ville. Trois semaines fort précieuses avaient été occupées par ces négociations. Pilavoine pensa donc qu'il devait s'estimer satisfait de ce résultat. Le lendemain, le gendre du gouverneur, son Divan et plusieurs autres officiers arrivèrent à Sualy pour accompagner Pilavoine à Surat. Le directeur français pouvait donc, en toute sincérité, dire dans la lettre qu'il écrivit à Pontchartrain « que nous jouissions depuis

1. Traduction de la lettre du Gouverneur de Surate à Pontchartrain. A. C. C² 65, f. 216.

notre arrivée à Surat de plus de liberté que nous n'en avions eu il y a plus de dix ans (1) ».

Cependant la tentative faite dans le but de rentrer en possession des billets de caution compromettants ne réussit pas. En janvier 1701, l'escadre de Châteaumorant arriva à Surat. Pilavoine fit écrire à Dineat Khan par le commandant français pour lui demander le renvoi des garanties. Dineat Khan protesta vivement contre le ton de la lettre. On lui en rédigea donc une autre, plus aimable, mais disant, en substance, la même chose que la précédente. Dineat Khan reprocha alors aux Français de ne lui avoir fait aucun présent. Pilavoine en fit donc un au gouverneur d'une valeur de 3.000 roupies ; et à son fils un autre qui valait 2.000 roupies (2). Après toutes ces concessions « la réponse du gouverneur a été comme ci-devant : de grandes promesses d'y travailler, mais sur lesquelles on ne doit compter... ». C'est donc très justement que Pilavoine pouvait ajouter : « Ces peuples indiens, Monsieur, n'ont rien de sauvage. Ils entendent parfaitement bien à ménager les intérêts de leurs princes et les leurs » (3).

La condition essentielle de la sécurité française à Surat allait être mise en évidence quelque temps après. En septembre 1701, deux navires qui revenaient de la Mecque à Surat, se trouvèrent séparés de leurs escortes hollandaises, furent surpris par des pirates anglais et dépouillés. Cet attentat fit grand bruit parmi les marchands de Surat. Ceux-ci dénoncèrent, dès lors, tous les Européens comme voleurs, et accusèrent Dineat Khan de complicité avec les pirates. L'Empereur eut quelques échos de cette affaire. Il ordonna donc à Dineat Khan, sous peine de destitution immédiate, d'obtenir les compensations nécessaires des Hollandais et des Anglais et d'interdire à nouveau leur commerce. Très alarmé, Dineat Khan arracha 433.000 roupies aux Hollan-

1. Lettre de M. Pilavoine à M. Pontchartrain. A. C. C² 65, f. 218.

2. Pilavoine et les marchands à la Compagnie. A. C. C² 66, f. 128.

3. Pilavoine à Ponthartrain. A. C. C² 66, f. 132.

dais, 182.000 aux Anglais et remit l'argent aux marchands intéressés. Mais ces derniers ne s'estimèrent pas satisfaits. Ils craignaient que les Anglais ne se vengeassent de ces extorsions par de nouvelles violences contre leurs navires. Ils demandèrent donc que fussent renouvelées et confirmées les vieilles garanties demandées aux Européens avant de reprendre aucun commerce. De son côté, Pilavoine refusa énergiquement de donner la confirmation voulue. Il dit que les Français n'avaient jamais été pour rien dans cette affaire de billets de caution obtenus d'eux de force, et qu'ils ne seraient jamais pour rien dans leur confirmation. Il affirma hautement que les Français n'avaient rien à voir dans les actes de piraterie commis sur mer, fait que tous les marchands eux-mêmes étaient forcés de reconnaître. Malgré l'interdiction, Pilavoine put donc obtenir pour les Français le droit de continuer leur commerce (1). Mais, en dépit de cette victoire temporaire, le chef français ne se faisait aucune illusion sur leur situation dans le port mongol. « Ce serait nous tromper », écrit-il à Pontchartrain en février 1702, « qu'ils nous épargnassent plus que les autres » (2). Tant que le billet de caution de Regnard était aux mains du Mongol, les Français étaient responsables de la sécurité de la navigation entre le Golfe Persique et Surat. Par bonheur, aucun acte de piraterie ne fut commis dans cette zone. Mais il n'était nullement certain que cette chance continuerait et que les Français n'auraient pas à payer, tout comme les Hollandais et les Anglais.

A ce moment, des troubles d'un autre genre éclatèrent. En février 1703, des bandes de pillards maharattes envahirent le Guzerath et allèrent jusqu'à Surat. S'ils avaient attaqué la ville aussitôt, elle aurait succombé. Mais les ennemis « s'étant amusés à piller les environs et les faubourgs de Surat », plusieurs marchands turcs, arabes et arméniens résolurent de les combattre eux-mêmes. Ils organisèrent la dé-

1. Pilavoine à la Compagnie. A. C. C² 66, f. 274-276.

2. Pilavoine à Pontchartrain. A. C. C² 66, f. 293.

fense de la ville et repoussèrent les voleurs maharattes. Ceux-ci se retirèrent après avoir ravagé la campagne environnante, emportant un trésor et un butin estimé à plus de 7 millions de roupies (1). Il n'est donc pas étonnant que, devant ces désordres toujours croissants dans la province, Pilavoine ait fait remarquer à Pontchartrain la nécessité de s'assurer un port, en dehors de Surat, où les Français trouveraient un abri sûr.

La triste légende des actes de piraterie allait cependant persister jusqu'à la fin, et détruire tout commerce à Surat. En septembre 1703, des navires appartenant à deux marchands de Surat, Abdul Gafur et Kasim Bhai, furent dépouillés par des pirates. Anglais et Hollandais, sachant ce qui allait arriver, fortifièrent aussitôt leurs comptoirs. Le Gouverneur de Surat, Atbar Khan, n'entendait pas qu'on le privât de sa proie. Il s'empara donc de courtiers anglais et hollandais pour les détenir moyennant rançon. N'obtenant aucun résultat, il les fit mettre sur un chevalet et leur fit subir de terribles tortures. C'est ainsi qu'il parvint à leur extorquer 8 lacs de roupie. Il demanda alors aux Hollandais de reprendre leur commerce. Ils répondirent naturellement qu'ils n'en feraient rien. Ils voulaient d'abord être dégagés de toute responsabilité pour les actes de piraterie et entendaient qu'on leur rendit l'argent qui leur avait été pris. Atbar Khan chercha donc à obtenir l'aide de Pilavoine dans ce conflit. La France était alors en guerre avec la Hollande. Cependant, Pilavoine aida les Hollandais dans la défense de leurs intérêts commerciaux communs contre le despotisme du gouverneur (2).

L'année suivante, un nouveau gouverneur, Nijabat Khan, était nommé à Surat. Il semblait d'accord avec les Compagnies européennes pour reconnaître que nul commerce n'était possible si elles n'étaient pas dégagées de toute responsabilité pour les violences des pirates. Il chercha également à obtenir aussitôt le renvoi des garanties. Cette tentative fut

1. Pilavoine à la Compagnie. A. C. C² 67, f. 115 v^o.

2. Pilavoine à Pontchartrain. A. C. C² 67, f. 226.

vaine. Les Hollandais perdirent alors patience et regagnèrent leurs comptoirs. Ils déclaraient qu'ils allaient y attendre leurs navires arrivant l'année suivante et qu'ils quitteraient définitivement Sualy. Les Français, eux aussi, étaient grandement indisposés par la conduite insensée de Nijabat Khan. A cette époque un bateau arabe fut capturé à Surat par quelques Portugais. Le Gouverneur savait qu'il n'y avait là aucun sujet portugais dont il pût s'emparer comme otage pour ce soi-disant outrage. Il fit donc arrêter trois capucins français qu'il fit mettre en prison, déclarant qu'ils appartenaient à la même religion que les coupables. Pilavoine refusa de payer leur rançon. L'événement eut un tel retentissement parmi tous les habitants qui se tournèrent contre le gouverneur qu'il fit relâcher immédiatement les capucins (1).

En décembre de la même année, 18 navires arrivèrent à Surat. Ils appartenaient aux Hollandais qui, de ce fait, adoptèrent une attitude énergique vis-à-vis du gouverneur. « Ils demandèrent la restitution des sommes qu'ils leur avaient prises, la restitution des billets de cautionnement, et des conditions honnêtes et convenables pour continuer leur commerce à l'avenir, faute de quoi, ils déclaraient qu'ils avaient ordre de quitter Surat et de se retirer à Batavia. » Le gouverneur rabattit ses prétentions devant cet acte d'énergie et leur offrit 400 millions de roupies. Les Hollandais évaluaient les dommages causés à plus du double ; aussi se montrèrent-ils fermes dans leurs revendications... « Ces pourparlers ayant continué depuis septembre jusqu'en avril 1705, sans rien conclure, les Hollandais, hommes, femmes et enfants, embarquèrent sur leurs navires et partirent tous pour se rendre à Batavia. » Ils laissaient les Anglais et les Français remédier à leurs ennuis autant qu'ils le pourraient (2). Nous ne pouvons rien faire de mieux que de terminer ce chapitre si ingrat sur les rapports des Européens avec les gouverneurs de

1. Pilavoine à Pontchartrain. A. C. C² 67, f. 237-240.

2. Pilavoine à Pontchartrain. A. C. C² 67, f. 400.

Surat en citant les paroles de Pilavoine. « Ce serait s'abuser que de prétendre vouloir faire davantage de commerce ; il n'y a plus moyen d'y soutenir, ce pays ici est tellement renversé et il y a tant de désordres et de troubles qu'il faudrait comme un miracle pour apporter un prompt changement. Ce miracle serait la mort du Mongol ; encore se passerait-il bien des années à disputer ses Etats entre les princes, ses fils, avant que tout y fût tranquille. Ainsi, Messieurs, permettez-nous de vous dire avec tout le respect que nous vous devons qu'il y va de vos intérêts de mettre fin à vos affaires de ces quartiers et de supprimer absolument ce comptoir qui, dans cette fâcheuse condition, loin de vous produire aucun avantage, ne servira au contraire qu'à vous faire de la dépense et à augmenter vos dettes. » (1).

IV. — RELATIONS DE DESLANDES BOUREAU ET DE DULIVIER AVEC LES GOUVERNEURS DU BENGALE (1698-1706).

Comme le cas s'était produit à Guzerath, les conditions politiques allaient devenir de plus en plus fâcheuses au Bengale pendant cette période. La guerre venait d'éclater entre la France et la Hollande (1703-1707). Tout allait donc concorder à mener les établissements français de cette province à leur ruine.

Nous connaissons la situation des Français au Bengale. Leur centre était Ougli, dans le Bas-Bengale, et l'on y avait adjoint Chandernagore, un village. Plus au Nord, presque dans la province de Bihar, ils possédaient un comptoir à Cassimbazaar. Plus au Sud, dans la province d'Orissa, ils tenaient le comptoir de Balasore. Le firman avait été obtenu en 1691. Depuis ce moment, les comptoirs français étaient entrés dans une longue période d'inaction commerciale. Elle avait pour causes : d'abord, l'interdiction impériale qui avait frappé le commerce en 1693 ; ensuite, le blocus que les Hol-

1. Pilavoine à Pontchartrain. A. C. C² 68, f. 25 v^o,

landais avaient opposé aux navires français sur le Gange. Lorsque la paix fut conclue, Deslandes put croire un instant que le commerce français au Bengale allait reprendre son cours normal.

Il ne devait rien en être. Les conditions politiques empirant sans cesse dans la province allaient rendre la reprise du commerce très difficile sous l'intendance de Deslandes. Et sous son successeur Dulivier, la nouvelle guerre avec la Hollande allait lui porter un coup mortel.

Nous savons comment, afin de calmer les inquiétudes politiques dans le pays, le Sultan Moussedy, petit-fils de l'Empereur Aurangzeb, avait été envoyé au Bengale (1698). Le remède allait se trouver pire que le mal qu'il se proposait de guérir. Ayant dispersé les vestiges de la révolte de Mansingh, « plutôt par adresse et par bonnes paroles que par la force (1) » Moussedy fit durer son séjour dans la province pendant les huit années suivantes. Tout d'abord, il établit son camp à 40 lieues au nord d'Ougli. Il se transporta ensuite à Rajmahal (1701). L'année qui suivit, Aurangzeb lui donna l'ordre d'entreprendre une expédition dans l'Aracan. Moussedy, qui préférait les avantages des fonctions de Vice-Roi du Bengale, obtint de les conserver dans la province. En 1703, nous le voyons aller de Decca à Rajmahal. A ce propos, les rapports français disent que « il serait à souhaiter qu'il s'éloignât encore davantage ». C'est qu'en effet, le caractère avide du gouvernement de Moussedy s'était alors révélé aux populations du Bengale.

Durant les années qui présentent des rapports à son sujet, nous voyons que la conduite de ce prince est vraiment caractéristique de celle des gouverneurs impériaux à la fin du règne d'Aurangzeb. Mettant à profit la distance appréciable qui le séparait du siège de l'autorité impériale, Moussedy méconnaissait les ordres de l'empereur et continuait à amasser une fortune énorme qui lui procurerait de grands avantages

1. Deslandes à Pontchartrain, le 4 jan. 1700. A. C. C² 65, f. 111.

dès la mort d'Aurangzeb. Les lettres françaises n'en font d'ailleurs pas un secret (1). « On tient qu'il a amassé plus de 15 millions de roupies, outre les droits ordinaires », écrit Deslandes à Pontchartrain en 1700 ; et deux ans plus tard : « Le prince sultan Moussedy continué de s'occuper à tirer de l'argent par toutes sortes de voies. Les officiers de son armée qui ne sont pas moins avides que lui suivent son exemple, et sucent le peuple par de continuelles et criantes vexations. » Les Compagnies européennes n'étaient pas exemptes de ces exactions. Outre les droits qu'elles payaient et dont nous ne dirons rien pour l'instant, les intendants anglais, hollandais et français du Bengale envoyaient chaque année au prince des présents d'importance. Les Français, peut-être en raison de leur commerce précaire, semblent s'en être tirés relativement à meilleur compte que les Hollandais et les Anglais. En 1700, Deslandes écrit : « Cette année, le présent au prince consiste en un canjan ou poignard, assez propre, à la persane, un moyen miroir de cristal de roche monté à la manière des Indes sur du vermeil doré, et un autre miroir ordinaire pour toilette, garni comme l'autre », sans compter les présents que faisaient ses principaux collaborateurs et qui consistaient en « quelques aunes de drap, verreries, quincailleries et miroirs communs ».

Ce qui nous intéresse surtout, ce sont les effets au Bengale d'une telle rapacité. Les lettres françaises nous en font un tableau très révélateur. Quelques années après l'arrivée de Moussedy, l'argent s'est fait très rare dans la province. « Les sommes considérables que ce prince a tiré ont rendu l'argent d'une si grande rareté que les plus gros négociants ont peine à trouver sur leur crédit 2.000 roupies comptant. » Il était impossible d'emprunter le moindre argent sans avoir à payer des intérêts de 12 % pour le moins. Le prix des vivres et des denrées alimentaires était devenu si élevé que les marchands

1. Les marchands d'Ougly à la Compagnie. A. C. C² 66, f. 225 v^o, f. 239 v^o.

hésitaient à faire des avances aux tisserands. Le transport des marchandises d'un pays à un autre était maintenant très difficile à cause des droits à payer qui s'étaient multipliés. En 1702, Dulivier écrivait que les marchands faisant habituellement des commandes à la Compagnie, préférèrent se fournir, pour la plus grande partie, des articles, à Ougli, « parce qu'il est plus facile à les assembler. Ils nous assurent que les autres marchandises sont parties des lieux d'où elles se tirent, et que le retardement ne provient que des difficultés qu'on trouve aux différents « chaquis » ou péages qui se sont établis le long de la rivière. On en compte présentement de Casembazar d'ici 46 ». On trouvait de la main-d'œuvre de plus en plus difficilement. « Les marchands se plaignent que les ouvriers se retirent avec leurs avances. » « On a de la peine à trouver des ouvriers, et généralement toutes choses. Cela provient de la sévérité du gouvernement qui oblige les pauvres gens d'abandonner et de passer en d'autres quartiers, dans l'espérance d'y être traités avec moins de rigueur. » Tous les jours, c'étaient de nouvelles taxes et de nouveaux impôts dont le poids menaçait d'étouffer le commerce. « Le foudjar d'Ougli a établi pendant un temps une troupe d'ambulants qui rôdent dans les terres exigeant des impôts injustes (1). » Tel était le sombre arrière-plan économique qu'allait rencontrer Dulivier en faisant du commerce au Bengale, Deslandes lui ayant transmis en 1701, la direction des comptoirs français.

Un an après son entrée en fonctions, des difficultés d'ordre politique allaient s'ajouter aux troubles économiques. En 1702, résultat des violences qui se reproduisaient sans cesse de la part des pirates, le Mongol, on le sait, avait frappé le commerce européen d'interdiction sur tous ses territoires. Nous possédons une très vivante description des conséquences de cet ordre au Bengale. A Patna, à Chapra, à Rajmahal

1. Les marchands d'Ougly à la Compagnie le 1^{er} jan. 1702. A. C. C² 66, f. 225.

et à Cassimbazaar, les officiers mongols mirent sur-le-champ les scellés aux comptoirs de la Compagnie. Craignant pour leur vie, Anglais et Hollandais s'empressèrent de quitter les lieux avec leurs familles. « Ils furent arrêtés en chemin par ordre du gouverneur et ramenés à la loge ; et ce ne fut qu'avec de l'argent qu'ils purent avoir la permission d'arriver ici (Ougli). » A Ougli même, l'émotion fut si grande qu'Anglais et Hollandais se retranchèrent dans leurs comptoirs, « levèrent du monde et rassemblèrent des provisions de guerre et de bouche ». A Balasore, Européens et marchands indigènes se préparaient à quitter le port ; « le gouverneur fut obligé, pour les retenir, de les prier de rester ». Dans l'ensemble cependant, l'interdiction fut moins rigoureuse au Bengale, tout le temps qu'elle sévit, qu'à Guzerath. Nous voyons les Français faire passer des articles sous le nom de marchands hindous et mahométans, et acheter très cher les officiers mongols afin qu'ils facilitent leurs chargements. Des représentations ayant été faites par un nouveau Divan envoyé dans le pays pour y rétablir la paix, c'est à leur suite que fut enfin levée l'interdiction (juin 1703). Le Divan réclama alors 60.000 roupies aux Compagnies avant de publier le décret qui leur permettait de reprendre leur commerce (1).

Il devait cependant arriver quelque chose de plus ennuyeux encore. En 1703, la nouvelle d'une guerre entre la France et la Hollande parvint au Bengale. Tout commerce fut aussitôt suspendu, et pendant les 4 années qui suivirent, les comptoirs français restèrent dans une inaction complète. La même année, les Directeurs donnèrent l'ordre de fermer les comptoirs de Balasore et de Cassimbazaar. Si bien qu'à la mort de Martin, en 1706, lorsque Dulivier partit à Pondichéry pour y prendre l'intendance, les établissements français du Bengale se composaient d'un seul comptoir, Ougli, augmenté du petit village de Chandernagore.

1. Lettre générale des marchands d'Ougly à la Compagnie le 12 jan. 1703. A. C. C² 67, f. 33.

CONCLUSION

De l'histoire des relations françaises avec les princes hindous que nous venons de finir, il ressort deux périodes distinctes et nettement caractérisées. La première comprend une période de vingt années allant de 1666 à 1686, la seconde une autre période de vingt années s'étendant de 1686 à 1706. Ces deux périodes se distinguent autant par les conditions politiques régissant l'Inde que par les conditions financières influençant la Compagnie en France.

Dans la première période, l'Inde est partagée politiquement en deux : l'Inde mongole au nord étant plus ou moins indépendante de l'Inde pathane et de l'Inde carnatic. Pendant qu'Aurangzeb tourne son ambition vers le nord au cours de ces années, l'Etat maharatte du Concan s'agrandit aux dépens des Etats pathans en décadence, dans le Deccan et de leurs provinces en Carnatic. Dans la période suivante l'Inde mongole pénètre solidement dans le Deccan et l'Inde du sud. Aurangzeb anéantit les Etats de Bijapur et de Golconde, en pleine décadence, et les annexe à son empire, mais il échoue contre l'Etat hindou fondé par Shivaji. L'inégal et long duel entre l'Empire mahométan et le pouvoir hindou parasite (1689-1707) coûta à Aurangzeb la ruine politique et administrative de son empire.

En ce qui concerne les Français, la première période coïncide à peu près avec la relative prospérité financière de la Compagnie royale française. De 1666 à 1674, les Français sont au-dessus de leurs affaires et capables de fournir à leurs

agents les fonds nécessaires à la création et à l'extension de leur commerce.

Les difficultés commencent à surgir à partir de 1677 et atteignent leur point culminant en 1679. Quoique la Compagnie fût reconstituée par Seignelay en 1686, les guerres qui suivirent entre la France et la Hollande (1690-1697) (1702-1707), le coût des armements et le déclin du commerce dû à la guerre européenne et aux conditions dans l'Inde, amenèrent rapidement le périllement des finances de la Compagnie. En 1706, la Compagnie des Indes Orientales a pratiquement disparu. Jusqu'à sa reconstitution en 1719, elle ne vivra pas par ses propres efforts mais en vendant son monopole à des associations privées.

La politique dans l'Inde vis-à-vis des princes indigènes se conforme très étroitement à ces conditions politiques et financières. Dans les vingt premières années cette politique est faite de conciliation, puis de fermeté, enfin d'audacieuse entreprise. Mais ces entreprises hardies furent bien vite coupées dès leur naissance par les conditions politiques de l'Inde et les conditions financières en France. Dans la seconde période de vingt années, donc, la politique française se borne à maintenir prudemment et a subrepticement augmenter le nombre de ses postes. Elle attend des jours plus favorables.

Nous avons déjà exposé les principaux stades de l'évolution de la politique française.

Dans leurs premières recherches de postes purement territoriaux, les chefs français adoptèrent une politique de conciliation. Cette politique en se heurtant aux empiètements des gouverneurs indigènes devint bientôt une politique de fermeté. La recherche non de simples comptoirs, mais de postes acquis en toute propriété et de préférence fortifiés, préconisée par La Boullaye et favorisée par les conditions politiques du Deccan et du Carnatic, orienta la Compagnie vers le second aspect de sa politique, celui de la force et des armes. Elle cherche à évincer les Hollandais de leur situation

favorisée dans l'Inde à l'aide des pouvoirs indigènes de Malabar et Ceylan. La tentative, cependant, échoua, surtout parce que les Français ne sentirent pas l'importance d'une suprématie maritime.

Le besoin de postes territoriaux persistant, Baron formule la politique de l'avenir : la politique d'entente avec un prince indigène, les importants services rendus étant payés par d'importantes concessions territoriales. Quoique mise en pratique au Carnatic, sur une petite échelle, cette politique échoua à cause de l'invasion de cette province par Shivaji. A cette époque la politique française commence à subir d'autres influences. La conquête du Deccan par Aurangzeb et ses tentatives de subjugation des Maharattes, alliées à la pauvreté financière de la Compagnie, amenèrent la dernière phase de la politique française dans l'Inde, sous la direction de Martin et de ses lieutenants. C'est grâce à la prudence et à la politique de ménagement de ce grand chef français que la Compagnie dans cette dernière période est non seulement à même de conserver et de fortifier Pondichéry, mais encore d'acquérir de nouveaux comptoirs à Caverypatam et au Bengale.

Quel que soit l'aspect des phases de la politique française au cours de ces quarante années, ses traits caractéristiques sont vivement saillants. La diplomatie française, d'un côté intelligente et pénétrante, est d'un autre côté, pratique et souple. Haussés du premier coup au niveau des gouverneurs indigènes et des Rajahs, les chefs français se rendirent vite compte de cet état de choses, saisirent rapidement les occasions favorables et adaptèrent immédiatement leur conduite à ces conditions.

Quels furent les résultats de ces rapports diplomatiques et commerciaux entre Français et princes hindous qui étaient seulement le prélude de rapports plus intimes au siècle suivant ? Voici leur gain positif : « outre quelques comptoirs languissants, deux établissements territoriaux, une place

forte, Pondichéry, et un poste commercial important, Chandernagore », mais ils avaient encore acquis une connaissance profonde des conditions politiques de notre pays et une sûre psychologie du caractère et des faiblesses de nos princes. Bien que leur commerce fût inférieur à celui de leurs rivaux hollandais et anglais, ils avaient mieux réussi à éviter les occasions de conflit et de heurt avec nos princes.

Grâce à leur diplomatie intelligente, sage, opportune, grâce à leur fermeté et à leur bravoure, lorsque les occasions l'exigeaient, ils laissèrent sur l'esprit hindou une impression de leur valeur bien supérieure à celle que laissèrent les autres puissances européennes en contact avec notre pays.

Pour l'historien, cette période de quarante années n'est pas seulement riche en aperçus intimes de l'histoire de notre pays, elle projette sur les caractères de ces premiers Français aventureux, une vive lumière : sur l'ambitieux et vain Caron, sur l'impatient diplomate de La Haye brave et noble soldat, sur le prudent et sage Martin. Mais elle révèle par-dessus tout François Baron, humain, avisé, prévoyant, François Baron qui sera l'ancêtre politique de Dupleix.

Note sur les relations françaises avec la Cour de Delhi.

Parmi tous les commerçants européens fixés dans l'Inde au xvii^e siècle, les Français sont certainement ceux qui eurent le moins de relations directes avec la Cour du Grand Mogol. Le fait est d'autant plus surprenant que c'est au cours de ce siècle que l'Empire du Mogol atteignit son apogée, après avoir absorbé les sultanats du Deccan, et étendit son pouvoir sur le plus grand des royaumes du Carnatic. Il semblerait qu'avec l'extension de l'autorité du Mogol sur presque toute l'Inde, les Français devraient être entrés en relations de plus en plus directes avec la Cour Impériale de Delhi. La réalité est cependant toute différente. Dans toute l'histoire des relations françaises avec l'Inde du Mogol, leurs points de contact réels avec l'Empereur Mogol, comme nous l'avons déjà montré, ont été exactement au nombre de trois. Leur première relation avec Aurangzeb est constituée par la visite de La Boullaye à la Cour Impériale en 1666, qui obtint un firman de commerce pour la Compagnie française. La seconde fut lorsque Guesly se rendit auprès de l'Empereur après sa campagne dans le Deccan en 1690 et obtint un firman pour confirmer le comptoir français réétabli à Massulipatam. Et la troisième occasion fut l'entrevue qu'eut Alexandre de l'Etoile avec l'Empereur à Berhampore en 1698 pour se plaindre de la tyrannie exercée par Anamed Khan sur les Français à Surat. Ce furent les trois seules occasions où les Français eurent directement affaire à l'Empereur en personne. Dans toutes les autres occasions, ils s'adressèrent non pas à l'Empereur lui-même, mais à ses représentants, soit généraux, soit gouverneurs civils. Si étrange que cela puisse paraître, l'histoire des relations françaises avec l'Inde du Mogol au xvii^e siècle, n'est pas l'histoire de leurs affaires avec le Mogol, mais avec les lieutenants du Mogol.

Il n'y a rien d'extraordinaire à cela. La seule raison pour qu'une société commerciale comme la Compagnie française envoie des ambassades au Mogol était, soit d'obtenir de lui des firmans de commerce, soit d'obtenir confirmation de ces firmans lorsqu'ils étaient donnés, ou enfin de se plaindre de la tyrannie des gouverneurs locaux. Or, l'opération primitive consistant à obtenir des firmans permissifs du Mogol était considérablement facilitée aux Français par leurs prédécesseurs, les Hollandais et les Anglais. Ces deux puissances, qui avaient pour objectif de faire annuler le monopole commercial que les Portugais revendiquaient sur toute l'Inde, avaient besoin d'envoyer des ambassades coûteuses et fréquentes au Grand Mogol. Nous savons que les Anglais, par exemple, envoyèrent à sept ans d'intervalle deux ambassades à la Cour du Mogol : celle de Hawkins (1608) et celle de Roe (1615), cette dernière portant des présents valant 25.000 pièces d'or. Mais, dès que le monopole portugais fut aboli, le Mogol ne fit plus guère de difficultés pour laisser entrer d'autres puissances européennes dans le champ commercial. Lorsque les Français arrivèrent dans l'Inde, ils n'eurent pas besoin d'envoyer des ambassades coûteuses à la Cour du Mogol, tout simplement parce que l'opposition du Mogol à l'entrée de puissances européennes, autre que le Portugal, avait, vers le milieu du siècle, disparu. La seconde raison pour laquelle les Français n'envoyèrent pas d'ambassadeurs au Mogol réside dans la nature pacifique de la politique française dans l'Inde. A partir d'environ 1680, la patience et la longanimité furent les mots d'ordre de la diplomatie française dans notre pays. Ils préféraient souffrir à peu près tout de la part des gouverneurs du Mogol que d'envoyer des ambassadeurs pour se plaindre. La mission d'Alexandre de l'Etoile auprès d'Aurangzeb à Berhampore n'est que l'exception qui confirme la règle. Une troisième raison doit être trouvée dans la pauvreté financière des Français et dans leur préférence pour les méthodes indirectes d'action sur la Cour Impériale. En règle générale,

les Français, avant l'avènement de Dupleix, préférèrent faire les choses à aussi peu de frais que possible, et se dispenser d'envoyer des ambassades coûteuses aux cours indigènes. Le firman en vue de l'établissement des comptoirs du Bengale fut obtenu, comme nous le savons, non pas par négociation directe avec Aurangzeb, mais par négociation indirecte par l'intermédiaire du divan du Bengale.

C'était là, évidemment, la procédure normale à adopter dans le cas d'un firman coûteux. Mais nous constatons que les Français emploient la même méthode indirecte pour maintenir leur influence et sauvegarder leurs intérêts auprès des Cours mahométanes. Les ambassadeurs réels et permanents de la Compagnie française à Golconde, à Bijapur ou à Delhi n'étaient pas les envoyés qu'elle y expédiait, mais des Français, sans caractère officiel, résidant dans ces capitales, exerçant leur profession et disposés à rendre service à la Compagnie française. Ce furent Bernier ou Saint-Jacques à Delhi, Destreman à Golconde, tous trois docteurs en médecine et tenus en haute estime dans les capitales mahométanes.

Parmi ceux-ci, Bernier fut certainement le plus important et mérite une brève notice.

François Bernier — philosophe, médecin et historien — arriva dans l'Inde en 1658, et rencontra immédiatement après son arrivée Dara Shikoh, alors réfugié et poursuivi par son frère Aurangzeb. Après avoir servi le Prince pendant quelque temps, Bernier vint à Delhi juste à temps pour voir Dara exposé dans la capitale, puis exécuté. A la capitale impériale, Bernier se mit au service d'un certain Daneshmand Khan, un grand seigneur de la cour impériale, avec lequel il vécut en termes d'amitié et d'intimité. En compagnie de son ami et patron, Bernier visita Kashmir en 1666, sur laquelle, aussi bien que sur le Bengale, il a laissé des descriptions très flatteuses dans ses lettres.

Ce qui nous intéresse cependant chez Bernier, ce n'est pas la description pénétrante, pittoresque et sympathique qu'il

nous a laissée de l'Inde, mais le Mémoire qu'il adressa à Colbert en 1668, concernant une nouvelle ambassade qui devait être envoyée à la Cour du Mogol. Cette ambassade, qui faisait partie du plan de Colbert pour établir fermement la Compagnie dans l'Inde en 1669, ne fut jamais envoyée à la Cour Impériale. Il est cependant intéressant de noter le bon conseil que cet ambassadeur officieux donne à Colbert dans le Mémoire qu'il lui adressait en 1668.

Bernier avait compris que, par-dessus tout, Aurangzeb n'aurait eu aucune raison de redouter l'avènement des Français dans l'Inde, ce qu'il était cependant susceptible de redouter, en raison des bruits malveillants que les Hollandais et les Anglais avaient répandus à la Cour Impériale. Il conseille donc que l'ambassade proposée se compose de quelque 12 ou 15 hommes « bien faits, bien posés et de bonne intelligence » avec un modeste équipage de « un palki, deux carrosses et quelques beaux chevaux ». Elle devait n'être ni trop libérale, ni trop avare, mais offrir des présents convenables à ceux qui étaient susceptibles d'être les plus utiles : le Ministre Jafer Khan, sa femme et son fils. Les Ambassadeurs devaient dire que la Compagnie française avait été créée pour le bénéfice de l'Hindoustan et démentir toute participation du Roi de France dans l'établissement de la Compagnie. Ils devaient par-dessus tout être discrets dans leurs conversations et leur conduite, ne pas hésiter, lorsqu'on leur donnerait les « serpahs » à saluer le Mogol, ou à faire « inam » aux différents courtisans.

Tous ces précieux conseils devaient, cependant, être perdus. Baron, qui devait diriger l'ambassade, ne put partir en 1672, en raison des troubles survenus dans le pays entre Surat et Agra. L'année suivante, elle fut confiée à d'Epinay, à qui on demanda de faire toute diligence, car les présents destinés au Mogol se gâtaient. Mais, au dernier moment, d'Epinay mourut et Adam et Pilavoine, qui prirent la charge du comptoir de Surat étaient trop occupés de problèmes très urgents pour penser à envoyer une ambassade.

Après Bernier, le défenseur des intérêts français à la Cour Impériale fut le Dr Saint-Jacques. Il semble avoir joui d'une grande faveur de la part du Mogol, car, lorsqu'après un long service, Saint-Jacques voulut retourner en France (1681), l'Empereur ne voulut pas le laisser partir. Saint-Jacques, cependant, était résolu à rentrer chez lui. Après avoir organisé des relais de chevaux tout le long de la route de Delhi à Surat, Saint-Jacques s'enfuit de la capitale impériale, en compagnie d'un Hollandais. Apparemment, le Mogol était tout aussi résolu à le garder, car, à peine la nouvelle était-elle connue que Saint-Jacques avait quitté Delhi, que les gens de l'Empereur se lançaient à la poursuite du docteur, qu'ils capturèrent à quelques milles de Damaun. Saint-Jacques fut ramené à la cour de l'Empereur et réemployé de force, mais contre honoraires moins élevés.

On jugera de l'utilité des docteurs comme ambassadeurs indirects ou protecteurs des intérêts de la Compagnie à la Cour du Mogol par la lettre qu'adressait Regnard aux Directeurs (30 janvier 1700) : « Il serait nécessaire que vous envoyassiez deux chirurgiens qui fussent en même temps médecins, un desquels vous pourrez entretenir secrètement à la cour du Mogol et qui, étant auprès de ce prince ou de quelques-uns de cette cour romprait toutes les mesures que les gouverneurs de Surate peuvent prendre à notre préjudice. Nous remarquons donc que pendant le temps que M. Saint-Jacques y était, les choses y étaient tranquilles et qu'il a rendu service à la Compagnie en diverses rencontres. »

Vu le 31 mai 1932.

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

A. — MANUSCRITS.

1. *Archives du Ministère des Colonies, 2^e série C² (Inde).*
C² 62 à C² 67 : Correspondance générale, t. 6.
C² (2^e série) : Correspondance générale, t. 3.
2. *Bibliothèque Nationale. Département des Manuscrits. Fonds Ariel Fr. Nouvelle acquisition.*
8925-8930 : Copie des documents des anciennes archives de l'Inde, délibérations du Conseil Souverain de Pondichéry, traductions de firman, etc.
Fr. 6231 : Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales, 1642-1720.
Fr. 19030 : Relation du Voyage aux Indes du P. Tachard, 1690-1699.
Collection Margry Fr. Nouvelle acquisition, 9352.

B. — DOCUMENTS IMPRIMÉS.

1. GUYON (Abbé). — Histoire des Indes Orientales. Paris, 1744, in-12, t. III.
2. BERNIER (François). — Travels (Constable and V. A. Smith). Oxford University Press, 1914.
3. BOUCHER DE LA RICHARDERIE. — Bibliothèque Universelle des Voyages.
4. BOURGEOIS et ANDRÉ. — Les Sources de l'Histoire de France, XVII^e siècle (1610-1715). Paris, 1913.
5. Cambridge History of India, vol. I.
6. CARRÉ (l'Abbé). — Voyage des Indes Orientales. Paris, in-12, t. I et II.
7. CASTONNET DES FOSSES. — L'Inde française avant Dupleix. Paris, 1887 ; François Bernier, Documents, inédits etc. Paris, 1885.
8. DAS GUPTA (V. N.). — India in the 17 Century as depicted by European Travellers, 1916.

9. DE LAET (J.). — The Empire of the Great Mogol. Translated by J. S. Hoyland, 8°, 1926.
10. DELLON. — Relation d'un voyage des Indes Orientales (1667-1677). Paris, 1688.
11. DE LE HAYE. — Journal du Voyage des Grandes Indes. Paris, 1698, 2 t. en 1 vol. in-12.
12. DUPERRON ANQUETIL. — Législation orientale.
13. DUQUESNE. — Journal d'un Voyage fait aux Indes Orientales. Rouen, 3 t., 1721.
14. FROIDEVAUX, BELLANGER DE LESPINANY, VENDOMOIS. — Mémoires sur son voyage aux Indes Orientales (1670-1675), Vendôme, 1895, in-8°.
15. FRYER (Dr.). — A New Account (Ed. Crooke Hakluyt Society, 1909, 1912, 1913).
16. GAUTHIER SCHOUTEN. — Voyages, 1658-1665. Amsterdam, 1707, 2 vol. in-12.
17. GENTIL (M.). — Mémoires sur l'Indoustan ou Empire Mogol Paris, 1822.
18. GRANT DUFF. — A History of the Mahrattas.
19. HICKEY. — The Tanjore Maharatta Principality in Southern India, etc. London, 1874.
20. KAEPPÉLIN (P.). — La Compagnie des Indes Orientales. Paris, 1908.
21. LAHARPE. — Abrégé de l'Histoire générale des Voyages.
22. LAUNAY (Adrien). — Nos missionnaires. Paris, 1886.
— Capucins missionnaires ; missions françaises. Notes historiques et statistiques. Paris, 1927.
23. Lettres édifiantes, écrites des Missions Etrangères. Paris, 1826.
24. MALLESON. — L'Histoire des Français dans l'Inde, 1867.
25. MANDESLO. — Voyages célèbres faits aux Indes Orientales. Leyde 1719.
26. MANUCCI (N.). — Storia do Mogor. Irvine, Indian Texts Séries. London, 1907, 3 vol.
27. MARTINEAU (A.). — Mémoires de François Martin, fondateur de Pondichéry, 1665-1696. Paris, 1931, 3 t.
28. MOUNTSTUART (Elphinstone). — History of India.
29. NELSON. — The Madura Country.
30. ORME (R.). — Historical Fragments of the Mogul Empire. London, 1805.
31. OVINGTON (J.). — A Voyage to Surat Ed. H. G. Rawlinson, 1929.
32. RAWLINSON (H. G.). — Shivaji the Mahratta. Clarendon Press, 1915.
34. RAWLINSON (H. G.). — British Beginnings in West India (1579-1657), 1920.
34. Roe's Embassy, Hakluyt Society, 1899, 2 vol.

35. Recueil des Voyages et des Documents : Le Voyage de Ludovico di Varthema.
36. SCOTT. — Ferishta.
37. SEN (S. N.). — Siva Chhatrapati Calcutta University, 1920.
38. SEWELL (R.). — A Sketch of the Dynasties of South India.
39. SIRCAR (J.). — History of Aurangzeb, vol. I-IV.
40. SOTTAS. — Histoire de la Compagnie royale des Indes Orientales. 1664-1718. Paris, 1905.
41. STANLEY LANE POOLE. — Aurangzeb, Rulers of India Series.
42. TAVERNIER (J. B.). — Travels in India, Trans by V. Ball, 1925.
43. TERRY (E.). — A Voyage to East India. London, 1111.
44. THÉVENOT. — Voyages.
45. WILKS (M.). — Sketches of the South of India. London, 1810, 1817.

